

Secrétariat du Conseil du trésor

APR 8'11 16:02

Étude des crédits 2011-2012

**Demandes de renseignements
de l'opposition officielle et du
deuxième groupe d'opposition**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et les dates du départ et du retour,- la copie des programmes et des rapports de mission,- les personnes rencontrées,- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.),- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission,- la copie des rapports de mission,- pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés,- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant,- les détails de ces ententes,- les résultats obtenus à ce jour,- les investissements annoncés, le cas échéant.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012,- les firmes de publicité,- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié),- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes,- le but visé par chaque dépense, dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011 en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme,- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final),- le coût,- l'échéancier,- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
5	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme,- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat,- le mandat et le résultat (rapport ou document final),- le coût,- l'échéancier,- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
6	Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet,- la nature du projet,- l'échéancier,- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet,- les plus récents estimés du coût du projet,- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet,- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant,- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour,- le nombre de consultants intégré ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

#	Demandes de renseignements généraux
7	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie, - les ordinateurs portables, - les IPAD ou autre type de tablette électronique, - les téléavertisseurs, - le mobilier de bureau, - les distributeurs d'eau de source, - le remboursement des frais de transport, - le remboursement des frais d'hébergement, - le remboursement des frais de repas, - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i) au Québec, ii) à l'extérieur du Québec.
8	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, «BlackBerry», Iphone ou autre type de téléphone intelligent, - les coûts d'acquisition des appareils, - le coût d'utilisation des appareils, - le nom des fournisseurs, - le coût des contrats téléphoniques, - le nombre de minutes utilisées.
9A	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus.
9B	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) moins de 35 ans.
9C	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
9D	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.
9E	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
9F	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
9G	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.
9H	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

#	Demandes de renseignements généraux
9i	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère, ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
9J	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
9K	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, p pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
9L	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
9M	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
9N	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq (5) prochains exercices budgétaires.
10A	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de départs à la retraite en 2010-2011.
10B	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
10C	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012.
10D	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
11	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location, - la superficie du local loué, - la superficie réellement occupée, - la superficie inoccupée, - le coût de location au mètre carré, - le coût total de ladite location, - les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés, - la durée du bail, - le propriétaire de l'espace loué, - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
12	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2010 à ce jour.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
13	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant, - le titre de la fonction, - l'adresse du port d'attache, - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, - la prime de départ versée, le cas échéant, - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève, - la description de tâches, - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010, - le nombre total d'employés au cabinet, - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
14	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ol style="list-style-type: none"> ministre ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme concerné ou de la personne, - la circonscription électorale, - le montant attribué, - le projet visé et le résultat.
15	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial, - le salaire, - le poste actuel, s'il y a lieu, - la date de la mise en disponibilité, - la prévision 2011-2012.
16	<p>Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011.</p>
17	<p>Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne, - le poste occupé, - le salaire de base et les bonis, le cas échéant, - l'assignation initiale, - la date de l'assignation hors structure, - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
18	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'assignation initiale, - l'assignation actuelle, - le salaire de base et les bonis, le cas échéant, - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
19	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres, - les billets de saison, loges, - etc.
20	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, - le coût de construction du site, - le coût de l'entretien et de la mise à jour, - le responsable du contenu sur le site, - la fréquence moyenne des mises à jour, - le nombre de visiteurs (hits) par mois, - Combien de fois le site a-t-il été refait? - Quel a été le coût? - Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

#	Demandes de renseignements généraux
21	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none"> - la liste, - les mandats, - les contrats, - le résultat du travail effectué, - les échéances prévues, - les sommes impliquées.
22	Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
23	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2011-2012, pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
24	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011 : <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de refus (et mention en vertu de raison ou article), - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours, - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.
25	Liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"> - les coûts (déplacements, etc.), - le nombre de ressources affectées, - le nombre de rencontres, - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
26	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
27	Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.
28	- Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012.
29	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012.
30	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer, de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
31	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
32A	Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : <ul style="list-style-type: none"> - la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi.
32B	Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : <ul style="list-style-type: none"> - le budget de fonctionnement détaillé.
32C	Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : <ul style="list-style-type: none"> - le taux d'absentéisme, ventilé par catégories d'emploi.

#	Demandes de renseignements généraux
32D	<p>Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus.
32E	<p>Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant total et la ventilation des primes de départ.
32F	<p>Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des comités consultatifs.
32G	<p>Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012.
32H	<p>Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.
33	<p>Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.</p>
34	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la retraite, - la démission, - la révocation pour incompétence, - la révocation pour incapacité, - la fin d'emploi, - le décès, - la mise à pied, - la destitution, - toute autre raison.
35	<p>Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011.</p>
36	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.</p>
37	<p>Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toutes actions visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduire de 10% les dépenses administratives, - réduire de 25% les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : endroits et dates du départ et du retour, copie des programmes et rapports de mission, personnes rencontrées, coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, copie des rapports de mission; pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés, liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Sauriol, Jocelyne	Conseillère cadre	Whitehorse, Yukon	Participer aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public.	13 au 17 septembre 2010	2 659,20 \$
Courchesne, Michelle Lachaine, Sébastien	Présidente du Conseil du trésor Directeur de cabinet adjoint	Ottawa, Ontario	Rencontre avec le fédéral concernant les infrastructures.	2 novembre 2010	864,07 \$
Sauriol, Jocelyne	Conseillère cadre	Nanaimo, Colombie-Britannique	Participer aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public.	14 au 18 février 2011	2 255,94 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : endroits et dates du départ et du retour, copie des programmes et rapports de mission, personnes rencontrées, coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, copie des rapports de mission; pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés, liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Tousignant, Stéphane	Directeur de l'analyse des investissements en infrastructures et technologies de l'information	Charlottetown, Île-du-Prince-Edouard	Participer à la 29 ^e Conférence intergouvernementale annuelle sur le budget.	22 au 24 août 2010	1 538,40 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : endroits et dates du départ et du retour, copie des programmes et rapports de mission, personnes rencontrées, coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, copie des rapports de mission; pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés, liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Bolduc, Catherine	Conseillère en gestion des ressources humaines	Toronto, Ontario	Participer à une rencontre de « l'Interjurisdictional Metrics / Measures Working Group ».	8 au 9 octobre 2010	882,35 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : endroits et dates du départ et du retour, copie des programmes et rapports de mission, personnes rencontrées, coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, copie des rapports de mission; pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés, liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale et à la troisième ronde de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne à titre de chef de la table de négociations sur les marchés publics pour le Québec. Participer aussi à une rencontre préparatoire en vue des négociations à venir avec les États-Unis sur un accord élargi sur les marchés publics.	17 au 22 avril 2010	2 180,60 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale portant sur les négociations d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne et sur les discussions à venir avec les États-Unis sur un accord élargi sur les marchés publics.	17 mai 2010	657,14 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Vancouver, Colombie-Britannique	Participer à une réunion fédérale-provinciale-territoriale sur le Commerce (C-Commerce), qui traite de commerce extérieur, et d'agir à titre de chef de table sur les marchés publics pour le Québec dans les négociations avec l'Union européenne.	14 au 16 juin 2010	1 591,39 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Bruxelles, Belgique	Participer à la rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale lors de la quatrième ronde de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne et à la table de négociation sur les marchés publics à titre de chef de cette table pour le Québec	14 au 21 juillet 2010	2 778,99 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : endroits et dates du départ et du retour, copie des programmes et rapports de mission, personnes rencontrées, coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, copie des rapports de mission; pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés, liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Parenteau, Alain	Secrétaire associé	Oslo, Norvège	Participer au « 4th Concept Symposium on Project Governance » à titre d'invité et de conférencier pour entretenir les participants de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique du Québec et de son application.	13 au 18 septembre 2010	3 040,70 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une réunion fédérale-provinciale-territoriale sur le Commerce (C-Commerce), qui traite de commerce extérieur. Le ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'exportation requiert la présence d'un représentant du Secrétariat du Conseil du trésor pour la discussion sur les marchés publics.	23 septembre 2010	890,60 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à la cinquième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne.	16 au 22 octobre 2010	2 092,02 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une réunion fédérale-provinciale-territoriale sur le Commerce (C-Commerce), qui traite de commerce extérieur. Le ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'exportation requiert la présence d'un représentant du Secrétariat du Conseil du trésor pour la discussion sur les marchés publics.	22, 23 novembre 2010	960,34 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Bruxelles, Belgique	Participer la sixième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne.	15, 16 janvier 2011 19 au 23 janvier 2011	2 299,22 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : endroits et dates du départ et du retour, copie des programmes et rapports de mission; personnes rencontrées, coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, copie des rapports de mission, pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés, liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux technologies de l'information et bureau du dirigeant principal de l'information

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Brissette, Normand	Conseiller expert et coordonnateur du chantier « Usages pour la politique du Québec numérique »	Paris, France	Participer à la réunion du comité francophone des inforoutes de l'Organisation internationale de la francophonie.	17 au 24 septembre 2010	2 000,71 \$ <i>Les frais de ce voyage ont été assumés en totalité par le ministère des Relations internationales.</i>
Garon, Denis	Secrétaire associé	Nanaimo, Colombie Britannique	Participer aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public.	15 au 18 février 2011	2 396,19 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 2 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire

Il y en a eu aucun en 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 2 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire

Il n'y en a aucun en 2010-2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011; firmes de publicité; mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des citoyens de Laval-sur-le-Lac	Parution dans le bottin de citoyens de Laval-sur-le-Lac	150,00
Association des employées et des employés du gouvernement du Québec (Le journal)	Voeux de Noël de la ministre	450,00
Bell Canada	Annonce dans les pages bleues	2 248,81
Boutique Assemblée nationale Québec, La	Épinglettes drapeau	148,00
Boutique Assemblée nationale Québec, La	Médaille de l'Assemblée nationale avec écrin et gravure	86,98
Centre d'aide Vivre	Appui financier 2010-2011	250,00
CNW Telbec	Abonnement - transmission des communiqués	626,00
Écho du Nord, L'	Parution dans l'Écho du Nord pour leur 75e anniversaire	325,00
Forum économique international des Amériques	Appui financier « Forum économique international des Amériques - Conférence de Montréal »	5 000,00
Héritage Laval	Publicité dans le Guide des événements de Laval en Fête, été 2010	200,00
Laval News, The	Publicité dans "The Laval News", souhaits des Fêtes, 4 décembre 2010	240,00
Laval News, The	Heureux Ramadan, Laval News, 11 août 2010	220,00
Laval News, The	Voeux de Noël	220,00
Laval News, The	Voeux de Noël	220,00
Laval News, The	Parution dans Ta Nea (Les Nouvelles Grecques Canadiennes)	200,00
Laval News, The	Voeux de Noël	200,00
Média arabe au Canada	Parution dans le journal Al-Machreq et Al-Maghreb	150,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Parution hebdomadaire de la carte d'affaires de la ministre dans "Le Progrès de Coaticook"	625,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Voeux de Noël	229,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011; firmes de publicité; mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Médias transcontinental S.E.N.C.	Publicité dans le Courrier Laval "Jeux du Québec", 28 novembre 2010	219,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Parution de la carte d'affaires de la ministre dans "Le Progrès de Coaticook" du 8 avril 2010	12,50
Médias transcontinental S.E.N.C.	Parution de la carte d'affaires de la ministre dans "Le Progrès de Coaticook" du 1er avril 2010	12,50
Publications du Québec, Les	20 Épinglettes	33,80
Publications municipales D.M., Les	Parution d'un mot de la ministre dans « La lanterne de Lennoxville »	80,00
Stylos Moisan	Stylos et boîtiers 3 cadeaux des 25 ans	147,00
Télébec, société en commandite	Annonces dans les Pages bleues	100,00
Tribune, La	Parution d'un mot de la ministre dans le « Cahier Fusiliers de Sherbrooke 100 ans »	314,16

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011; firmes de publicité; mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Article ClicSÉCUR - Le journal de l'Association des employées et employés du gouvernement du Québec	1 400,00
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	Appui financier à l'Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	3 000,00
Botrophée	Plaque d'acajou avec gravure laser	140,00
Centre d'aide Vivre	Appui financier 2010-2011	2 000,00
CNW Telbec	Abonnement - transmission de communiqués	199,00
GP-Québec	Appui financier à GP-Québec, 2011	500,00
Projets Saint-Laurent	Statuettes porteurs d'espoir de l'administration publique 2010 - Jour de la Terre	100,00
Réseau Action TI Québec	Appui financier à la Journée de l'informatique du Québec, 10 novembre 2010	7 500,00
TechnoCompétences	Compagne de promotion «Ma carrière techno»	3 750,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Belle Page enr.	Révision linguistique, 2010-2011	4 920,00
Cedrom-Sni inc.	Abonnement à la revue de presse électronique Eureka	7 161,00
CNW Telbec	Communiqués de presse, 2010-2011	2 000,00
Forum économique international des Amériques	Appui financier « Forum économique international des Amériques - Conférence de Montréal »	5 000,00
Institut C. D. Howe	Renouvellement d'adhésion 2010	3 000,00
Joseph Clermont inc.	Impression de 15 000 enveloppes avec en-têtes de la ministre	2 145,00
Joseph Clermont inc.	Impression de 15 000 en-têtes de la ministre et un logo « 50 ans »	2 082,20
K2 Impressions inc.	« L'effectif de la fonction publique du Québec 2008-2009 », 275 copies	8 011,00
K2 Impressions inc.	« Rapport annuel de gestion 2010-2011 », 300 copies	3 035,00
K2 Impressions inc.	« Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique 2010 », 200 copies	1 999,00
K2 Impressions inc.	« Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique 2010 », 200 copies Distribué lors de tournées d'information aux entreprises et aux organismes publics	1 999,00
Litho chic inc.	« Rapport de la présidente », 100 copies	1 390,00
Publications CCH ltée	Renouvellement d'abonnement aux « Contrats des organismes publics québécois »	1 071,00
Technologies Sys-Tech inc.	Formation « webmestre / administrateur - TYP03 », 2 jours, 2 participants Formation « édimestre - TYP03 », 1 jour, 3 participants	3 000,00
Vidéotron	Service de câblodistribution, 2010-2011	4 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Aviatic club, L'	Boîtes à lunch pour le dîner-conférence du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise sur le thème « L'étude des crédits : le parcours entre ministères et commissions parlementaires », 1 novembre 2010, 81 fonctionnaires	1 068,00
Bell Canada	Service d'hébergement de serveur virtuel avec gestion pour 3 ans	20 000,00
Bell Canada	Annonce dans les pages bleues pour 2010-2011	3 500,00
Bell Canada	Service de téléphonie pour divers aménagements pour l'année 2010-2011	2 900,00
Bell Canada	Contrat de service HP	2 601,00
Bell distribution	Logiciel serveur BES Domino incluant 120 licences d'utilisateurs	11 998,00
Bell distribution	Communications sans fil : achat d'appareils et d'accessoires pour 2010-2011	4 500,00
Busque, Maurice	Procéder à l'analyse des emplois d'encadrement actuels et revoir l'organisation administrative de façon à planifier la relève de gestion au SSPBP	9 000,00
Busque, Maurice	Rédaction de deux descriptions d'emploi (architecte fonctionnel et chargé de projet) et révision d'une description d'emploi existante (architecte BI)	2 100,00
Chamberland, Ann	Agir à titre de membre de comité externe pour un concours	3 260,00
Communications Mega-Sat inc.	Communications sans fil : achat d'appareils et d'accessoires, 2010-2011	3 300,00
Corporate Express Canada inc.	Acquisition de fournitures de bureau	1 120,00
Corporation EMC du Canada, La	Installation de l'unité de disques pour la salle des serveurs et formation sur son utilisation	4 818,00
Courrier Canbec 1980 inc.	Service de messagerie rapide, 2010-2011	9 000,00
Courrier Purolator	Service de messagerie rapide, 2010-2011	2 000,00
Coveo Solutions	Renouvellement de support pour 2 ans	9 576,00
Dell Canada inc.	Pièces et accessoires pour ordinateurs	3 744,00
DMR conseil, une division de Fujitsu conseil Canada inc.	Mise à niveau du « Guide Vert » et acquisition du « Parcours de définition d'une solution d'affaires »	12 500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
DMR conseil, une division de Fujitsu conseil Canada inc.	Frais annuel pour le programme de maintenance Macroscopie	7 812,00
Dolmen Capital humain	Procéder à une analyse et à la rédaction d'un rapport en gestion des ressources humaines	16 000,00
Dolmen psychologie industrielle	Préparer et offrir une formation aux gestionnaires et employés du SCT en matière de harcèlement et de civilité en milieu de travail	3 250,00
Encadrements Sainte-Anne inc.	Service d'encadrement	4 882,00
Estampes Ray inc.	Estampes pour le paiement des factures	1 374,00
Excelsa Technologies Consulting Inc.	Séminaire de sensibilisation normes ISO/CEI 20000 et ISO/CEI 27000, 1 jour, 12 participants	3 500,00
F.D. Jul inc.	Démanteler deux meuble « Mobilex »	3 450,00
Folia Design	Effectuer l'entretien des plantes intérieures du 1er octobre 2010 au 31 mars 2011	3 300,00
Forrester Research	Service de courtage d'information Forrester Research - « IT Role View Reader », 2 utilisateurs	7 740,00
Global Knowledge Network	« Interconnecting cisco network devices », 1 jour, 1 participant	3 380,61
Groupe Excelso	Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette, The Globe and Mail	7 000,00
Hôtel Palace Royal	Déjeuner-conférence du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, 104 fonctionnaires	2 647,20
Hôtel Palace Royal	Dîner-conférence du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, 96 fonctionnaires	2 500,80
Informatique EBR inc.	Cassettes pour copies de sécurité	3 860,00
Informatique EBR inc.	Logiciel « Commvault » pour prise de copies de sécurité	1 186,00
Informatique Mercier inc.	Divers accessoires pour la direction des technologies	1 476,00
Informatique Pro-Contact inc.	Offre permanente # 999103725: Imprimante CP4525dn couleur (CC494A) de Hewlett-Packard pour le SSMP	2 365,00
Institut de la gestion financière de Québec	Abonnement à 4 midis-conférences et à 1 demi-journée thématique de formation de l'Institut de la gestion financière de Québec, 30 participants	1 800,00
IT2GO Solutions	17 micro-ordinateurs	23 903,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
J. B. Deschamps inc.	Brochures Offre de service - Direction des ressources humaines, 250 copies	1 335,00
Kerr Norton	Cartouches d'encre pour imprimante	12 300,00
Lyreco Canada inc.	Papeterie	1 311,00
Lyreco Canada inc.	Papeterie	1 220,00
Metafore Solutions TI	Renouvellement de 25 licences XenApp Platinum	1 961,00
Meubles normalisés Québec	16 fauteuils pour salle de réunion	2 218,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Renouvellement des licences de support Gold VMware	10 465,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Scripts pour éditer du codage informatique et les trousseaux et matériel pour câbler les ordinateurs	2 429,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Contrat de service 24/7 « Care Pack » pour le MSA	1 160,00
Ministre des Finances du Québec - Boutique de l'Assemblée nationale	Réunion ministérielle Déjeuner - Conférence sur le fonctionnement de l'Assemblée nationale 12 novembre 2010, 81 fonctionnaires	1 196,00
Mobilier de bureau MBH inc.	Table de conférence	1 072,00
Multiforce Technologies inc.	Rédiger l'appel d'offres pour la refonte du circuit intégré du Greffe (CIG)	12 000,00
Neuro Design	Support pour les serveurs BES et Lotus Domino	11 060,00
Oracle Canada ULC	Licences	8 969,00
Plantéca	Entretien des plantes du SCT pour la période du 1 mai 2010 au 31 octobre 2010	3 000,00
Présence Informatique inc.	Matériel pour une salle de visioconférence, Montréal	22 445,00
Présence Informatique inc.	Services d'installation, de configuration et de programmation d'équipement audio-visuels pour les salles de visioconférence de Québec et Montréal	7 880,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement 2010	1 100,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Réseau D.O.F. inc.	Présentation de la conférence « Un juste équilibre entre la gestion des dossiers et la gestion des personnes : un pas de plus vers la fidélisation » aux gestionnaires du SCT	3 700,00
Serrurerie-Contrôle inc.	Service de serrurerie	2 566,80
Service sanitaire Frontenac	Désassemblage et déménagement de 2 unités de mobilier de rangement mobile	1 125,00
Société parc-auto du Québec	Stationnements	4 060,00
Solutions Novaxis inc.	Abonnement à Cit@tion- Droit du travail en ligne	2 040,83
Speedware	Préparer et présenter le cours "Média", 2 jours, 10 participants	4 500,00
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	3 073,16
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	2 132,22
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	2 041,39
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	1 967,05
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	1 746,88
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	1 660,24
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	1 643,84
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	1 484,25
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	1 048,53
Technologies Masstor inc.	Disques pour SAN	2 722,00
Teknion Roy et Breton inc.	20 mécanismes pour porte-clavier, un mécanisme qui permet de régler la tablette en hauteur et de la glisser sous la table	2 199,00
Vidéotron	Service de câblvision, 2010-2011	1 500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Éditions La Liberté	Études économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques 2011, renouvellement d'abonnement	1 164,50
Momentum technologies inc.	Formation pour le logiciel « Apex », 3 jours, 2 participants	2 100,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
André Ladouceur inc,	Service d'arbitrage de griefs	1 394,14
André Ladouceur inc.	Service d'arbitrage de griefs	3 500,00
André Ladouceur inc.	Service d'arbitrage de griefs	1 470,00
André Ladouceur inc.	Service d'arbitrage de griefs	1 291,03
Association des pharmaciens du Canada	Guide des médicaments, français	1 260,00
Beaupré, René	Service d'arbitrage de griefs	6 358,05
Beaupré, René	Service d'arbitrage de griefs	3 004,64
Bernier, Louise	Révision du contenu de la formation "Intervention auprès des employés en difficulté"	1 400,00
Bissonette, Doris	Conseiller dans le choix des développements technologiques pour supporter la production et la diffusion des indicateur de gestion ainsi que les tableaux de bord	21 000,00
Blais, François	Service d'arbitrage de griefs	3 290,00
Brodeur, Yvan	Service d'arbitrage de griefs	4 500,00
Brodeur, Yvan	Service d'arbitrage de griefs	3 080,00
Cayer, Mario	Conférencier invité pour la 47e conférence des Commissaires des fronctions publiques	2 000,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Cotisation de membre	1 000,00
Choquette, Robert	Service d'arbitrage de griefs	4 048,75
Choquette, Robert	Service d'arbitrage de griefs	2 702,24
Club gestion des connaissances	Adhésion 2011	1 289,48
Collège des médecins du Québec	Annuaire médical 2010-2011	1 250,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-sécritariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Remboursement de frais de déménagement (2 personnes) selon les « Mesures de remboursement de certains frais de déménagement à des membres de communautés culturelles recrutés dans la fonction publique »	5 542,30
Délégation générale du Québec à Paris	Programme Franco-Québécois d'Échange de Fonctionnaires (PEF)	9 644,74
Fortin, Pierre A.	Service d'arbitrage de griefs	5 500,00
Fortin, Pierre A.	Service d'arbitrage de griefs	1 200,62
Fortin, Pierre A.	Service d'arbitrage de griefs	1 000,00
Fournier, Diane	Déterminer la classification applicable pour le personnel de la fonction publique	10 100,00
Fréchette, Jacques	Service conseil en classification et en évaluation des emplois	23 680,00
Gagnon, Denis	Service d'arbitrage de griefs	3 500,00
Gagnon, Denis	Service d'arbitrage de griefs	1 540,00
Gestion J.S.M.F.	Service d'arbitrage de griefs	20 000,00
Gilles Giguère, avocat	Service d'arbitrage de griefs	2 450,00
Groupe Hay Itée, Le	« Évaluation des emplois d'encadrement - Méthode Hay », 2 jours, 1 participant	1 799,00
Jean Gauvin, avocat	Service d'arbitrage de griefs	3 137,15
Jean Gauvin, avocat	Service d'arbitrage de griefs	1 070,06
Lavoie, Gilles	Service d'arbitrage de griefs	18 000,00
Lavoie, Gilles	Service d'arbitrage de griefs	4 230,09
Lavoie, Jean-Marie	Service d'arbitrage de griefs	2 197,40
Lemay, Andrée	Service de rédaction en gestion des ressources humaines	6 000,00
Lessard, Pierre	Représenter les organismes de la fonction publique à la table de négociation des juristes de l'État	10 970,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
L'Heureux, Joëlle	Service d'arbitrage de griefs	7 000,00
Lyse Tousignant inc.	Service d'arbitrage de griefs	3 000,00
Merlicom	Réservation d'un kiosque lors du « Congrès de l'Ordre des conseillers en Ressources Humaines Agréés », édition 2010, Palais des Congrès de Montréal, 27 au 29 septembre 2010	3 495,00
Moro, Suzanne	Service d'arbitrage de griefs	2 000,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	« 13e Congrès mondial des ressources humaines », 3 jours, 1 participant	1 046,00
Perfac management	Service de rédaction de la capsule 1 « L'État et son fonctionnement » du Programme d'accueil gouvernemental	10 000,00
Publications CCH ltée	Relations de travail	1 132,00
Publications CCH ltée	Relations de travail	1 132,00
REP Solution interactive inc.	Fournir un module d'abonnement et de désabonnement, incluant la gestion des abonnés, et l'envoi d'une « infolettre » hebdomadaire	10 500,00
Ross, Claudette	Service d'arbitrage de griefs	16 000,00
Roy, Paul-René	Service de rédaction de la capsule 2 « L'évolution de la fonction publique et ses grands dossiers » du Programme d'accueil gouvernemental	8 000,00
Service d'arbitrage Diane Sabourin inc.	Service d'arbitrage de griefs	1 500,00
Services de médiation et d'arbitrage Yvan Saintonge inc., Les	Service d'arbitrage de griefs	6 000,00
Services-conseils Hardy inc., Les	« Débuter en SAS par Entreprise Guide », 2 jours, 5 participants	3 413,55
Société Trader	Abonnement annuel au « Guide d'évaluation Hebdo »	4 000,00
Speedware	Entretien et support technique pour les licences « Media Desktop Client Corp. » et « Media Administration Corp. », 2010-2011	5 389,15
Tremblay, Denis	Service d'arbitrage de griefs	6 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Tremblay, Denis	Service d'arbitrage de griefs	3 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des économistes québécois	5 forfait conférences de L'Association des économistes québécois pour 2010-2011	1 575,00
Institut canadien des actuaires	Cotisation de membre	1 067,00
Institut canadien des actuaires	Cotisation de membre	1 067,00
Munn, Jean-Francois	Témoignage - contestations Loi 43	1 050,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
A.H.B. 2000	Agir à titre de président et membre du Comité de revue diligente	14 000,00
Bouchard, Marius	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	12 000,00
Bouchard, Marius	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	12 000,00
Colbert, François	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	12 000,00
Conseil canadien des marchés publics	Renouvellement d'adhésion, 2010-2011	1 000,00
Conseil en financement Ernst & Young Orenda	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	23 900,00
Conseil en financement Ernst & Young Orenda	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	23 900,00
Consultants Ijora, Les	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	10 500,00
Excotech inc.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	12 000,00
Gestion de projets immobiliers PG	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	10 500,00
Mallette, S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre et président du Comité de revue diligente	12 000,00
Novotel Ottawa	Frais de séjour, 6 jours	1 044,12
Raymond Chabot Grant Thornton	Agir à titre de Président et membre du Comité de revue diligente	12 000,00
Réseau Action T1 Montréal	« 9e Conférence internationale sur les intranets et les T1 : meilleures pratiques Web », 2 jours, 2 participants	1 190,00
Square Phillips hôtel & suites, Le	Frais de séjour, 10 jours	1 190,30
Stratégie conseil	Agir à titre de président et membre du Comité de revue diligente	10 500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Article Clic SÉCUR - Le Journal AEGQ	1 400,00
Ateliers de l'établissement de détention de Québec, Les	Rénovation de cloisons usagé	6 471,00
Benclef serrurier	Installation d'un système de verrouillage de porte	1 056,93
C.E.V.	Accessoires et installation d'un projecteur	1 442,00
Centre d'aide Vivre, Le	Appui financier	2 000,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Soutien pour réaliser une recherche documentaire de façon à produire un nouveau rapport de visibilité du bulletin e-veille	2 950,00
Communication Demo inc.	Revue de presse écrite et électronique	6 911,19
Corporate Express Canada inc.	Cartouches d'encre pour imprimante	1 266,54
Gestion d'achats RAM	Cartouches d'encre pour imprimante	1 046,46
Gestion d'achats RAM	Cartouches d'encre pour imprimante	1 046,46
Groupe C.D.P. inc.	Service de déménagement et d'aménagement	17 360,92
Groupe perspective Québec	Soutien pour la rédaction du rapport annuel de gestion 2009-2010	10 000,00
Ricoh Canada inc.	Location de photocopieur	1 204,00
Teknion Roy et Breton inc.	Achat de meubles	3 367,85
Université Laval	« La simulation d'un conseil d'administration et de ses comités », 3 jours, 1 participant	3 250,00
Université Laval	« Le leadership, les communications et les ressources humaines », 3 jours, 1 participant	2 950,00
Université Laval	« La stratégie et la gestion », 3 jours, 1 participant	2 950,00
Université Laval	« Rôles et responsabilités des administrateurs » 3 jours, 1 participant	2 950,00
Université Laval	« Les aspects financiers, le contrôle et la vérification », 3 jours, 1 participant	2 950,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Accessibilité Web	Soutien à la validation et à la mise en application des standards relatifs à l'accessibilité du Web aux personnes handicapées	24 875,00
Alphinat	Adapter, de façon minimale pour l'édition 2010-2011, le parcours dirigé, formulaire électronique développé pour le programme « Appui au passage à la société de l'information »	4 305,00
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	Contribution financière dans le cadre de la tenue du salon du logiciel libre du 6 et 7 décembre 2010 à l'Université Laval	3 000,00
Beaudry, Anne	Fournir aux responsables du programme « Appui au passage à la société de l'information » une expertise scientifique dans le cadre de projets de recherche du volet 3, de l'édition 2010-2011	2 100,00
Bordeleau, Yvon	Conseil et soutien dans l'analyse des soumissions présentées dans le cadre de l'appel d'offres pour la réalisation d'activités pour ClicSÉCUR ainsi que les curriculum vitae des ressources proposées par les soumissionnaires	3 000,00
Buc S.A.	Soutien pour la maintenance et la mise à jour pour Risicare Premium Licence corporative, 2011, utilisé pour la méthode MEHARI	9 958,00
Build The Vision Incorporated	Formation sur l'architecture d'entreprise utilisant le TOGAF, 5 jours, 5 participants	14 400,00
Centre de recherche informatique de Montréal	Soutien aux opérations du site Internet «monidentite.isiq.ca»	4 830,00
Club voyages Inter	Service d'agence de voyage Participer aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public	1 173,81
Clusif	Coût d'adhésion 2010 à Clusif, organisation qui fait évoluer la méthode MEHARI	1 219,98
Conseillers Acti-Communications inc., Les	Des communications influentes, 1/2 jour, 50 participants, afin d'aider les employés dans la rédaction	1 600,00
Conseillers en informatique d'affaires C.I.A. inc.	Développer des indicateurs pour les opérations de service ClicSÉCUR	14 237,16
Éthier, Jean	Fournir aux responsables du programme « Appui au passage à la société de l'information » une expertise scientifique dans le cadre de projets de recherche du volet 3, de l'édition 2010-2011	4 200,00
Gestion de documents de l'Estrie	Fourniture de bureau	1 287,96

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Gestion de projets Benoit Lalonde	Session d'information sur la gestion de projet, 1 jour, 12 participants	1 500,00
Infoglobe	Hébergement et entretien des sites de communautés de pratique, 2010-2011	8 500,00
Lexum informatique juridique	Accompagnement pour la mise à jour du guide "Les logiciels libres et ouverts et le gouvernement du Québec"	21 300,00
Public Sector Chief Information Officer Council	Coût d'adhésion au Conseil canadien des dirigeants principaux de l'information du secteur public, 2010-2011	22 006,54
Réseau action TI	Coût d'adhésion au Réseau Action TI regroupant les DPI des grandes entreprises québécoises, 2010-2011	2 400,00
Réseau action TI Québec	Appui financier pour la « Journée de l'informatique du Québec » et inscription pour cette journée	9 100,00
Révolution Linux	Accompagnement pour la mise à jour du modèle de maturité des logiciels libres et des fiches du portefeuille de logiciels libres et ouverts	22 800,00
Saint-Sauveur, Marc	Transfert en format Pdf de formulaires pour le programme « Appui au passage à la société de l'information » volet 1, 2, 3, pour transfert sur Internet	2 460,00
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	Taxi	1 487,93
Taxis Coop Québec 525-5191	Taxi	4 518,43
TechnoCompétences	Participation financière à la campagne de promotion « MaCarrière TECHNO »	3 750,00
Titah, Ryad	Préparer et participer, en tant que membre, aux rencontres du comité d'évaluation relatif aux demandes d'aide financière déposées au volet 3, relatif à de la recherche, du programme APSI de l'édition 2010-2011	4 900,00
Université de Montréal	Stratégie du Québec numérique: Produire des avis sur le chantier « Gouvernance (cadre légal et réglementaire) » et formuler une proposition	22 500,00
Université Laval	Accompagnement auprès du ministère des Services gouvernementaux pour le projet d'architecture orientée services (AOS)	9 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 6 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié pour 2010-2011 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : le nom du projet, la nature du projet, l'échéancier, le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet, les plus récents estimés du coût du projet, les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet, les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant, le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour, le nombre de consultants intégré ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère

Projet : Refonte du Circuit intégré du greffe

Nature du projet : Le mandat de ce projet consiste à la refonte du Circuit intégré du Greffe.

Montant initialement prévu : 1 410 k\$

Plus récent estimé du coût du projet : 1 410 k\$

Sommes totales engagées au 31 mars 2011 : 592 k\$:

- 39 k\$ en ressources internes,
- 56 k\$ en contrat à la firme Multiforce Technologies,
- 497 k\$ en contrat à la firme CGI.

Firmes associées au développement du projet :

- Multiforce Technologies pour un montant de 56 k\$ pour la réalisation de l'étude d'opportunité et de l'analyse préliminaire (contrat à la suite d'un appel d'offres public).
- CGI pour l'architecture du projet (contrat à la suite d'un appel d'offres public). Aucune somme versée à la firme CGI en date du 31 mars 2011.

Pourcentage de réalisation du projet : environ 20 %

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 6 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié pour 2010-2011 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : le nom du projet, la nature du projet, l'échéancier, le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ¹ ; les plus récents estimés du coût du projet, les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet, les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant, le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants intégré ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère				
Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 28-02-2011	Réalisation (%)
clicSÉCUR - Citoyens	Déploiement de l'authentification unique (SSO)	1 083 600 \$	291 707 \$	27 %

¹ Pour les projets en cours, les montants initialement prévus et les récents estimés correspondent aux montants alloués.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 7 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour l'année 2010-2011 de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, les ordinateurs portables, les téléavertisseurs, le mobilier de bureau, les distributeurs d'eau de source, le remboursement des frais de transport, le remboursement des frais d'hébergement, le remboursement des frais de repas, l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i) au Québec, ii) à l'extérieur du Québec

OBJET	COÛT
Photocopie	117 639,66 \$
Ordinateurs portables	9 158,26 \$
Téléavertisseurs	0,00 \$
Mobilier de bureau	158 017,15 \$
Distributeurs d'eau de source (achat ou location et consommation)	876,41 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	214 053,27 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	147 337,87 \$
- Extérieur du Québec	5 068,54 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 7 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour l'année 2010-2011 de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, les ordinateurs portables, les téléavertisseurs, le mobilier de bureau, les distributeurs d'eau de source, le remboursement des frais de transport, le remboursement des frais d'hébergement, le remboursement des frais de repas, l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i) au Québec, ii) à l'extérieur du Québec

OBJET	COÛT
Photocopie	29 701,40 \$
Ordinateurs portables	18 022,16 \$
Téléavertisseurs	0,00 \$
Mobilier de bureau	31 070,74 \$
Distributeurs d'eau de source (achat ou location et consommation)	1 061,18 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	132 436,81 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	85 768,12 \$
- Extérieur du Québec	3 570,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 8 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaire, « BlackBerry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents, les coûts d'acquisition des appareils, le coût d'utilisation des appareils, le nom des fournisseurs, le coût des contrats téléphoniques, le nombre de minutes utilisées

Nombre de téléphones :

- Bell mobilité : 89
- Rogers sans-fil : 68
- Telus mobilité :

Total 157

Coût d'acquisition : 4 339,57 \$

Coût d'utilisation : 20 703,60 \$

Coût des contrats : 84 021,91 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 8 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie: le nombre de téléphones cellulaire, «BlackBerry», Iphone ou autres types de téléphones intelligents, les coûts d'acquisition des appareils, le coût d'utilisation des appareils, le nom des fournisseurs, le coût des contrats téléphoniques, le nombre de minutes utilisées

Nombre de téléphones :

- Bell mobilité : 18

- Rogers sans-fil : 14

Total 32

Coût d'acquisition : 760,55 \$

Coût d'utilisation : 7 438,77 \$

Coût des contrats : 22 764,80 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9A DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2010-2011 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	4	1,10 %	2	0,55 %	4	1,10 %	2	0,55 %
Cadres	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	27	7,46 %	18	4,97 %	27	7,46 %	18	4,97 %
Professionnels	0	0 %	1	0,28 %	5	1,38 %	4	1,10 %	2	0,55 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	72	19,89 %	68	18,78 %	108	29,83 %	110	30,39 %
Techniciens	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	2	0,55 %	1	0,28 %	0	0 %	0	0 %	9	2,49 %	41	11,33 %	13	3,59 %	46	12,71 %
Personnel de bureau	0	0 %	1	0,28 %	0	0 %	1	0,28 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	1	0,28 %	22	6,08 %	1	0,28 %	33	9,12 %
Ouvriers	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0 %	2	0,55 %	5	1,38 %	5	1,38 %	4	1,10 %	1	0,28 %	0	0 %	0	0 %	113	31,22 %	151	41,71 %	153	42,27 %	209	57,73 %
TOTAL : 362																								

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 28 février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9B DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2010-2011 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Moins de 35 ans

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				MOINS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	4	1,10 %	2	0,55 %
Cadres	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	27	7,46 %	18	4,97 %
Professionnels	0	0 %	0	0 %	3	0,83 %	2	0,55 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	36	9,94 %	42	11,60 %	108	29,83 %	110	30,39 %
Techniciens	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	4	1,10 %	5	1,38 %	13	3,59 %	46	12,71 %
Personnel de bureau	0	0 %	0	0 %	0	0 %	2	0,55 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	11	3,03 %	1	0,27 %	33	9,12 %
Ouvriers	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0 %	0	0 %	3	0,83 %	4	1,10 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	40	11,05 %	58	16,02 %	153	42,27 %	209	57,73 %
TOTAL : 362																								

Le pourcentage indiqué est calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 28 février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9C DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2010-2011 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	4	9,5	13,5	3	13,5	23,5	26	11,5	21	31	11	3,5
Professionnels	113,5	92	117	106	87	97	104	95,5	105	106,5	100,5	23
Personnel de bureau et techniciens	70,5	57	45	48,5	39,5	51	43,5	47	53,5	55,5	24,5	2
Ouvrier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres catégories *	1,5	0	0	0	0	0	1	6	3,5	2,5	3	0
TOTAL	189,5	158,5	175,5	157,5	140,0	171,5	174,5	160,0	183,0	195,5	139,0	28,5

* Autres catégories comprend : agents de la paix et autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2010-2011 au 11 mars 2011.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, pour 2010-2011 : le nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2010-2011 au 11 mars 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9F DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, pour 2010-2011 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	69,5	67,5	129,0	367,0	402,5	154,5	66,0	29,0	79,5	64,5	25,0	4,5
Professionnels	135,0	153,0	409,5	930,0	1 554,5	316,5	143,5	137,5	383,5	211,5	59,0	25,0
Personnel de bureau et techniciens	99,0	80,0	125,5	410,5	665,5	140,0	39,0	27,0	175,0	82,0	34,0	8,0
Autres catégories *	13,5	8,5	13,0	106,0	67,5	20,0	2,0	21,0	18,5	10,0	0	0
TOTAL	317,0	309,0	677,0	1 813,5	2 690,0	631,0	250,5	214,5	656,5	368,0	118,0	37,50

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2010-2011 au 11 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9i DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53, ainsi que le premier alinéa de l'article 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9J DE L'OPPOSITION OFFICIELLE				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	
Haute direction	6	5	6	Québec
	1	1	0	Montréal
Cadre	49	45	45	Québec
Professionnel	204	203	215	Québec
	1	2	3	Montréal
Technicien	55	51	59	Québec
Personnel de bureau	40	34	34	Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9K DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre d'employés ¹ bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor	95	90	89

1. Employés réguliers et occasionnels qui sont assujettis à la Loi sur la fonction publique excluant les ingénieurs, les avocats, les notaires, les dentistes, les médecins et les médiateurs et conciliateurs.

2. À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9L DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie	22	22	23

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9M DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	
Haute direction	6	5	6	Québec
	1	1	0	Montréal
Cadre	49	45	45	Québec
Professionnel	204	203	215	Québec
	1	2	3	Montréal
Technicien	55	51	59	Québec
Personnel de bureau	40	34	34	Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9N DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Au Budget de dépenses 2010-2011, le gouvernement a redéfini son approche en matière de contrôle de l'effectif. La masse salariale est gelée au niveau de 2010-2011 jusqu'en 2013-2014. Le remplacement d'un départ à la retraite sur deux, en moyenne, continue de s'appliquer dans les ministères et organismes. L'application de cette nouvelle approche est modulée pour tenir compte de la situation particulière des organisations.

La détermination des enveloppes annuelles d'effectif est effectuée en fonction du niveau souhaité d'effectif et ne tient pas compte de la distinction entre les catégories d'emploi, laquelle est sous la responsabilité des ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9A DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2010-2011 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	2	1,15 %	1	0,77 %	2	1,15 %	1	0,77 %
Cadres	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	8	6,15 %	10	7,69 %	8	6,15 %	10	7,69 %
Professionnels	1	0,77 %	0	0 %	8	6,15 %	2	1,15 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	46	35,38 %	23	17,69 %	46	35,38 %	23	17,69 %
Techniciens	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	1	0,77 %	1	0,77 %	11	8,46 %	10	7,69 %	19	14,62 %
Personnel de bureau	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	10	7,69 %	0	0 %	10	7,69 %
Ouvriers	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	1	0,77 %
Total	1	0,77 %	0	0 %	8	6,15 %	2	1,15 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	1	0,77 %	57	43,85 %	55	42,31 %	TOTAL : 130			

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Ministère des Services gouvernementaux au 11 mars 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9B DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2010-2011 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Moins de 35 ans

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				MOINS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	2	1,15 %	1	0,77 %
Cadres	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	8	6,15 %	10	7,69 %
Professionnels	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	46	35,38 %	23	17,69 %
Techniciens	0	0 %	0	0 %	4	3,08 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	9	6,92 %	8	6,15 %	10	7,69 %	19	14,62 %
Personnel de bureau	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	10	7,69 %
Ouvriers	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	1	0,8 %	0	0 %	1	0,77 %
Total	0	0 %	0	0 %	4	3,08 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	9	6,92 %	9	6,92 %	66	50,77 %	64	49,23 %
TOTAL : 130																								

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Ministère des Services gouvernementaux au 11 mars 2011.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2010-2011 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

* Autres catégories comprend : agents de la paix et autres.
Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2010-2011 au 11 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9E DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, pour 2010-2011 : le nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
3 305	1 096,53	3 775,63	1 164,18

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2010-2011 au 11 mars 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9F DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, pour 2010-2011 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	33,5	12	17	172,5	199	80	62	50	58	52,5	6	15,5
Professionnels	45,5	30	97	317	496,5	92	70	49,5	192	113	75	94
Personnel de bureau et techniciens	11,5	42,5	42,5	87,5	148,5	35	9,5	11	47	31	23	0
Autres catégories *	0	0	2,5	6	14,5	0	0	0	0	0	0	0
Total	90,5	84,5	159	583	858,5	207	141,5	110,5	297	196,5	104	109,5

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel et sont pour l'exercice 2010-2011 au 11 mars 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 91 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53, ainsi que le premier alinéa de l'article 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9J DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2008-2009*	2009-2010*	2010-2011	
Haute direction	2	1	3	Québec
Cadre	21	29	18	Québec
Professionnel	70	86	79	Québec
	7	7	7	Montréal
Personnel de bureau et technicien	154	156	23	Québec
	5	5	-	Montréal

* Les données 2008-2009 et 2009-2010 incluent le personnel régulier du Service aérien gouvernemental

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9K DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2008-2009*	2009-2010*	2010-2011
Nombre d'employés ¹ bénéficiant d'un traitement additionnel	28	31	32

1. Employés réguliers et occasionnels qui sont assujettis à la Loi sur la fonction publique excluant les ingénieurs, les avocats, les notaires, les dentistes, les médecins et les médiateurs et conciliateurs.

2. À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

*Les années 2008-2009 et 2009-2010 incluent le MSG et SAG. L'année 2010-2011 inclus seulement les services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9L DE L'OPPOSITION OFFICIELLE			
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 : le nombre d'employés ¹ bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
	2008-2009*	2009-2010*	2010-2011
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie	77	50	16

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures).

*Les années 2008-2009 et 2009-2010 incluent le MSG et SAG. L'année 2010-2011 inclut seulement les services gouvernementaux.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 9M DE L'OPPOSITION OFFICIELLE				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2008-2009*	2009-2010*	2010-2011	
Haute direction	2	1	3	Québec
Cadre	21	29	18	Québec
Professionnel	70	86	79	Québec
	7	7	7	Montréal
Personnel de bureau et technicien	154	156	23	Québec
	5	5	-	Montréal

* Les données 2008-2009 et 2009-2010 incluent le personnel régulier du Service aérien gouvernemental

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 10A DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2010-2011

	NOMBRE
Total	29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 10B DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

En 2010-2011, 14 remplacements ont été effectués sur 29 départs à la retraite.

Les remplacements ne sont pas nécessairement dans les directions où les départs ont été constatés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMERO 100 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012	
	2011-2012
Services gouvernementaux	9
Conseil du trésor	16

* Il ne s'agit pas de nombre de départs à la retraite anticipés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 10D DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 10A DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2010-2011

	NOMBRE
Total	13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 10B DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

En 2010-2011, 6 remplacements ont été effectués sur 13 départs à la retraite.

Les remplacements ne sont pas nécessairement dans les directions où les départs ont été constatés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 10D DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Il n'y a en eu aucun.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE				
Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location, la superficie du local loué, la superficie réellement occupée, la superficie inoccupée, le coût de location au mètre carré, le coût total de ladite location, les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2010, la nature des travaux et/ou les bureaux visés, la durée du bail, le propriétaire de l'espace loué, le nom des sous-locataires et les revenus/lés à des sous-locations, le cas échéant.				
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATON 2010-2011	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2010-2011	NATURE DES TRAVAUX
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	529,34	91 534,63 \$	0,00 \$	
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	372,92	75 448,10 \$	48 785,80 \$	Déménagement / transport 5 428,80 \$ Ameublement 43 357,00 \$
538, rue Principale, Laval	225,53	35 396,27 \$	0,00 \$	
875, Grande Allée Est, Québec	14 640,83	3 161 697,36 \$	1 496 266,56 \$	Construction 1 323 187,32 \$ Déménagement / transport 64 370,70 \$ Ameublement 108 708,54 \$
888, rue Saint-Jean, Québec	152,69	32 452,44 \$	0,00 \$	
1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec	529,09	104 396,24 \$	11 647,12 \$	Construction 11 647,12 \$
1665, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	661,81	45 959,88 \$	0,00 \$	
525, boulevard René-Lévesque Est, Québec	177,28	48 178,44 \$	0,00 \$	
220, 12 ^e Avenue Nord, Sherbrooke	235,66	12 962,40 \$	0,00 \$	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location, la superficie du local loué, la superficie réellement occupée, la superficie inoccupée, le coût de location au mètre carré, le coût total de ladite location, les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés, la durée du bail, le propriétaire de l'espace loué, le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATON 2010-2011	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2010-2011	NATURE DES TRAVAUX
875, Grande Allée Est, Québec	3 835,22	829 429,08 \$	24 897,53 \$	Aménagement d'espaces, secteur 700, 4 ^e étage
1056, rue Louis-Alexandre Taschereau, Québec	550,02	121 470,57 \$	188 280,05 \$	Aménagement du bureau de la recherche et de l'innovation, 1 ^{er} étage
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	218,00	63 995,52 \$	0,00 \$	
640, route Henderson, Saint-Malachie	143,17	5 109,00 \$	0,00 \$	
888, rue Saint-Jean, Québec	620,39	120 868,22 \$	0,00 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 12 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2010 à ce jour	
OBJET	MONTANT
Installation du bureau de la ministre à Montréal	48 785,80 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 12 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2010 à ce jour

Il n'y en a eu aucun.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Cabinet de Mme Courchesne

Depuis de 11 août 2010

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Alain, Marc	Attaché politique	Québec
Coimbra, Isabel	Soutien administratif	Montréal
Sawyer, Danielle	Attachée politique	Laval
Rajotte, Martine	Attachée politique	Québec
Lévesque, Brenda	Soutien administratif	Québec
Lachaine, Sébastien	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Deblois, Marylène	Soutien administratif	Québec
Desjardins, Guillaume	Attaché politique	Laval
Lemieux, Isabelle	Attachée politique	Québec
Boudghène, Choukri	Attaché politique	Québec
Mercille, Isabelle	Attachée de presse	Montréal
Dutremble, Marie-Ève	Attachée politique	Montréal

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Cabinet de Mme Courchesne

Depuis de 11 août 2010

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Davis, Tamara	Attachée de presse	Montréal
Sauvé, Valérie	Attachée de presse	Laval
Bernier, Jean-Pascal	Directeur de cabinet	Montréal
Lam, Janine	Attachée politique	Montréal
Lukashev, Yana	Soutien administratif	Laval
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2010-2011		
Nombre total d'employés : 17		
Rémunération totale annuelle : 972 881 \$		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Cabinet de Mme Gagnon-Tremblay

Jusqu'au 11 août 2010

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Beaudet, Guy	Directeur de cabinet	Québec
Morin, Michel	Attaché politique et conseiller économique	Sherbrooke
Alain, Marc	Attaché politique	Québec
Gendron, Martine	Attachée politique	Sherbrooke
Forcier, Nicole	Attachée politique	Sherbrooke
Tremblay, Josée	Attachée politique	Québec
Larouche, Line	Attachée politique	Québec
Villemure-Denis, Geneviève	Attachée politique	Québec
Bourque-Dugré, Maude	Attachée politique	Québec
Lessard, Lise	Attachée politique	Québec
Robillard, Monique	Secrétaire	Sherbrooke
Bégin, André-Anne	Attachée politique	Sherbrooke

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Cabinet de Mme Gagnon-Tremblay

Jusqu'au 11 août 2010

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Dupuis-Laflamme, Philip-Antoine	Étudiant	Sherbrooke
Turcotte-Audet, Émilie	Étudiante	Sherbrooke
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2010-2011		
Nombre total d'employés : 13		
Rémunération totale annuelle : 302 896,30 \$		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2010; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Cabinet de Mme Viens
Jusqu'au 11 août 2010

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Boudghène, Choukri	Attachée politique	Québec
Doré, Réjean	Attachée politique	Québec
Doyon, Marie-Ève	Attachée politique	Québec
Dussault, Lisette	Employée de soutien	Québec
Gagné, Denise	Attachée politique	Saint-Malachie
Giguère, Daniel	Attachée politique	Québec
Lessard, Chantal	Employée de soutien	Saint-Malachie
Marion, Christine	Directeur de cabinet	Québec
Noël, Alexandre	Attachée politique	Québec
O'Farrell, Russel	Attachée politique	Saint-Malachie
Poulin, Hélène	Attachée politique	Québec
Simard-Gagnon, Olivier	Attachée politique	Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2010; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

Cabinet de Mme Viens

Jusqu'au 11 août 2010

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
<p>SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2010-2011</p> <p>Nombre total d'employés : 12</p> <p>Rémunération totale annuelle : 281 304 \$</p>		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et services sociaux	750,00
Altergo	500,00
Amis du parc Saint-Nicolas, Les	2 500,00
Anneau gym, L'	350,00
Arche d'Amos, L'	500,00
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec	750,00
Association culturelle haïtienne La perle retrouvée	500,00
Association de hockey Québec-Centre	350,00
Association d'entraide le Chaînon inc.	1 000,00
Association des résidents de Champfleury	300,00
Association d'Ultimate de Sherbrooke	200,00
Association internationale des études québécoises	200,00
Association pour la protection des milieux humides de la Cumberland	1 000,00
Association pour la réussite éducative des jeunes	500,00
Association pour le soutien et l'usage de la langue française	200,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	300,00
Association québécoise de sports pour paralytiques cérébraux	500,00
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	750,00
Banques alimentaires Québec	8 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Bouclier d'Athena, services familiaux, Le	1 000,00
Carrousel du Ptit monde d'Anjou, Le	500,00
Centre communautaire des femmes actives	1 000,00
Centre d'aide Source de vie	500,00
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	500,00
Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais inc., Le	1 000,00
Centre de pédiatrie sociale de Gatineau	1 000,00
Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	5 000,00
Centre de prévention et d'intervention auprès des victimes d'agression sexuelle	500,00
Centre de ressources communautaires de Côte-des-Neiges	500,00
Centre de ressources familiales du Québec	500,00
Centre femmes aux trois A de Québec	200,00
Centre international des femmes, Québec	750,00
Centre multiethnique de Québec	200,00
Centre Naha	200,00
Centre récréatif Saint-René Goupil	1 000,00
Chambre de commerce de Sainte-Agathe-des-Monts	750,00
Championnat du monde professionnel standard du World Dance Council	200,00
Chaudronnée de l'Estrie, La	5 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Club des petits déjeuners du Québec, Le	500,00
Collège Beaubois	1 000,00
Collège d'enseignement général et professionnel de Trois-Rivières	300,00
Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulx	1 000,00
Collège d'enseignement général et professionnel Montmorency	500,00
Comité d'action politique franco-qubécois, Le	1 000,00
Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri, Le	1 000,00
Comité famille municipalité de Saint-Paulin	300,00
Comité organisateur du CCÉM 2011 - Université Laval	500,00
Commission scolaire des Hautes-Rivières	500,00
Comptoir d'entraide de Labelle	1 000,00
Contact' L de Varennes	1 000,00
Corporation de développement économique de Sutton, La	1 000,00
Cuisine collective Soulanges	1 000,00
Découvertes de la chanson de Magog inc.	300,00
École nationale d'apprentissage par la marionnette	200,00
Enfant retour Québec	300,00
Espace verre	500,00
Estrie aide	10 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fabrique de la paroisse de Sainte-Catherine, La	3 000,00
Fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise, La	2 000,00
Fabrique de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, La	500,00
Fabrique de la paroisse de Saint-Victor, La	500,00
Familles d'appui et d'intervention pour un réseau d'entraide	1 000,00
Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale	500,00
<i>Fédération des femmes du Québec</i>	300,00
Fenêtre - centre d'immersion aux arts, La	300,00
Festiblues international de Montréal	500,00
Festival de la chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	500,00
Festival de la galette de sarrasin	500,00
Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue	1 000,00
Festival du monde arabe	300,00
Fête des vendanges Magog-Orford	300,00
Fin à la faim	500,00
Fondation centre de cancérologie Charles-Bruneau	300,00
Fondation contre l'indifférence pour l'aide à l'enfance	500,00
Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	1 000,00
Fondation de l'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis	1 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fondation des hôpitaux Enfant-Jésus - Saint-Sacrement	300,00
Fondation des parlementaires québécois	2 000,00
Fondation dignité	500,00
Fondation du CEGEP de Sherbrooke	1 000,00
Fondation du centre d'hébergement Denis-Benjamin Viger	750,00
Fondation émergence	1 000,00
Fondation Fabienne Colas, La	250,00
Fondation Hôpital Charles Lemoyne	300,00
Fondation Hôpital Saint-Eustache	5 000,00
Fondation Jacqueline Lessard	500,00
Fondation Jean-Michel Anctil	1 000,00
Fondation jeunesse au soleil	500,00
Fondation la rue des femmes	500,00
Fondation la source d'espoir	500,00
Fondation les jeunes musicales du Canada	2 000,00
Fondation Madeli-aide	300,00
Fondation Ordina-cœur	200,00
Fondation Paul Gérin-Lajoie	10 500,00
Fondation Père Raymond-Bernier SV	500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fondation pour la santé du nord de Lanaudière	1 000,00
Fondation Simple Plan	1 500,00
Fondation Sir-Wilfrid-Laurier	1 000,00
Forum jeunesse des Laurentides	1 000,00
Grand Défi de Victoriaville	1 000,00
Groupe amis des petits frères des pauvres de Trois-Rivières	500,00
Groupe Écosphère	1 000,00
Groupe scout/guide St-Zotique [District de Montréal]	500,00
Jeux de Génie 2011	500,00
Jeux de science politique	500,00
Journée carrière Rotary	500,00
La revue Relations	500,00
Laval Liberty Community Learning Center CS Sir-Wilfrid-Laurier	1 000,00
Le Phare, enfants et familles	300,00
Ligue des Noirs du Québec	200,00
Maison au Seuil de l'harmonie	1 000,00
Maison des grands-parents de Sherbrooke	1 000,00
Maison des jeunes de Beaujeu, La	400,00
Maison Michel Sarazin, La	750,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Maison Pauline Bonin	750,00
Maison Richelieu hébergement jeunesse Sainte-Foy	500,00
Maison Sam X	750,00
Manoir Boischâtel	1 000,00
Méridienne 1990, La	1 000,00
Mieux-Naitre à Laval	2 500,00
Mission du Grand Berger	1 000,00
Moisson Montréal inc.	500,00
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Prémont	500,00
Musée d'art de Joliette	1 300,00
Noël du bonheur inc., Le	750,00
Noël en Gaspésie	2 500,00
Nouvel essor	550,00
Orchestre de la francophonie canadienne	10 000,00
Orchestre symphonique de Laval, L'	1 000,00
Organisation de la sauvegarde des droits des enfants au Canada	300,00
Otan Laval	750,00
Paniers de Noël Mont-Laurier	1 000,00
Parlement jeunesse du Québec	500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île	1 000,00
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	250,00
Pétales Québec	500,00
Piaule de Val d'Or, La	500,00
Promutuel bantam AA de Rivière-du-Loup	300,00
Radio passion FM	500,00
RAP jeunesse	1 000,00
Regroupement des Italiens, région Molise de Montréal-Nord	2 000,00
Regroupement des Jeunes Chambres de Commerce du Québec	500,00
Regroupement des magasins Partage de l'île de Montréal	300,00
Regroupement des maisons des jeunes du Québec, Le	300,00
Rencontre châteauguoise, La	1 000,00
Reporters sans frontières - Canada	500,00
Résidence Morin Heights	500,00
Salon jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean	300,00
Scouts du Montréal métropolitain, Les	300,00
Sécurité alimentaire Canada	500,00
Sentier urbain	500,00
Service de nutrition et d'action communautaire	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Show du Refuge	500,00
Société Alzheimer de Montréal	1 000,00
Société Alzheimer Joliette	500,00
Société Alzheimer Rive-Sud	1 000,00
Société canadienne de la Croix-Rouge, La	5 000,00
Soupe populaire de Hull	1 000,00
Syndicat de la Relève Agricole de L'Estrie SYRA	1 000,00
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc.	500,00
Tournoi de hockey pee wee Anjou	1 000,00
Tournoi de ringuette des Moulins	500,00
Travail de Rue de l'Île de Laval [T.R.I.L.] inc.	500,00
Traversée [Rive-Sud], La	500,00
Traversée internationale du lac Memphrémagog, La	500,00
Université de Sherbrooke	1 000,00
Université du Québec en Outaouais	500,00
Village d'accueil des Hautes-Laurentides	2 500,00
Ville de Magog	500,00
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	500,00
Ville de Sainte-Thérèse	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Young Israel of Chomedey	5 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Académie de radio-télé	1 000,00
Action-travail Rimouski-Neigette	500,00
Adoberge Chaudière-Appalaches, L'	1 000,00
Amis de la grange Marcoux, Les	1 000,00
Arche d'Amos, L'	1 000,00
Association d'entraide le Chainon inc.	1 000,00
Association internationale des études québécoises	1 000,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	500,00
Atelier des lettres en alphabétisation de Centre-Sud	1 000,00
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	1 000,00
Camp d'été pour jeunes diabétiques de l'Est du Québec	500,00
Cancer de l'ovaire Canada - Section Québec	500,00
Carrefour jeunesse emploi Montmorency	750,00
Centre africain de développement et d'entraide inc.	500,00
Centre communautaire Petit espoir	2 000,00
Centre local de développement de la MRC Robert-Cliche	350,00
Chambre de commerce et de développement de Saint-Paul	250,00
Club de golf Montmagny	300,00
Club des petits déjeuners du Québec, Le	1 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Comité des loisirs de Métis-sur-Mer	500,00
Compagnie Christiane Bélanger	3 000,00
Comptoir alimentaire le Grenier	1 000,00
Continuité-famille auprès des détenues	500,00
Coopérative de solidarité radio communautaire de la MRC de Maskinongé	1 500,00
Corporation du presbytère Saint-Nicolas	500,00
Corporation du théâtre du Palais municipal	500,00
Découvertes de la chanson de Magog inc.	500,00
Défi vélo Desjardins	500,00
École le Tremplin	2 000,00
École Sainte-Hélène	1 000,00
Enfant retour Québec	200,00
Entraide Grands brûlés	500,00
Épilepsie section de Québec	500,00
Espace Chaudière-Appalaches	500,00
Expression Lasalle, centre communautaire en santé mentale	500,00
Fabrique de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, La	500,00
Fabrique de la paroisse de Saint-Victor, La	500,00
Fédération de l'âge d'or du Québec - régions de Québec et de Chaudière-Appalaches	300,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fenêtre - centre d'immersion aux arts, La	500,00
Festiblues international de Montréal	1 000,00
Festivent	500,00
Fête des vendanges Magog-Orford	500,00
Fondation André Dédé Fortin	1 000,00
Fondation canadienne des maladies inflammatoires de l'intestin	1 000,00
Fondation centre de cancérologie Charles-Bruneau	2 000,00
Fondation communautaire du Grand Québec	2 000,00
Fondation contre l'indifférence pour l'aide à l'enfance	1 000,00
Fondation de la JOC	500,00
Fondation de la tolérance, La	1 000,00
Fondation des hôpitaux Enfant-Jésus - Saint-Sacrement	1 000,00
Fondation des maladies du coeur du Québec	1 000,00
Fondation des maladies mentales	1 000,00
Fondation des soins de santé de Vaudreuil-Soulanges	1 000,00
Fondation du cancer du sein du Québec	1 000,00
Fondation du Centre de réadaptation en déficience physique de Chaudière-Appalaches	1 000,00
Fondation du Centre hospitalier Beauce-Étchemin	1 000,00
Fondation Fabienne Colas, La	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fondation Hôpital Charles Lemoyne	1 000,00
Fondation Jacqueline Lessard	1 000,00
Fondation jeunesse Chaudière-Appalaches	500,00
Fondation jonction pour elle	1 000,00
Fondation Madeli-aide	1 000,00
Fondation OLO	1 000,00
Fondation québécoise du cancer	1 000,00
Grand Prix cycliste de Beauce	500,00
Grande fête de la Côte-de-Beaupré, La	500,00
Groupe espérance et cancer	500,00
Institut Pacifique	1 000,00
La traversée	1 000,00
Le Phare, enfants et familles	1 000,00
Loisirs communautaires Saint-Michel	1 000,00
Maison Carignan	500,00
Maison de la famille de Sherbrooke	1 000,00
Maison de la famille la Parentr'aide	1 000,00
Maison des familles de la Baie	1 000,00
Maison du Bouleau blanc inc., La	2 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Moisson Beauce	1 000,00
Moisson Montréal inc.	3 000,00
Municipalité de la paroisse de Saint-Moïse	500,00
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	2 000,00
Nouvel essor	1 000,00
Opération Enfant soleil	1 000,00
Organisation Inde-Canada inc., L'	500,00
Parents-secours du Québec	300,00
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	250,00
Prix du Duc d'Édimbourg, Le	200,00
Radio communautaire intergénération Jardin du Québec, CHOC-FM	1 000,00
Regroupement des associations de personnes handicapées, région de Chaudière-Appalaches	500,00
Regroupement des cuisines collectives du Québec	500,00
Regroupement des maisons des jeunes du Québec, Le	1 000,00
Revivre - Association québécoise de soutien aux personnes souffrant de troubles anxieux, dépressifs et bipolaires	250,00
Salon éducation emploi de Québec	300,00
Scouts du Montréal métropolitain, Les	5 000,00
Sentier urbain	500,00
Société Alzheimer de la Vallée de l'Or	1 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Société Alzheimer de Laval	1 000,00
Société Alzheimer de Montréal	500,00
Société Alzheimer de Québec, La	500,00
Société québécoise de la Trisomie 21	1 000,00
Terry Fox Elementary School	1 000,00
Traversée internationale du lac Memphrémagog, La	1 000,00
Village des défricheurs	500,00
Village Molokaï	1 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 15 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE			
Liste de personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de la mise en disponibilité, la prévision 2011-2012			
CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSES D'EMPLOI	SALAIRE	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Professionnels	Agent de recherche et de planification socio-économique	65 812,00 \$	2008-06-16
	Agent de recherche et de planification socio-économique	70 819,00 \$	2010-04-01
	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	65 255,00 \$	2010-11-11
Fonctionnaires	Téléphoniste-réceptionniste	33 860,00 \$	2011-01-28
	Auxiliaire de bureau, classe nominale	29 020,00 \$	2010-05-31
	Agent de secrétariat, classe II	35 942,00 \$	2007-01-30
	Technicienne en informatique, classe principale	53 985,00 \$	2010-04-19
Ouvriers	Mécanicien classe II	41 490,00 \$	1999-05-01
	Journalier	32 634,00 \$	2004-05-31
Prévision pour 2011-2012 : Nous ne pouvons répondre à cette demande car la décision de mettre des personnes en disponibilité appartient au sous-ministre de chaque ministère ou au dirigeant de chaque organisme lorsqu'un événement, tel que prévu aux conventions collectives, survient (ex. : changement organisationnel, fermeture d'unité administrative, etc.)			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne, le poste occupé, le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale, la date de l'assignation hors structure, la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne, le poste occupé, le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale, la date de l'assignation hors structure, la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Il n'y a eu aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 18 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : l'assignation initiale, l'assignation actuelle, le salaire de base et les bonis, le cas échéant; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 18 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : l'assignation initiale, l'assignation actuelle, le salaire de base et les bonis, le cas échéant, la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Il n'y a eu aucune personne.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :	Unités centrales	
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Actualité, L'	L'Actualité	34,95
Association sur l'accès et la protection de l'information	L'informateur public et privé, renouvellement 2011	475,00
CCAF-FCVI inc.	Cotisation membre « Fondation canadienne pour la vérification intégrée »	157,50
Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdomadaires régionaux »	6 018,79
Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdomadaires régionaux »	1 141,80
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	Cotisation annuelle, 1 à 4 employés	175,00
Club de presse Blitz	Répertoire des journalistes	475,00
Devoir inc., Le	Abonnement annuel	177,18
Devoir inc., Le	Abonnement annuel	88,55
Devoir inc., Le	Abonnement annuel	67,95
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Code civil du Québec, Code de procédure civile, Code criminel	169,50
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Loi sur les normes du travail	95,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Chartes des droits de la personne	95,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Code civil du Québec, Code de procédure civile, Code criminel	95,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Charte canadienne des droits et libertés	145,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	125,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	125,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information	116,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Loi sur les normes du travail	116,40
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin Gestion Plus, info-employeur	110,95

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges, etc.		
SECTEUR :	Unités centrales	
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	104,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	104,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	104,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Éléments de légistique	103,40
Éditions Yvon Blais inc., Les	Le congédiement en droit québécois	101,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information	100,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Le congédiement en droit québécois	97,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les droits de la personne et les relations du travail	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Tribunaux administratifs du Québec	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Le congédiement en droit québécois	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Tribunaux administratifs du Québec	85,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Santé et sécurité au travail	67,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Code civil du Québec	66,85
Express Mag	Infopresse	99,00
Gazette, The	Abonnement 6 mois	263,88
Institut C. D. Howe	Renouvellement d'adhésion 2010	3 000,00
Librairie Pantoute	Guide de la pratique des relations internationales du Qc	37,95
Messageries Dynamiques	Le journal de Montréal	70,20
Messageries Dynamiques	Le journal de Montréal	68,67

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :	Unités centrales	
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Messageries Dynamiques	Le journal de Montréal	31,20
Secrétariat du Forum des responsables de la vérification interne	Cotisation 2010-2011	400,00
Presse canadienne, La	Revue de presse électronique	9 418,00
Presse Itée, La	Abonnement d'un an, 2010-2011	240,24
Presse Itée, La	Abonnement 6 mois	88,40
Presse Itée, La	Abonnement 13 semaines	31,20
Publications CCH Itée	Contrats des organismes publics québécois	1 071,00
Publications CCH Itée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	921,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	311,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	311,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	243,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	243,00
Publications du Québec, Les	Légis Direct - L'accès direct à la source officielle	795,00
Publications du Québec, Les	Gazette officielle	253,00
Publications du Québec, Les	Gazette officielle	223,00
Publications du Québec, Les	Gazette officielle	219,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Publications du Québec, Les	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Publications du Québec, Les	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Publications du Québec, Les	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Publications du Québec, Les	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Publications du Québec, Les	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Publications du Québec, Les	Lois et règlements sur les régimes de retraite	49,95
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	251,10

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Groupe Excelso	Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette, The Globe and Mail	4 843,56
Institut canadien des comptables agréés	Payer les taxes sur les manuels de l'CCA	17,30
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	Adhésion 2010-2011	500,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement 2010	1 100,00
Solutions Novaxis inc.	Abonnement à Cit@tion- Droit du travail en ligne	2 040,83

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Economist, The	Abonnement annuel	213,57
Éditions La Liberté	Études économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques 2011, renouvellement d'abonnement	1 164,50
Éditions Rogers ltée	L'Actualité médicale	90,00
Publications du Québec, Les	Santé, société et solidarité	22,95
Terre de chez nous, La	La terre de chez-nous	54,81

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association des pharmaciens du Canada	Guide des médicaments, français	1 260,00
Statistique Canada	Extraction d'information en ligne	13,54
Centre francophone d'informatisation des organisations	Cotisation de membre	1 000,00
Club gestion des connaissances	Adhésion au Club de gestion des Connaissances, Shirley Finn, nov. 2010 à oct. 2011	1 289,48
Collège des médecins du Québec	Annuaire médical 2010-2011	1 250,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	407,70
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	393,25
Éditions Yvon Blais inc., Les	Droits personne relations travail	361,25
Éditions Yvon Blais inc., Les	Lois du travail	279,60
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	104,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	104,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les droits de la personne et les relations de travail	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	90,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Médiation préparer, représenter, participer	79,40
Éditions Yvon Blais inc., Les	Santé et sécurité au travail	67,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	15,00
Magazine Gestion	Revue internationale de gestion	84,16
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	Revue Effectif	42,54

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.

SECTEUR : **Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Publications CCH ltée	Relations de travail	1 132,00
Publications CCH ltée	Relations de travail	1 132,00
Publications du Québec, Les	Décisions de la Commission de la Fonction publique	165,00
Publications du Québec, Les	Sentences arbitrales de la fonction publique	125,00
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires	Repères.qc.ca	275,00
Société de l'Assurance Automobile du Québec	Service de recherche d'information et de transmission de données	1 624,10
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	703,52
Société Trader	Guide d'évaluation Hebdo	4 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Carswell Distribution Centre	Chauvin : CDN. Employment Law Factbook	364,82
Conference board of Canada, The	Cotisation de membre	11 400,00
Conference board of Canada, The	Extraction d'information de base de données en ligne	11 010,48
Éditions Rogers ltée	L'Actualité médicale	142,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Lois du travail	113,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Lois du travail	56,50
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Recueil des sentences de l'éducation, Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation	200,00
Publications CCH ltée	Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et règlement annotés	99,20
Publications du Québec, Les	Gazette officielle	253,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Revue Relations industrielles	Abonnement annuel	120,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	46,00
Biddingo.com	Abonnement annuel 2010-2011, documentation électronique	250,00
Conseil canadien des marchés publics	Renouvellement d'adhésion	1 000,00
Institut canadien des comptables agréés	Comptabilisation des infrastructures	48,42
Lexisnexis Canada inc.	Code civil du Québec	134,65
Lexisnexis Canada inc.	Code civil du Québec	73,91
Lexisnexis Canada inc.	Code civil du Québec	8,66
NIGP	Abonnement annuel	330,00
Project Management Institute	Abonnement annuel, accès à des études et des documents de gestion	149,00
Publications du Québec, Les	Gazette officielle	223,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	132,00
United Nations Standard Products and Services Code	Abonnement annuel	350,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Digital Newspaper	Le Devoir, La Presse, Le Soleil , Le journal de Québec - Internet	455,38
Digital Newspaper	La presse, Le Soleil - Internet	84,79
Devoir, Le	Abonnement, 26 semaines	60,20
Éditions Yvon Blais inc., Les	Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information	86,90
Magazine Gestion, revue internationale de gestion	Abonnement « Revue Gestion », 1 an	39,87
Groupe Excelso	Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette, The Globe and Mail	2 351,82
Publications CCH ltée	Accès à l'information et la protection des renseignements personnels	1 149,00
Publications du Québec, Les	Abonnements aux publications	187,00
Soleil, Le	Abonnement, 26 semaines	128,75

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Forrester Research inc.	Abonnement 2010-2011	59 500,00
Gartner Canada Co	Gartner - CIO signature NA Gouvernement	83 000,00
Premium l'intelligence en affaires	Abonnement Premium, 1 an	39,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 20 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait?; Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	63 067,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Trois fois, soit en 2001, 2004 et en 2009. L'ensemble des modifications a été réalisé à l'interne pour 2001 et 2004. Des frais de 63 067,00 \$ ont été engendrés pour les travaux effectués à l'externe en 2009.
Section du site Internet du SCT sur les négociations collectives [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negotiation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada) Laflamme, Marilyn	66 844,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications	La Direction des communications est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois
Portail Carrières de la fonction publique québécoise [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc. Centre de services partagés du Québec	93 278,50 \$ (Incluant la construction du site et la création d'une infolettre pour informer les abonnés des nouveaux emplois offerts)	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications et le Centre de services partagés du Québec.	Le Centre de services partagés du Québec, la Direction des communications et le Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique sont responsables du contenu de ce site.	Des modifications hebdomadaires sont apportées aux emplois offerts. Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 20 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait?; Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Unités centrales

Portail Infrastructure [www.infrastructures.gouv.qc.ca]	Centre de services partagés du Québec	67 578,50 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications du Secrétariat à la communication gouvernementale	La Direction des communications du Secrétariat à la communication gouvernementale coordonne le contenu de ce site alimenté par les différents ministères.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois
------------------------------------------------------------	------------------------------------------	--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 20 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?						
SECTEUR : Direction générale de l'administration						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Bleu Outremer	25 147,00 \$	4 200,00 \$	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 20 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Extranet des marchés publics [www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca]	Le site a été réalisé à l'interne.	L'ensemble du site a été réalisé à l'interne.	L'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne. Hébergement : 15 696,89 \$	La directrice de la formation sur les marchés publics	Du contenu est ajouté quotidiennement par les utilisateurs. (Forum de discussion)	Une fois en 2006. Le site a été déplacé de l'intranet gouvernemental vers l'Internet afin de permettre l'accès, en plus des ministères et organismes, au réseau de la santé et des services sociaux, et au réseau de l'éducation.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 20 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Ministère des Services gouvernementaux [www.msg.gouv.qc.ca]	Site créé en 2005 par des membres du personnel du ministère des Services gouvernementaux.	L'ensemble du site a été réalisé à l'interne.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	Direction des affaires publiques et des communications du ministère des Services gouvernementaux.	Au besoin (En moyenne 2 à 3 fois par semaine)	Une fois en 2007. L'ensemble des modifications a été réalisé à l'interne. Rafraîchissement des contenus et de l'architecture.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontre ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

Il n'y a aucune tournée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

Il n'y a aucune tournée.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 23 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues				
SECTEUR : Bureau de la dirigeante principale de l'information				
ÉTUDE OU AVIS	MONTANT OCTROYÉ	MONTANT DÉBOURSE EN 2010-2011	OBJET	ÉCHÉANCE
Enquête Netgouv Phase 2 par le CEFRIO	47 000 \$	47 000 \$	Cette enquête qualitative permettra d'identifier et de mieux comprendre les facteurs déterminants de la fracture numérique afin de pouvoir y remédier et donc d'accroître l'utilisation des services publics en ligne.	31 mars 2011
Enquête NetPME	9 900 \$	0 \$	Cette enquête portant sur l'appropriation des technologies de l'information par les petites et moyennes entreprises québécoises vise à étudier l'évolution de l'adoption et des usages des TI ainsi que la perception et l'utilisation du Web social par les petites et moyennes entreprises québécoises.	31 mai 2011
Soutien à l'élaboration des standards relatifs à l'accessibilité des sites Web aux personnes handicapées par Coopérative de solidarité Accessibilité Web	24 875 \$	2 700 \$	Soutien à l'élaboration des standards relatifs à l'accessibilité des sites Web pour les personnes handicapées par la Coopérative Accessibilité Web : rédaction, disposition des commentaires, soutien à la préparation et à la réalisation des réunions du comité de normalisation, assistance technique au chargé de projet, divers avis techniques, soutien à la réalisation de guides.	31 décembre 2011
Production du bulletin E-Veille par le Centre francophone d'informatisation des organisations	94 472 \$	19 972 \$	Production de bulletins d'information et de synthèses concernant le déploiement du gouvernement en ligne.	4 juillet 2010

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 27 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour les ministères et les organismes depuis 2003-2004

Les données 2010-2011 seront disponibles à partir des Comptes publics de cet exercice.

CRÉDITS PÉRIMÉS

- Chaque année, des crédits votés ne sont pas utilisés, certaines des dépenses prévues au Budget de dépenses étant moindres qu'anticipé ou ne se réalisant pas en cours d'exercice. Par exemple : des postes d'effectif deviennent vacants, des projets se réalisent moins vite que prévu, etc.
- Les crédits périmés se sont élevés en moyenne à 228 M\$ au cours des trois dernières années.

GEL DE CRÉDITS

- En vertu de l'article 53 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor peut décréter la suspension, pour toute période qu'il fixe, du droit d'engager tout crédit ou partie de crédit (gel de crédits). Le Conseil du trésor s'est prévalu de cette disposition de façon plus particulière à compter de l'exercice 2005-2006 en donnant aux ministères des cibles d'économie, dégageant ainsi des marges de manœuvre pour réduire l'impact financier de dépassements anticipés au sein de certains portefeuilles.
- Au cours des trois dernières années, les crédits faisant l'objet d'un gel se sont élevés en moyenne à plus de 75 M\$ au terme de l'année financière. Pour l'année financière 2010-2011, les crédits faisant l'objet d'un gel devraient se situer à un niveau supérieur aux années antérieures, en raison du gel relatif à la réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 27 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour les ministères et les organismes depuis 2003-2004 (En milliers de dollars)		
(En milliers de dollars)	Crédits périmés en 2009-2010	Gels de crédits² en 2009-2010
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	13 534,8	13 527,7
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3,9	-
Assemblée nationale	-	-
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	200,2	103,6
Conseil exécutif	17 602,6	8 232,2
Culture, Communications et Condition féminine	178,2	-
Développement durable, Environnement et Parcs	607,4	527,0
Développement économique, Innovation et Exportation	16 997,4	15 556,0
Éducation, Loisir et Sport	0,4	-
Emploi et Solidarité sociale	3,4	-
Famille et Aînés	7 107,3	0,5
Finances	10 232,3	10 000,0
Immigration et Communautés culturelles	0,5	-
Justice	124,1	-
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2 094,6	-
Relations internationales	246,8	-
Ressources naturelles et Faune	-	-
Revenu	5 753,7	5 729,3
Santé et Services sociaux	0,0	-
Sécurité publique	2,5	-
Services gouvernementaux	10 354,5	1 600,0
Tourisme	220,1	220,0
Transports	308 320,4	45 557,5
Travail	477,6	477,5
Total	394 062,7	101 531,3

¹ Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics 2009-2010.

² Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés pour l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 27 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour les ministères et les organismes depuis 2003-2004		
HISTORIQUE¹ DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET SUSPENDUS (En milliers de dollars)		
	Crédits périmés	Gels de crédits³
2003-2004	417 994	2 178
2004-2005	346 117	1 653
2005-2006	238 029	196 686
2006-2007	191 234	59 992
2007-2008	157 984	62 762
2008-2009	131 982	62 333
2009-2010	394 063	101 531
2010-2011 ²	n.d.	n.d.

¹ Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics de chaque exercice financier.

² Données qui seront disponibles à partir des comptes publics de l'exercice 2010-2011.

³ Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés pour l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 28 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012

Il n'y a aucun revenu autonome relatif à des services offerts au citoyen.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 28 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012

Il n'y a aucun revenu autonome relatif à des services offerts au citoyen.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 29 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012

RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE NATURE ADMINISTRATIVE - MO BUDGÉTAIRES

(En milliers de dollars)

	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies 2010-2011	Économies 2013-2014
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	519,1	591,9	1 458,6
Commission municipale du Québec	24,1	24,1	28,3
Régie du logement	60,1	115,6	289,1
	603,3	731,6	1 776,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 497,3	1 497,3	1 754,5
Commission de protection du territoire agricole	12,9	33,0	82,6
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	54,5	54,5	108,4
	1 564,7	1 584,8	1 945,5
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	370,8	647,0	1 687,5
Commission de la fonction publique	24,3	24,3	29,4
	395,1	671,3	1 716,9
Conseil exécutif	5 276,1	5 276,1	5 663,0
Commission d'accès à l'information	41,1	41,1	61,8
Conseil permanent de la jeunesse	8,1	8,1	9,2
	5 325,3	5 325,3	5 734,0
Culture, Communications et Condition féminine	708,8	742,8	1 320,7
Commission des biens culturels du Québec	7,9	7,9	18,7
Conseil du statut de la femme	15,0	44,2	85,6
Conseil supérieur de la langue française	19,5	21,5	53,7
Office québécois de la langue française	70,1	88,9	222,3
Secrétariat à la politique linguistique	7,5	8,1	20,3
	828,8	913,4	1 721,3
Développement durable, Environnement et Parcs	485,6	743,5	1 858,6
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	16,4	16,4	35,1
	502,0	759,9	1 893,7
Développement économique, Innovation et Exportation	1 283,9	1 283,9	1 943,3
Conseil de la science et de la technologie	11,3	13,7	34,2
	1 295,2	1 297,6	1 977,5
Éducation, Loisir et Sport	1 416,9	1 809,3	4 523,4
Conseil supérieur de l'éducation	19,0	22,3	55,8
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	49,0	49,0	58,9
Commission consultative de l'enseignement privé	0,7	1,3	3,2
	1 485,6	1 881,9	4 641,3
Emploi et Solidarité sociale	2 135,5	3 075,1	7 687,7
Famille et Aînés (incluant le Conseil de la famille et de l'enfance et le Conseil des aînés)	401,3	523,7	1 309,3
Curateur public	64,6	238,3	595,9
	465,9	762,0	1 905,2
Finances	1 707,0	2 634,9	4 701,1 ¹
Immigration et Communautés culturelles	827,9	827,9	1 420,6
Conseil des relations interculturelles	3,5	6,3	15,7
	831,4	834,2	1 436,3
Justice	112,0	337,9	1 883,9
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14,3	70,8	177,1
Office de la protection du consommateur	17,0	35,9	89,8
Conseil de la magistrature	0,0	0,0	0,0
Conseil de la justice administrative	0,1	6,8	17,0
Comité sur la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0
Directeur des poursuites criminelles et pénales	99,4	454,7	1 136,7
	242,8	906,1	3 304,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 29 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012

RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE NATURE ADMINISTRATIVE - MO BUDGÉTAIRES

(En milliers de dollars)

	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies 2010-2011	Économies 2013-2014
Relations internationales	525,0	595,2	1 268,2
Ressources naturelles et Faune	1 468,8	1 631,0	4 077,4
Revenu	1 226,5	3 549,7	8 874,3
Santé et Services sociaux	1 391,7	1 711,8	4 279,6
Office des personnes handicapées du Québec	142,4	142,4	195,4
Organismes-conseils	89,1	179,9	449,8
	1 623,2	2 034,1	4 924,8
Sécurité publique	1 920,7	1 920,7	2 333,0
Régie des alcools, des courses et des jeux	27,1	27,1	63,0
Commission québécoise des libérations conditionnelles	35,7	39,7	99,2
Bureau du coroner	19,6	24,0	60,0
Commissaire à la déontologie policière	22,2	22,2	23,9
Comité de déontologie policière	10,7	10,7	8,1
Sûreté du Québec	860,2	3 051,0	7 627,6
	2 896,2	5 095,4	10 214,8
Services gouvernementaux	99,0	876,7	2 191,7
Transports	1 500,7	1 997,2	4 993,1
Commission des transports du Québec	27,8	85,0	212,6
	1 528,5	2 082,2	5 205,7
Travail (incluant le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre)	148,6	163,8	409,6
Commission de l'équité salariale	208,8	208,8	213,0
Conseil des services essentiels	18,2	18,2	34,9
	375,6	390,8	657,5
TOTAL	27 125,4	37 633,2	77 855,4

¹ Du total, des économies de 1 516,3 milliers de dollars seront réalisées par l'Agence du revenu du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 29 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012

RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX
(En milliers de dollars)

Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies 2010-2011	Économies totales 2013-2014
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			
Immobilière SHQ ¹	-	-	-
Société d'habitation du Québec	205,8	486,5	1 617,9
Société québécoise d'assainissement des eaux ¹	-	-	-
	205,8	486,5	1 617,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers ¹	-	-	-
La Financière agricole du Québec	90,5	430,9	1 178,5
	90,5	430,9	1 178,5
Conseil du trésor			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	242,5	772,4	1 930,9
Infrastructure Québec	22,0	78,7	272,7
	264,5	851,1	2 203,6
Conseil exécutif			
Centre de la francophonie des Amériques	52,5	77,9	140,6
Culture, Communications et Condition féminine			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	118,5	1 012,8	1 398,0
Conseil des arts et des lettres du Québec	46,8	71,0	194,1
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	87,3	102,6	183,7
Musée d'art contemporain de Montréal	30,9	70,5	214,8
Musée de la Civilisation	38,4	56,9	125,6
Musée national des beaux-arts du Québec	42,5	67,6	166,3
Régie du cinéma	120,7	155,1	258,5
Société de développement des entreprises culturelles	39,6	68,2	202,8
Société de la Place des Arts de Montréal	32,3	108,2	218,4
Société de télédiffusion du Québec	84,5	396,3	1 128,6
Société du Grand-Théâtre de Québec	32,6	73,3	223,3
	674,1	2 182,5	4 314,1
Développement durable, Environnement et Parcs			
Fonds vert	140,0	441,3	1 333,0
Société des établissements de plein air du Québec	94,5	883,5	1 595,5
Société québécoise de récupération et de recyclage	-	94,8	304,0
	234,5	1 419,6	3 232,5

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 29 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012

RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX
(En milliers de dollars)

Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies 2010-2011	Économies totales 2013-2014
Développement économique, Innovation et Exportation			
Centre de recherche industrielle du Québec	113,6	411,6	1 071,0
Fonds de la recherche en santé du Québec	34,8	70,3	223,4
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	68,3	97,7	223,9
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	103,1	133,1	235,8
Investissement Québec (1 an)	216,3	413,4	413,4
SGF (1 an)	90,0	713,0	713,0
Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour ¹	-	-	-
	626,1	1 839,1	2 880,5
Éducation, Loisir et Sport			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	44,8	84,2	253,5
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	0,8	4,5	16,0
	45,6	88,7	269,5
Emploi et Solidarité sociale			
Conseil de gestion de l'assurance parentale ¹	-	-	-
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	51,2	66,3	126,2
Fonds de développement du marché du travail	143,8	341,5	1 042,6
Fonds de fourniture de biens ou de services du MESS ²	-	-	-
Fonds des technologies de l'information du MESS ²	-	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	1,2	4,8	16,4
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	69,8	81,4	116,4
Régie des rentes du Québec	431,5	431,5	581,2
	697,5	925,5	1 882,8
Finances			
Autorité des marchés financiers	875,9	2 316,9	3 420,5
Bureau de décision et de révision	6,5	17,8	55,5
Financement-Québec	0,9	22,1	65,4
Fonds de financement	1,6	21,1	75,7
Institut de la statistique du Québec	117,0	245,3	732,3
Société de financement des infrastructures locales du Québec	1,2	38,2	95,5
	1 003,1	2 661,4	4 444,9

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 29 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012

RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX
(En milliers de dollars)

Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies 2010-2011	Économies totales 2013-2014
Justice			
Commission des services juridiques	47,3	169,1	422,7
Fonds d'aide aux recours collectifs	0,5	3,6	12,4
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	153,1	157,6	171,1
Fonds des registres du MJQ	113,1	196,3	446,0
Office des professions du Québec	31,3	80,5	250,9
Société québécoise d'information juridique	67,1	152,9	418,5
Tribunal administratif du Québec	82,7	244,9	244,9
	495,1	1 004,9	1 966,6
Relations internationales			
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	-	18,2	59,0
Office Québec-Monde pour la jeunesse ¹	-	-	-
	-	18,2	59,0
Ressources naturelles et Faune			
Agence de l'efficacité énergétique	576,4	643,4	1 167,0
Régie de l'énergie	69,6	153,1	431,8
Fondation de la faune du Québec	9,2	22,6	64,3
Fonds d'information foncière	160,2	329,6	824,0
Fonds d'information géographique	1,0	1,0	2,5
Fonds du patrimoine minier ²	-	-	-
Fonds forestier	181,5	471,1	1 411,0
Société de développement de la Baie-James	31,6	68,4	179,2
	1 029,5	1 689,2	4 079,8
Revenu			
Fonds de fourniture de biens et services du MRQ ²	-	-	-
Fonds de perception (1 an)	86,5	385,8	385,8
Fonds pensions alimentaires (1 an)	50,3	414,3	414,3
Fonds des technologies de l'information du MRQ ²	-	-	-
	136,8	800,1	800,1
Santé et Services sociaux			
Corporation d'hébergement du Québec ¹	-	-	-
Corporation d'urgences-santé	32,3	188,6	598,1
Institut national de santé publique du Québec	162,5	317,5	886,7
Institut d'excellence en santé et services sociaux (INESSS) ³	-	-	-
Régie de l'assurance maladie du Québec incluant le Fonds de l'assurance médicaments	507,8	1 863,6	6 043,6
	702,6	2 369,7	7 528,4
Sécurité publique			
École nationale de police du Québec	53,8	220,2	774,0
École nationale des pompiers du Québec	12,3	21,5	55,4
Fonds des services de police ²	-	-	-
	66,1	241,7	829,4

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 29 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012

RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX
(En milliers de dollars)

Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies 2010-2011	Économies totales 2013-2014
Services gouvernementaux			
Centre de services partagés du Québec	386,7	2 348,9	7 750,3
Fonds du service aérien gouvernemental	39,5	369,1	1 140,6
Services Québec	189,8	1 237,5	3 828,7
Société immobilière du Québec	174,5	638,3	2 071,5
	790,5	4 593,8	14 791,1
Tourisme			
Fonds de partenariat touristique	509,4	663,7	1 126,6
Régie des installations olympiques	37,1	180,9	635,7
Société du Centre des congrès de Québec	16,5	71,4	250,7
Société du Palais des congrès de Montréal	2,9	149,8	528,2
	565,9	1 065,8	2 541,2
Transports			
Agence métropolitaine de transport	à venir	à venir	1 300,0 ⁴
Commission de la capitale nationale du Québec	63,4	105,9	216,9
Fonds de conservation et amélioration du réseau routier	850,9	1 228,3	2 360,5
Fonds de gestion de l'équipement roulant	52,4	119,4	335,5
Fonds de la sécurité routière (1 an)	-	27,3	27,3
Fonds pour la vente de biens et services du MTQ	6,9	56,9	148,8
Société de l'assurance automobile du Québec	2 650,0	3 126,0	4 554,0
Société des traversiers du Québec	214,7	308,7	628,8
	3 838,3	4 972,5	9 571,8
Travail			
Commission de la santé et de la sécurité du travail	950,0	950,0	1 170,0
Commission des lésions professionnelles	116,5	263,6	853,4
Commission des normes du travail	263,4	635,1	2 084,6
Commission des relations du travail	22,4	127,6	400,1
Régie du bâtiment du Québec	219,9	771,3	2 321,6
	1 572,2	2 747,6	6 829,8
GRAND TOTAL	13 091,2	30 466,7	71 162,0

¹ Soustrait de l'application de la Loi.

² Aucune dépense de fonctionnement de nature administrative

³ Non soumis à la Loi car l'INESSS a débuté ses activités après l'adoption de la Loi.

⁴ Selon une évaluation du SCT compte tenu que l'Agence métropolitaine de transport n'a pas encore déposé sa politique de réduction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 30 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer la façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme

Aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Aucune prévision de transfert du gouvernement fédéral pour les exercices 2011-2012, 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 30 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer la façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme

Il n'y a aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Il n'y a aucune prévision de transfert du gouvernement fédéral pour les exercices 2011-2012, 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 31 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées

Il n'y a eu aucune entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 31 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées

Il n'y a eu aucune entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32A DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque ministère et organisme, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : la masse salariale ventilé par catégorie d'emploi		
CATÉGORIE D'EMPLOI	MASSE SALARIALE	
	2009-2010	2010-2011*
Haute direction	87 989 833 \$	65 349 614 \$
Cadre	348 869 884 \$	267 934 715 \$
Professionnel	1 383 322 070 \$	1 068 248 165 \$
Enseignant	35 999 943 \$	25 796 881 \$
Technicien	889 497 774 \$	662 172 302 \$
Personnel de bureau	521 720 970 \$	379 898 383 \$
Agent de la paix	155 620 900 \$	121 002 025 \$
Ouvrier	112 565 556 \$	88 092 265 \$
Étudiant	33 542 890 \$	32 438 085 \$
Total	3 569 129 819 \$	2 710 932 435 \$

* 9 premiers mois (1^{er} avril au 31 décembre 2010).

** Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32D DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION		
Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus		
	MONTANT	
	Déboursé 2009-2010	Déboursé 2010-2011
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel)	90 848,79 \$	75 320,48 \$
Bonus (bonis pour les cadres et les CGRH)	(Cadres) 124 472 \$	(Cadres) 113 791 \$
	(CGRH) 113 021 \$	(CGRH) 93 521 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32E DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), pour 2010-2011 : le montant total et la ventilation des primes de départ	
	MONTANT
Prime de départ	1 140 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32F DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année financière 2010-2011 : la liste des comités consultatifs

Comité consultatif des régimes d'assurance des cadres retraités

Comité d'orientation stratégique de la sécurité de l'information

Comité de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels gouvernementaux

Comité directeur de la Stratégie numérique du Québec

Comité paritaire technique de la Commission de la santé et de la sécurité du travail relatif à la révision de l'annexe 1 du Règlement sur la santé et la sécurité au travail

Comité paritaire technique de la Commission de la santé et de la sécurité du travail relatif à la révision du Règlement sur la santé et la sécurité au travail

Comité paritaire technique de la Commission de la santé et de la sécurité du travail relatif aux services de santé du travail

Comité permanent des infrastructures concernant l'octroi des contrats municipaux

Comité stratégique du gouvernement en ligne

Communauté de pratique en veille média

Forum d'échange sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction

Forum d'échange sur les contrats des organismes publics dans le domaine des technologies de l'information

Forum des gestionnaires en ressources humaines

Forum des gestionnaires en technologies de l'information

Forum des responsables des communications du gouvernement du Québec

Groupe de travail sur la Propriété intellectuelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32F DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année financière 2010-2011 : la liste des comités consultatifs

Initiative de lutte contre la malversation et la corruption

Sous-comité sur l'exemplarité de l'État pour l'élaboration du plan d'action sur les changements climatiques

Standards d'accessibilité Web

Table d'interaction Forum des gestionnaires en ressources matérielles et Sous-secrétariat aux marchés publics

Table d'interaction sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables

Table de concertation pour la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics

Table des dirigeants principaux de l'information

Table gouvernementale aux affaires territoriales

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32H DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour l'année financière 2010-2011 : la liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions

Programmes, politiques et plans d'actions	Somme d'argent prévue
Plan d'action 2010-2013 pour la mise en œuvre des défis de gestion	S. O.
Plan d'action : La santé des personnes au cœur de la gestion	S. O.
Plan d'action de développement durable 2009-2011	S. O.
Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2010-2011	S. O.
Plan d'action annuel de francisation des technologies de l'information et des communications	S. O.
Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique	S. O.
Politique de gestion contractuelle concernant le resserrement de certaines mesures dans le processus d'appels d'offres des contrats des organismes publics	S. O.
Politique de gestion contractuelle concernant la conclusion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics	S. O.
Politique de gestion contractuelle concernant la reddition de comptes des organismes publics	S. O.
Politique de gestion contractuelle concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par certains organismes publics	S. O.
Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014	S. O.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32D DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour chaque ministère et organisme, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus		
	MONTANT	
	Déboursé 2009-2010	Déboursé 2010-2011
Bonis pour rendement exceptionnel (professionnels et fonctionnaires)	28 868 \$	22 390 \$
Bonus (personnel d'encadrement)	39 635 \$	47 716 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32E DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : le montant total et la ventilation des primes de départ

MONTANT DÉBOURSÉ EN 2010-2011

Prime de départ

64 475 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 32H DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	
Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011: liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.	
Programmes, politiques et plans d'actions	Somme d'argent prévue
Programme Appui au passage à la société de l'information ¹	6 000 000 \$

¹ Afin d'accroître et d'accélérer le déploiement du gouvernement en ligne, le gouvernement a annoncé, en 2008-2009, une restructuration de la Provision pour augmenter, avec l'autorisation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne. Un des éléments consiste en un appui financier accru de 6 millions de dollars par année visant à appuyer et à encourager la réalisation de projets structurants et la poursuite d'initiatives favorisant le passage vers une société de l'information.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 36 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier pour 2009-2010 et 2010-2011³

	2009-2010	2010-2011 ³
Nombre d'employés occasionnels devenus réguliers	1 815	2 764
Nombre d'employés occasionnels ²	22 952	22 957
Pourcentage des employés occasionnels devenus réguliers	7,9%	12,0%

1. Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Nombre de personnes différentes qui ont été occasionnels au cours de l'année.

3. 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX

DEMANDE NUMERO 37 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministere et organisme, fournir la liste, le detail et les sommes economisees de toutes actions visant a : reduire de 10% les depenses administratives; reduire de 25% les depenses de publicite, de formation et de deplacements

Voir la reponse a la demande 29.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats.
2	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011 indiquer : <ul style="list-style-type: none">- la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;- la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;- la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;- leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
3	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
4	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
5	Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2010-2011 et comparaison avec les quatre années précédentes.
6	Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2009-2010 et pour 2010-2011.
7	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2010-2011.
8	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : <ul style="list-style-type: none">- le nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents;- la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;- les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;- la liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
9	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.
10	Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence par année depuis 2004.
11	Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1er mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011.
12	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
13	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.
14	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans.
15	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans.
16	Pour chacun des grands secteurs de l'état, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
17	À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?
18	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière.
19	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.

#	Demandes de renseignements particuliers
20	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.
21	Initiatives mises en place en 2010-2011 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies). Sommes dépensées pour chacune des initiatives et prévisions pour 2011-2012.
22	Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor.
23	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

- | | |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 | Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats. |
| 25 | Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques. |
| 26 | Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2010-2011 avec, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite, la répartition par région administrative, date de la publication des résultats. |
| 27 | Pour chacun des concours précédemment mentionné, le nombre de postulants issus des communautés culturelles, le nombre de personnes handicapées, le nombre d'anglophones, le nombre d'autochtones et le nombre de jeunes de moins de 35 ans. |
| 28 | Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts. |

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel du développement durable	<p>Assurer la coordination, l'harmonisation, la cohésion et la concertation pour la préparation et la mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – de la stratégie de développement durable, – d'indicateurs de développement durable, – de bilans, – de plans d'action et d'intervention, – de suivis. <p>Favoriser les échanges, la transmission d'informations et la promotion du développement durable.</p>	Sous-ministre adjoint ou équivalent de chacun des 22 ministères. La présidence est assumée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Aucun	Mise en œuvre concertée de la stratégie gouvernementale de développement durable dans plus de 130 ministères et organismes gouvernementaux.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur les changements climatiques	Le comité interministériel sur les changements climatiques doit identifier et coordonner les mécanismes efficaces qui permettront d'atteindre le double objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en assurant la prospérité économique du Québec.	<ul style="list-style-type: none"> – Ministère des Services gouvernementaux, – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, – Ministère des Relations internationales, – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, – Ministère des Transports, – Ministère de la Santé et des Services sociaux, – Secrétariat du Conseil du trésor, – Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, – Société immobilière du Québec, – Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, – Agence de l'efficacité énergétique. 	Aucun	Mise en œuvre concertée du plan d'action sur les changements climatiques 2006-2012.
Comité de pilotage du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020	<p>Assurer la cohérence des mesures proposées par les différents sous-comités sectoriels.</p> <p>Présenter un ensemble de mesures qui permettra l'atteinte de la cible 2020 soit une réduction de 20 % des émissions québécoises de gaz à effet sous les niveaux de 1990.</p>	Présidents des 12 sous-comités sectoriels, sous la présidence du sous-ministre adjoint des changements climatiques, de l'air et de l'eau au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Aucun	Élaboration concertée du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Sous-comités sur l'exemplarité de l'état en matière de lutte aux changements climatiques	Identifier, analyser et recommander les mesures ambitieuses, innovatrices et réalistes visant les opérations de l'État et qui sauront inspirer la société québécoise en lui montrant la voie à suivre en matière de réduction des émissions de gaz à effet dans la construction, la rénovation et la gestion des bâtiments, la gestion des parcs automobiles et des déplacements des employés ainsi que dans le domaine des achats et de la gestion des matières résiduelles.	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat du Conseil du trésor, - Agence de l'efficacité énergétique, - Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, - Ministère des Transports du Québec, - Ministère de la Santé et des Services sociaux, - Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, - Ministère des Relations internationales, - Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, - Société immobilière du Québec sous la présidence des représentants du ministère des Services gouvernementaux et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 	Aucun	Recommandation de mesures exemplaires en matière de réduction des gaz à effet de serre émis par les activités gouvernementales.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation sur les pratiques d'acquisition responsable	Développer un espace de concertation permettant d'arrimer les actions des principaux ministères et organismes qui contribuent au développement et à l'application de pratiques d'acquisition écoresponsable en regard des objectifs poursuivis par la Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable en matière de production et de consommation responsables (orientation 3 de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013).	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Services gouvernementaux, - Secrétariat du Conseil du trésor, - Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, - Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, - Ministère de la Santé et des Services sociaux, - Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, - Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, - Société immobilière du Québec, - Recyc-Québec, - Société des alcools du Québec, - Loto-Québec, - Hydro-Québec, sous la présidence du directeur du bureau de coordination du développement durable au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 	Aucun	Journée d'information sur les imprimés, lignes directrices sur l'élaboration d'une politique d'achat.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme	<p>Favoriser le développement et la promotion de la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec.</p> <p>Pour ce faire, le Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme s'est fixé comme objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'instaurer un réseau de partage des expertises et des expériences en évaluation de programme entre les ministères et organismes. - De jouer un rôle de représentation et de conseil auprès des organismes centraux. - De promouvoir la fonction d'évaluation de programme et d'organiser des forums d'échange. - De soutenir les dirigeants des ministères et organismes du gouvernement du Québec dans l'implantation des fonctions de suivi de gestion et d'évaluation de programme (programmes, stratégies, interventions, politiques, services, projets et activités). 	<p>Le Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter et de réaliser cette fonction dans les ministères et organismes. Il regroupe un membre du Secrétariat du Conseil du trésor et un membre de chacune des organisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission de la Santé et de la Sécurité du travail, - Conseil de gestion de l'assurance parentale, - Curateur public du Québec, - Investissement Québec, - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, - Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, - Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, - Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 	<p>Budget de fonctionnement provenant du membership (200 \$/an et par membre, soit environ 6 000 \$/an)</p> <p>Quelque 30 ministères et organismes sont membres.</p>	<p>Du Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Séances de formation, - Conférences, - Prix d'excellence en évaluation de programme, - Site Internet et outils, - Réseautage et partage des meilleures pratiques. <p>Pour le Secrétariat du Conseil du trésor :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plate-forme de consultation, - Réseau de contacts.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none">– Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale,– Ministère de la Famille et des Aînés,– Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles,– Ministère de la Justice,– Ministère des Relations internationales,– Ministère des Ressources naturelles et de la Faune,– Ministère du Revenu du Québec,– Ministère de la Santé et des Services sociaux,– Ministère de la Sécurité publique,– Ministère des Transports du Québec,– Office québécois de la langue française,– Régie de l'assurance maladie du Québec,– Régie des rentes du Québec,– Régie du bâtiment du Québec,– Secrétariat à la jeunesse,– Société d'habitation du Québec,– Société de l'assurance automobile du Québec,– Sûreté du Québec,– Vérificateur général du Québec.		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des responsables de la vérification interne	<p>Favoriser une gestion efficace dans les ministères et organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne.</p> <p>Viser également à renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle.</p> <p>Soumettre aux organismes centraux du gouvernement, particulièrement lors de consultations, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.</p> <p>Encourager le partage des meilleures pratiques dans le domaine de la vérification interne (sondage, appel à tous, table ronde, etc.).</p> <p>Partager tout autre sujet d'intérêt pour les membres.</p>	<p>Le Forum des responsables de la vérification interne est constitué des responsables (cadres ou professionnels) de la vérification interne qui travaillent au sein des ministères et des organismes du gouvernement du Québec ainsi que d'autres secteurs de l'administration publique au Québec.</p> <p>Les membres peuvent avoir divers statuts (réguliers, associés et invités).</p> <p>Sont membres du Forum des responsables de la vérification interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 23 ministères, - 24 organismes assujettis à la Loi sur la fonction publique, - 16 organismes non assujettis à la Loi sur la fonction publique (associés), - 5 organismes paragouvernementaux (associés). 	Aucun	Présentation, le 22 novembre 2010, du bilan de 2009-2010 du Forum des responsables de la vérification interne en regard de son plan stratégique, de la gestion intégrée des risques – Théorie et pratiques au Québec et du changement de cadre de gestion apporté au sein des Forums de concertation dans l'administration publique.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur la francophonie canadienne	<p>Le Comité interministériel sur la francophonie canadienne a pour mandat d'assurer la mise en œuvre de la Politique du Québec en matière de francophonie canadienne aussi bien dans l'appareil gouvernemental québécois qu'auprès de la population québécoise.</p> <p>Il identifie, sur une base annuelle, une série d'initiatives qui forment un ensemble cohérent et concret d'actions structurantes qui permettra au Québec, aux communautés francophones et acadiennes et aux francophiles de consolider leurs acquis.</p>	Sous-ministre adjoint ou associé de chacun des ministères du gouvernement du Québec sous la présidence du Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.	Aucun	Au-delà du cadre général, des leviers et des mécanismes de concertation établis par la Politique du Québec en matière de francophonie canadienne, le gouvernement du Québec a identifié dix actions qu'il entend accomplir de façon à soutenir la francophonie canadienne au cours d'une année.
Groupe des responsables de la planification stratégique	<p>Le Groupe des responsables de la planification stratégique est une association indépendante de praticiens qui regroupe des professionnels et des gestionnaires impliqués dans la planification stratégique et la reddition de comptes d'un ministère ou organisme du gouvernement du Québec.</p> <p>Sa raison d'être favorise la réflexion, l'échange et la concertation dans le but d'améliorer la connaissance et la pratique efficiente et efficace de la planification stratégique et de la reddition de comptes dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec.</p>	Est (sont) membre(s) du Groupe des responsables de la planification stratégique la (les) personne(s) impliquée(s) dans la planification stratégique et la reddition de comptes d'un ministère ou organisme du gouvernement du Québec.	Aucun	<p>Rencontre, en juin 2010, sur les rapports annuels de gestion des ministères et organismes.</p> <p>Rencontre en décembre 2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Élections à l'exécutif, – Échanges sur les façons de livrer de meilleurs plans stratégiques, – Présentation par le ministère du Conseil exécutif des dix ans de planification stratégique, – Présentation par le Secrétariat du Conseil du trésor des mandats à venir pour 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation des directrices et directeurs responsables de la planification stratégique	<p>Ce comité a été constitué en mars 2010. Il est sous la responsabilité de la Direction de l'agenda gouvernemental et de la planification stratégique du Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, au ministère du Conseil exécutif.</p> <p>Les travaux de concertation ont donné lieu à une consultation menée auprès de gestionnaires responsables de la planification stratégique et d'experts ministériels concernés par cette démarche.</p> <p>L'objectif de la consultation était de mieux connaître les difficultés rencontrées par les ministères et organismes et de cerner leurs besoins d'accompagnement et de soutien en ce qui a trait à la préparation et à la validation des plans stratégiques et à la démarche de reddition de comptes annuelle en découlant.</p>	<p>Treize directrices et directeurs représentant les ministères et organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, - Ministère des Finances du Québec, - Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, - Ministère de la Justice du Québec, - Ministère du Revenu du Québec, - Ministère de la Santé et des Services sociaux, - Ministère du Travail, - Secrétariat du Conseil du trésor, - Société de l'assurance automobile du Québec, - Services Québec, - Régie de l'assurance-maladie du Québec. 	Aucun	<p>Cette table de concertation en planification stratégique est « un lieu de réflexion, d'échanges et de développement d'expertise, en vue d'une action concertée, encadrée adéquatement et alignée sur les priorités gouvernementales ».</p> <p>Les rencontres permettent aux gestionnaires de revoir les processus entourant le dépôt des plans stratégiques (lignes directrices), de s'appropriier les enjeux, les orientations et les priorités de l'État au regard du contenu des plans stratégiques, ainsi que de convenir de l'amélioration des indicateurs de résultats se rapportant aux objectifs poursuivis par le plan stratégique.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel de la protection des renseignements personnels et confidentiels (SGR2 et SGR3)	Ce comité se prononce sur les moyens qui lui sont présentés pour assurer la protection des renseignements personnels et confidentiels et qui seront mis en place conformément à la loi. Le comité rend compte de ses travaux au comité directeur.	<p>Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels des ministères et organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ministère du Revenu du Québec (présidence), – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, – Ministère des Transports, – Secrétariat du Conseil du trésor, – Centre de services partagés du Québec, – Sûreté du Québec. <p>Un représentant du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information (ministère du Conseil exécutif) fait également partie du comité.</p>	Aucun	<p>Les responsabilités du comité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Approuver les livrables de la protection des renseignements personnels et confidentiels. – Prendre acte des risques résiduels relatifs à la protection des renseignements personnels et confidentiels et donner son avis sur les mesures de mitigation à mettre en place. – Proposer, au besoin, des orientations et des principes en matière de protection des renseignements personnels et confidentiels. – Arbitrer ou voir à la résolution de tous points en suspens et problématiques relevant de son autorité. – Revoir les rapports ou documents faisant état de la mise en place des moyens retenus en protection des renseignements personnels et confidentiels. – Rendre compte au comité directeur. <p>Le comité a tenu, en 2010-2011, cinq rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 27 juillet 2010, – 2 septembre 2010, – 4 octobre 2010, – 4 novembre 2010, – 20 janvier 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
<p>Accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne</p> <ul style="list-style-type: none"> Table de coordination interministérielle (sous-ministres) 	<p>Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.</p>	<p>Sous-ministres des ministères directement interpellés.</p> <p>Présidé par le sous-ministre du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor est représenté par le secrétaire.</p>	<p>Aucun</p>	<p>Une rencontre (novembre 2010) a eu lieu avec le négociateur en chef du Québec qui a présenté l'évolution des négociations.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Table de coordination interministérielle (sous-ministres associés ou adjoints) 	<p>Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.</p>	<p>Sous-ministres associés ou adjoints des ministères directement interpellés.</p> <p>Présidé par le sous-ministre adjoint du Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor est représenté par le secrétaire associé aux marchés publics.</p>	<p>Aucun</p>	
<ul style="list-style-type: none"> Équipe de soutien aux négociations 	<p>Identifier les enjeux de chacune des tables de négociations sectorielles et préparer la position du Québec.</p> <p>Répondre aux demandes du négociateur en chef du Québec et des négociateurs fédéraux et préparer tous les documents pertinents pour les soutenir dans les négociations.</p> <p>Participer aux négociations sectorielles.</p>	<p>Responsables des tables sectorielles de négociation et experts sectoriels.</p> <p>Le directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics est responsable de la table de négociations sur les marchés publics.</p>	<p>Aucun</p>	<p>Deux rencontres ont eu lieu, l'une (avril 2010) pour assurer le suivi des travaux préparatoires à la 4^e session de négociation avec l'Union européenne et des travaux demandés par le gouvernement fédéral, et l'autre (février 2011) pour discuter des résultats de la 6^e session de négociation.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
<p>Comité directeur et Comité de réalisation</p> <p>(Dans le cadre du mandat de l'Initiative de lutte contre la malversation et la corruption)</p>	<p>Le Comité directeur est responsable de définir les orientations.</p> <p>Le Comité de réalisation s'assure de la réalisation des travaux et des mandats confiés par le Comité directeur, dont celui de documenter les problématiques de malversation et de corruption pouvant impliquer des institutions publiques québécoises.</p>	<p>Les deux comités sont présidés par le ministère de la Sécurité publique.</p> <p>Le Comité directeur est formé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission de la construction du Québec, - Directeur des poursuites criminelles et pénales, - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, - Ministère des Finances, - Ministère des Transports, - Ministère du Travail, - Régie du bâtiment du Québec, - Revenu Québec, - Secrétariat du Conseil du trésor, - Sûreté du Québec. <p>Les membres du Comité de réalisation sont : Chaque membre du Comité directeur y a un représentant (sauf le ministère des Finances).</p> <p>S'ajoute le Bureau de la concurrence du Canada.</p>	<p>Aucun</p>	<p>Un sous-comité, présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor, sur l'évaluation du rendement et sur l'exécution des travaux et le contrôle de la qualité a été créé pour évaluer l'opportunité d'utiliser le rapport d'évaluation de rendement négatif, prévu à l'article 55 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, comme outil pour contrer des pratiques de collusion, de corruption ou de malversation.</p> <p>Ce sous-comité s'est réuni à deux reprises (9 septembre 2010 et 4 novembre 2010).</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel « Attestation de conformité fiscale »	Dans le but de réduire l'évasion fiscale, ce comité analyse la possibilité d'utiliser les marchés publics du gouvernement du Québec et de ses organismes comme un incitatif pour améliorer l'observation fiscale de la part des fournisseurs de l'État.	<p>Sous la présidence du ministère du Revenu du Québec, les autres organismes participants sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Commission de la construction du Québec, – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, – Ministère de la Santé et des Services sociaux, – Secrétariat du Conseil du trésor, – Ministère des Finances. 	Aucun	<p>Les règlements sur les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction ont été approuvés par le Conseil des ministres le 21 avril 2010 et publiés à la Gazette officielle du Québec le 5 mai 2010.</p> <p>En vertu des dispositions réglementaires, l'attestation fiscale est exigée, depuis le 1^{er} juin 2010, de tout soumissionnaire pour tout contrat comportant une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$.</p> <p>La période de grâce de quatre mois, du 1^{er} juin au 1^{er} octobre 2010, a permis aux entreprises de se familiariser avec l'exigence. Durant cette période, une entreprise qui a omis de joindre son attestation à sa soumission pouvait la remettre à l'organisme public et être admissible, et ce, même si la date de délivrance de l'attestation était postérieure à la date limite de réception des soumissions.</p> <p>Enfin, il est prévu que la présidente du Conseil du trésor fasse rapport au gouvernement de la première année d'application de la mesure, soit du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2011, et ce, pour s'assurer que celle-ci a eu les effets attendus.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité sur les entreprises d'économie sociale	Le mandat du comité est d'élaborer une politique d'achat public favorisant les entreprises d'économie sociale.	<p>Sous la présidence du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.</p> <p>Les autres organismes publics participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none">– Centre de services partagés du Québec,– Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation,– Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport,– Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale,– Ministère de la Santé et des Services sociaux,– Secrétariat du Conseil du trésor.	Aucun	<p>Il y a eu deux rencontres de ce comité au cours de l'année 2010-2011 (21 avril et 21 décembre 2010).</p> <p>Le comité a changé de nom pour devenir le « Comité interministériel – achat public auprès des entreprises collectives ».</p> <p>Le mandat du comité a été modifié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et vise dorénavant l'élaboration d'initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	<p>Le mandat du forum est de contribuer aux travaux visant à optimiser la gestion contractuelle à l'égard des contrats de services et de travaux de construction. Cela suppose notamment la bonification des textes réglementaires et des outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises.</p> <p>Le forum est également appelé à discuter de la mise en œuvre et de l'application de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique.</p>	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Association des architectes en pratique privée du Québec, - Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, - Association de la construction du Québec, - Association de consultants et laboratoires experts, - Association des estimateurs et des économistes en construction du Québec, - Association des ingénieurs-conseils du Québec, - Association patronale des entreprises en construction du Québec, - Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec, - Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure, - Commission de la construction du Québec, - Corporation des entrepreneurs généraux du Québec, 	Aucun	<p>Le forum s'est réuni à deux reprises au cours de l'année 2010-2011 (14 mai 2010 et 28 janvier 2011).</p> <p>Le sous-comité sur l'appel d'offres en deux étapes s'est réuni à trois reprises (23 juin 2010, 8 septembre 2010 et 28 octobre 2010).</p> <p>Les membres du forum ont notamment discuté des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Politique-cadre révisée sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique, - L'attestation du ministère du Revenu du Québec au regard de l'évasion fiscale, - L'appel d'offres en deux étapes pour les contrats de travaux de construction, - La transmission de plans et de devis aux salles de plans des associations d'entrepreneurs en construction, - L'opportunité de prolonger de trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 30 septembre 2013, la période pendant laquelle la reddition de comptes est exigée en vertu de l'article 60 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics, - Le Rapport du Groupe-conseil sur l'octroi des contrats municipaux et les modifications législatives dans le monde municipal, - Les spécifications de matériaux ou de systèmes de construction dans les documents d'appel d'offres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none">– Corporation d'hébergement du Québec,– Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,– Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine,– Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation,– Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport,– Ministère de la Santé et des Services sociaux,– Ministère des Transports,– Société immobilière du Québec.		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine des technologies de l'information	<p>Le mandat du Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine des technologies de l'information est de contribuer aux travaux visant à optimiser la gestion contractuelle à l'égard des contrats d'approvisionnement et de services en technologie de l'information.</p> <p>Cela suppose notamment la bonification des textes réglementaires et des outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises.</p>	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Association québécoise de la logistique de l'approvisionnement secteur de la santé, - Centre de services partagés du Québec, - Conférence provinciale des approvisionnements en commun du réseau de la santé et des services sociaux, - Forum des gestionnaires en ressources matérielles, - Forum des gestionnaires en technologie de l'information, - Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, - Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, - Ministère des Services gouvernementaux et Bureau de la dirigeante principale de l'information, 	Aucun	<p>Le forum a été créé en janvier 2009.</p> <p>Une seule rencontre tenue au cours de l'année financière 2010-2011 (7 juin 2010).</p> <p>Les sujets traités lors de cette rencontre portaient notamment sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La propriété intellectuelle et droit d'auteur, - L'attestation du ministère du Revenu du Québec et la conformité fiscale, - L'identification des entraves à la concurrence dans le domaine des logiciels (logiciels libres, solutions alternatives, etc.), - La problématique liée au choix des annexes 1 et 2 lors des appels d'offres en services professionnels, - Le complément d'information sur « la communication du nom des entreprises ayant commandé des documents d'appel d'offres sur le système électronique d'appel d'offres ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none">– Ministère de la Santé et des Services sociaux,– Regroupement des partenaires du gouvernement en technologie de l'information,– Société de gestion informatique.		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation pour la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics	<p>La table de concertation pour la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics a pour mandat, dans le respect des spécificités de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De soutenir la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics et ses règlements en partageant une compréhension commune de leurs dispositions et en favorisant le succès de leur application auprès de l'ensemble des organismes visés. - De partager l'information quant aux exigences contenues dans les politiques de gestion contractuelle établies par chaque ministre responsable. - De contribuer aux travaux visant la cohérence des formules types de contrats et des documents standards édictés par chaque ministre responsable. 	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les ministères participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, - Ministère de la Santé et des Services sociaux. <p>Pour le Sous-comité sur la lutte à la collusion et le renforcement de l'intégrité dans les marchés publics, la présidence est aussi assurée par le Secrétariat du Conseil du trésor.</p> <p>Les participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Santé et des Services sociaux, - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, - Approvisionnement des deux Rives, - Fédération des commissions scolaires du Québec, - Association québécoise de la logistique et de l'approvisionnement du secteur de la santé. 	Aucun	<p>La Table s'est réunie à quatre reprises en 2010-2011 (29 juin, 27 août et 10 décembre 2010, 25 février 2011). Une cinquantaine d'actions à poser ont été répertoriées à ce jour pour soutenir la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics. Plus de la moitié ont été réalisées.</p> <p>Avec les travaux de la Table, ces actions ont notamment entraîné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une meilleure circulation de l'information, - des prises de position communes au regard de l'application de certaines dispositions législatives ou réglementaires, - des échanges de pièces, telles que des clauses types pour les documents d'appel d'offres standards, des politiques de gestion contractuelle, - la validation de plusieurs « Bulletin d'interprétation sur les marchés publics » et autres textes informatifs, - des échanges dans un forum de discussion sur l'intranet dédié aux membres de la Table. <p>Le mandat confié par la Table au Sous-comité sur la lutte à la collusion et le renforcement de l'intégrité dans les marchés publics a été réalisé.</p> <p>Le Sous-comité a identifié les bonnes pratiques qui sont utilisées par les organismes publics pour contrer la collusion, celles qui devraient être introduites et, pour chacune d'elles, les moyens pour ce faire : guide, clauses dans les documents d'appel d'offres et formation.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table d'interaction entre le Forum des gestionnaires en ressources matérielles et le sous-secrétariat aux marchés publics	Répondre à un besoin réciproque du Forum des gestionnaires en ressources matérielles et du sous-secrétariat aux marchés publics d'échanger sur des préoccupations communes.	<p>Sous la présidence du secrétaire associé aux marchés publics, les autres membres sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur général des politiques de marchés publics, - Directrice générale des services à la gestion contractuelle, - Directrice de la formation sur les marchés publics, - Directrice générale des acquisitions du Centre de services partagés du Québec, - Cinq membres du Forum des gestionnaires en ressources matérielles (directeurs ou chefs de service des ressources matérielles), d'organismes publics du réseau de l'administration gouvernementale. 	Aucun	<p>Six rencontres ont eu lieu durant l'année portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système électronique d'appel d'offres et sur l'échéancier et le contenu de l'appel d'offres pour le nouveau système électronique d'appel d'offres, - Les problématiques liées à l'AMR, - L'article 5.2 du Règlement sur les contrats d'approvisionnement, - Les problématiques liées à l'achat de produits spécialisés, de fournisseur unique ou de nouveaux produits, - La reddition de comptes des organismes publics, - Le développement de compétences en gestion contractuelle, - Les particularités liées aux nouveaux accords de libéralisation des marchés publics, - Les problématiques liées aux documents d'appel d'offres, - Les acquisitions en technologies de l'information; - Les orientations, le fonctionnement et la structure du nouveau Forum des gestionnaires en ressources matérielles.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables	Informier et former les ministères et les organismes publics sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables.	<p>Sous la présidence du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre de services partagés du Québec, - Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec, - Hydro-Québec, - Loto-Québec, - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, - Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, - Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, - Ministère de la Santé et des Services sociaux, - Ministère des Services gouvernementaux, - Secrétariat du Conseil du trésor, - Société de l'assurance automobile du Québec, - Société des Alcools du Québec, - Société Immobilière du Québec. 	Aucun	<p>Trois rencontres ont eu lieu durant l'année, portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour des fiches techniques sur les produits écoresponsables, - L'élaboration de la fiche n° 9 sur l'intégration de dispositions environnementales ou écoresponsables aux contrats d'approvisionnement, - La présentation des règles gouvernementales en matière d'acquisitions écoresponsables, - La poursuite des travaux d'intégration d'exigences, de spécifications et/ou de critères en développement durable dans les documents d'appel d'offres et dans les contrats en approvisionnement des organismes publics, - Le développement de lien entre la Table de concertation sur les acquisitions écoresponsables et l'Espace de concertation pour des acquisitions responsables, - Les formations sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité permanent des infrastructures concernant l'octroi des contrats municipaux	<p>Recueillir des informations sur les bonnes pratiques utilisées par les organismes municipaux quant à l'adjudication de leurs contrats, compilées dans des recueils, des inventaires ou des guides, et partager cette information auprès de l'ensemble des organismes.</p> <p>Assurer un suivi des recommandations et des pistes de réflexion du rapport du Groupe-conseil qui n'ont pas été prises en compte dans la préparation du projet de loi omnibus.</p> <p>Définir et mettre au point des mesures d'accompagnement pour les municipalités afin qu'elles s'acquittent adéquatement de leurs obligations en matière de contrats.</p> <p>Définir les besoins du gouvernement et des municipalités en matière d'information sur les contrats des organismes municipaux (prix, durée, coût final, etc.). Définir les outils pour recueillir, compiler, traiter et diffuser ces informations aux clientèles cibles.</p>	<p>Sous la présidence du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Union des municipalités du Québec, - Ville de Québec, - Ville de Montréal, - Fédération québécoise des municipalités. 	Aucun	<p>Au cours de l'année 2010-2011, le comité s'est réuni à quatre reprises et a abordé les sujets suivants en vue de recommandations futures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les visites de chantiers, - Le mode d'adjudication de contrat de services professionnels, - La formation des secrétaires de comité de sélection, - La préparation de guides par le ministère, - La règle de non-négociation avec le plus bas soumissionnaire, - Le refus de la soumission d'un soumissionnaire indésirable, - L'évaluation du rendement d'une entreprise, - La conformité administrative, - L'information aux soumissionnaires dont la soumission est non conforme, - La publication du rang des soumissions évaluées selon les critères qualité/prix, - La hausse du seuil d'assujettissement au processus d'adjudication (25 000 \$), - La location d'immeubles à long terme - Le rôle du BSDQ.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Sous-comité sur l'exemplarité de l'État pour l'élaboration du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020	Identifier, analyser et recommander des mesures visant les opérations de l'État qui sauront inspirer la société québécoise en lui montrant la voie à suivre en matière de réduction de gaz à effet dans la construction, la rénovation et la gestion des bâtiments, la gestion des parcs automobiles et des déplacements des employés ainsi que dans le domaine des achats.	<p>Sous la présidence du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du ministère des Services gouvernementaux, les participants à ce comité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Société immobilière du Québec, – Ministère des Transports, – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, – Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, – Secrétariat du Conseil du trésor, – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, – Agence de l'efficacité énergétique, – Ministère de la Santé et des Services sociaux, – Ministère des Relations internationales. 	Aucun	<p>Au cours de l'année 2010-2011, le comité s'est réuni à quatre reprises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'élaboration d'un document d'information sur l'état des lieux au Québec et à l'étranger. – La proposition des mesures pour l'élaboration du plan d'action sur les changements climatiques en concertation avec les autres sous-comités.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table des dirigeants principaux de l'information	<p>Ce lieu d'échange sur les grandes orientations stratégiques, permet notamment d'assurer un partenariat efficace favorisant la réalisation des grands projets en ressources informationnelles en appui à la transformation de l'État.</p> <p>Lors des rencontres, des groupes de travail thématiques ont été formés afin de contribuer à des initiatives dans différents domaines tels que la gestion des opérations et la maîtrise d'ouvrage des projets gouvernementaux.</p>	<p>Sous la responsabilité du ministère des Services gouvernementaux, regroupe un représentant provenant des 33 organisations suivantes :</p> <p>CARRA, CSPQ, MELS, MAMROT, MJQ, MRNF, RQ, MSP, MSSS, MTQ, RAMQ, RRQ, SAAQ Services Québec, CSST, ISQ, MAPAQ, MCCCCF, MCE, MDDEP, MDEIE, MESS, MFA, MFQ, MICC, MRI, MTO, SCT, DGE, la Sûreté du Québec, CNT, Assemblée Nationale, MTRV.</p>	Aucun	<p>La Table a été créée en décembre 2007.</p> <p>La première réunion a eu lieu le 22 février 2008 et les participants ont fait part de leurs préoccupations et de leurs attentes.</p> <p>Un processus de suivi des éléments abordés a été établi.</p> <p>Un groupe de travail, composé de membres de la Table, a été mis en place afin d'explorer des pistes de solutions quant à différentes préoccupations communes en matière de main d'œuvre dans les ressources informationnelles.</p> <p>Nombre de rencontres tenues depuis la création de ce comité : 19</p>
Comité stratégique du gouvernement en ligne	<p>Le mandat du comité consiste à émettre des avis sur les orientations et les stratégies à retenir pour répondre aux attentes du gouvernement en ce qui a trait à la prestation électronique de services.</p>	<p>Le comité est sous la responsabilité du ministère des Services gouvernementaux et les membres sont un sous-groupe des DPI sectoriels qui proviennent de ministères dont la prestation de service électronique est très développée, notamment :</p> <p>CARRA, MDDEP, MESS, RAMQ, MELS, MAMROT, Régie des rentes, SAAQ, Revenu Québec, MSSS.</p> <p>Les organismes du portefeuille que sont le Centre de services partagés du Québec et Services Québec (12 organisations).</p>	Aucun	<p>Ce comité a été créé au printemps 2009.</p> <p>Nombre de rencontres tenues depuis la création de ce comité : 10</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE				
Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table des conseillers en architecture d'entreprise	<p>Permettre aux ministères et aux organismes de contribuer à l'élaboration et/ou d'influencer les éléments structurants gouvernementaux tels que la vision cible en RI, la stratégie gouvernementale en RI et l'architecture d'entreprise.</p> <p>Améliorer la concertation entre les organismes centraux (ministère des Services gouvernementaux, Centre de services partagés du Québec et Services Québec) et les ministères et les organismes.</p> <p>Favoriser le partage des expertises et des connaissances pour améliorer et accélérer le déploiement du gouvernement en ligne.</p> <p>Identifier des opportunités de services communs et de projets structurants en vue d'accélérer la mise en œuvre du gouvernement en ligne.</p>	<p>Piloté par le ministère des Services gouvernementaux.</p> <p>La Table est composée de représentants des ministères ou d'organismes qui sont désignés officiellement par leur sous-ministre ou dirigeant d'organisme.</p> <p>Les ministères et les organismes participants sont :</p> <p>CARRA, CNT, CSPQ, CSST, DEC, DGE, ISQ, MAMR, MAPAQ, MCCCCF, MCE, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MFQ, MICC, MJQ, MRI, MRNF, MRQ, MSP, MSSS, MTO, MTQ, RAMQ, RRQ, SAAQ, SCT, Services Québec, SQ, TAQ.</p>	Aucun	<p>Au fil des sept rencontres régulières et des six rencontres en sous-groupes tenues en 2010-2011 les participants ont échangé et partagé des idées sur :</p> <ul style="list-style-type: none">– La vision de la contribution des RI aux objectifs prioritaires de l'État,– La vision gouvernementale pour le citoyen en ligne et l'entreprise en ligne,– La stratégie gouvernementale en RI,– L'architecture gouvernementale cible en RI et l'architecture d'entreprise gouvernementale,– La gouvernance des projets concertés. <p>De plus, plusieurs ministères et organismes ont profité de la table pour venir présenter les résultats de leurs travaux respectifs en ces matières, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">– Ministère des Relations internationales,– Centre de services partagés du Québec,– Ministère de la Sécurité publique,– Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs,– Ministère du Revenu du Québec,– Ministère de la Justice,– Services Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'orientation stratégique de la sécurité de l'information gouvernementale	Le Comité d'orientation stratégique de la sécurité de l'information gouvernementale a pour mandat de conseiller le ministère des Services gouvernementaux en matière de sécurité de l'information, et ce, en accord avec les objectifs et les principes directeurs énoncés dans la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale.	Hydro-Québec, Services Québec, CSPQ MSSS, MJQ, SAAQ, Office de protection du consommateur, MCE, MSG, Contrôleur des finances, MELS, MSP, RRQ, RQ, MAMROT, CSPQ-CERT/AQ, RAMQ, Sûreté du Québec.	Aucun	<p>Le Comité d'orientation stratégique de la sécurité de l'information gouvernementale a tenu deux réunions au cours desquelles les principaux thèmes suivants ont été abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – État de situation de la sécurité de l'information gouvernementale 2008-2009, – Bilan de la campagne de sensibilisation 2009, – Travaux du comité sur les menaces à la sécurité de l'information et présentation du rôle de la SQ, du MSP et du CERT/AQ, – Présentation de la directive sur la sécurité de l'information et du cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information.
Groupe de travail pancanadien sur l'assurance, l'identité et la confiance	<p>Le groupe de travail a pour mandat d'échanger et de réaliser des travaux sur la gestion de l'identité et des accès dans le but d'arriver à des standards et des processus pancanadiens sur ce thème.</p> <p>Le ministère des Services gouvernementaux représente le gouvernement du Québec à ce groupe de travail, lequel est coprésidé par le Secrétariat du Conseil du trésor fédéral, le ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario et le ministère des Services gouvernementaux du Québec.</p> <p>Ce groupe de travail dépend du Comité directeur de la gestion de l'identité, formé à l'initiative de la Table des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux sur la prestation de services.</p>	Interlocuteurs de toutes les provinces et territoires du Canada	Aucun	<p>Le Comité directeur sur la gestion de l'identité a piloté les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le modèle d'assurance pancanadien a été produit, toutes les juridictions ont validé et commenté le modèle. – Afin de valider le modèle d'assurance pancanadien, une démarche globale d'analyse d'impact a été réalisée en utilisant les outils développés par le Conseil des dirigeants principaux de l'information. – Des sous-comités ont travaillé à la réalisation de cas d'utilisation du modèle pour s'assurer de sa pertinence.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des gestionnaires en technologies de l'information / Commission gestion des ressources informationnelles	Le Forum des gestionnaires en technologies de l'information a pour mandat de promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, de favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres et les organismes centraux.	Plus de 60 organismes dont le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le ministère des Relations internationales, Revenu Québec, Services Québec, la Commission des normes du travail, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère des Services gouvernementaux, le ministère des Finances, le ministère de la Justice, le Centre de services partagés du Québec, et la Régie des rentes du Québec.	Aucun	Échange et partage des bonnes pratiques. Le ministère des Services gouvernementaux ne dispose pas de l'information.
Forum des gestionnaires en technologies de l'information / Commission gestion des ressources humaines	Cette commission privilégie la concertation, la consultation et le développement des compétences de ses membres en gestion des ressources humaines.	68 organisations dont : Le MRNF, la CNT, le MAMROT, le MELS, Revenu Québec, la RRQ, la RAMQ, le MTQ, le FGTI, l'OPQ, le MSG, le MRI, le MAPAQ, le CSPQ, le Bureau du coroner et la CARRA.	Aucun	Échange et partage des bonnes pratiques. Les rencontres se font à une fréquence mensuelle.
Comité des partenaires du Dossier de santé du Québec	Comité destiné au partage d'information dans le Dossier de santé du Québec.	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, ce comité regroupe des interlocuteurs du ministère de la Santé et des Services sociaux, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, du ministère des Services gouvernementaux, et d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux.	Aucun	Échange d'information sur le suivi des projets.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel en recherche et innovation	<p>Comité destiné à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'harmonisation, à la cohérence et à la complémentarité des actions en recherche, science, technologie et innovation. - Favoriser l'émergence d'orientations gouvernementales communes et développées en concertation. - S'assurer d'une mise en œuvre coordonnée des plans d'action, stratégiques et politiques. - Contribuer à l'évolution, l'adaptation et assurer le rayonnement de l'intervention gouvernementale en recherche, science, technologie et innovation 	<p>Sous la responsabilité du ministère du Développement économique, Innovation et Exportation, ce comité regroupe des interlocuteurs du :</p> <p>MAMR, MAPAQ, MCCF, MDDEP, MDEIE, MELs, MESS, MFA, MICC, MFQ, MRNF, MRQ, MRI MSG, MSP, MSSS, MTQ, MTRAV.</p>	Aucun	Échange d'information sur des problématiques à résoudre, plans de travail, création d'un comité de coordination chargé de préparer les rencontres du CIRI, de planifier et d'assurer la mise en œuvre et le suivi des travaux de chantiers à mettre en place, ainsi que d'actualiser la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.
Conseil de direction du partenariat du Système intégré d'information de Justice	<p>Le Conseil de direction du partenariat a pour mandat de désigner le directeur de réalisation sur recommandation du Centre de services partagés du Québec, de suivre et d'approuver les objets généraux et spécifiques du partenariat et le plan de réalisation annuel (activités, budget, ressources.</p> <p>Il fait rapport des travaux réalisés et de la projection des travaux à venir aux autorités des organisations partenaires. Il constitue l'instance décisionnelle en cas du non-règlement à l'amiable des litiges survenus entre les partenaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Justice, - Ministère de la sécurité publique, - Centre de services partagés du Québec, - Ministère des Services gouvernementaux. 	Aucun	Décisions et approbation des biens livrables du projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public	Le Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public constitue un lieu d'échange où les membres peuvent présenter leurs travaux, échanger des idées relatives à leurs projets en cours, élaborer de meilleures pratiques, ainsi que participer à la définition d'initiatives pancanadiennes afin d'assurer à chaque juridiction l'atteinte de leurs objectifs respectifs.	Dirigeants principaux de l'information des provinces du Canada	Aucun	Échange et partage d'information sur les travaux en cours dans chaque province. Analyse des opportunités de projets communs et partageables entre les provinces.
Groupes de travail interministériels pour le développement des projets stratégiques et des services communs (comités stratégiques, comités directeurs)	Définir, développer, mettre en œuvre, coordonner et suivre la réalisation de projets stratégiques et des services communs.	<p>Le ministère des Services gouvernementaux est responsable de plusieurs groupes de travail interministériels pour la mise en place et la coordination de projets stratégiques et de services communs tels que clicSÉCUR ou le Dossier citoyen.</p> <p>Ces groupes de travail sont créés avec des représentants des ministères et organismes concernés par les différents projets, le tout, en fonction des différents volets de développement de ceux-ci. Services Québec et le CSPQ sont habituellement toujours au nombre des membres. Par ailleurs, le Ministère participe aux comités interministériels sous la responsabilité de Services Québec concernant le Portail gouvernemental de services et l'Infothèque gouvernementale.</p>	Aucun	Les résultats se font sentir en continu. Au cours de la dernière année, plusieurs étapes ont été franchies notamment pour la mise en place de clicSÉCUR pour les entreprises.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'orientation des ressources humaines en ressources informationnelles	Élaborer des stratégies de développement des compétences en RI et les trois plans d'action annuels qui en découlent. Établir la liste des postes de niveau stratégique en RI. Préciser la définition des postes. Prioriser les actions à mener en matière de recrutement et de rétention du personnel en RI.	Sous la responsabilité du ministère des Services gouvernementaux, ce comité regroupe des représentants des organisations suivantes : CARRA, CSPQ (2), MESS, RQ, MSSS, RAMQ, SAAQ, SCT, ITIS, MSG (4).	Aucun	Ce comité a été créé en octobre 2008. Nombre de rencontres tenues depuis la création de ce comité : 3.
Comité directeur de la Stratégie numérique du Québec	Le Comité directeur de la stratégie numérique du Québec conseille et supporte le directeur principal de l'information dans l'élaboration de la Stratégie numérique du Québec et collabore à sa réalisation en déléguant des représentants ministériels dans les divers groupes de travail mis en place. Chacun des membres du comité veille à ce que les intérêts et les préoccupations liés au domaine de compétence de son ministère soient pris en compte dans les discussions et la réflexion poursuivies par chacun des groupes de travail.	Le comité est sous le leadership du ministère des Services gouvernementaux et réunit les représentants des ministères et organismes suivants : CRIQ, MAMROT, MAPAQ, MCCCCF, MCE, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MJQ, MRI, MRNF, MSP, MSSS, MTQ.	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> – Adoption de la structure et du mode de fonctionnement du projet, – Nomination de près de 50 représentants ministériels aux 5 groupes de travail mis sur pied dans le cadre de la Stratégie numérique du Québec, – Identification de plus de 300 organismes de la société civile à inviter à la préconsultation, – Approbation d'un document de préconsultation de la société civile faisant état de la situation, des enjeux et des défis à relever dans les différents champs de compétence du gouvernement du Québec. <p>Depuis le début du projet, soit mars 2010, onze rencontres se sont tenues.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur la Stratégie de l'entrepreneuriat	<p>Mandat général : Associer les MO à l'élaboration de la Stratégie de l'entrepreneuriat :</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Identifier et quantifier l'ensemble des programmes et des mesures en entrepreneuriat offerts par les MO; – Proposer, le cas échéant, de nouvelles initiatives ou incitatifs pour la future stratégie; – Analyser les mémoires déposés dans le cadre des consultations relevant des compétences de chaque MO; – Collaborer avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation sur les dossiers conjoints. 	<p>Les ministères et les organismes suivants étaient présents à la rencontre :</p> <p>MDDEP, MELS, MRNF, MAPAQ, FINANCES, MESS, TOURISME, MCE (Secrétariat à la jeunesse), SAA, MSG, MAMROT, MCCCC, ISQ, MESS, MRI.</p>	Aucun	<p>Une rencontre s'est tenue le 7 décembre 2010. L'objectif de la rencontre était de présenter l'état des travaux de développement de la stratégie et de permettre aux MO d'y contribuer. Dans ce contexte, le ministère des Services gouvernementaux a eu à proposer des organismes nationaux en vue du Forum sur l'entrepreneuriat.</p>
Comité de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels gouvernementaux	<p>Ce comité a le mandat d'identifier, en matière de gestion de la présence, les pistes de solution prioritaires pouvant être mises en place à court terme et celles qui, à long terme, auraient avantage à être analysées de façon plus approfondie.</p>	<p>Sous la responsabilité de la Régie de l'assurance maladie du Québec, ce comité regroupe des interlocuteurs du ministère des Services gouvernementaux, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Société de l'assurance automobile du Québec, de la Régie des rentes du Québec, du DE CET du MICC.</p>	Aucun	<p>Ce comité échange sur les règles différentes des ministères et des organismes en matière de gestion de la présence au Québec et de la gestion des adresses. Il discute sur les pistes de solutions envisagées.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 1 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2010-2011 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table gouvernementale aux affaires territoriales	<p>La Table gouvernementale aux affaires territoriales a été mise en place en 2005 dans le cadre du suivi du protocole d'entente signé par le Premier ministre et les présidents des conférences régionales des élus.</p> <p>La Table gouvernementale aux affaires territoriales constitue le lieu privilégié de discussions et d'échanges permettant aux ministères et aux organismes d'assurer la cohérence de leurs actions dans l'ensemble des régions et d'en rechercher la convergence au profit du développement régional.</p>	<p>La Table gouvernementale aux affaires territoriales regroupe les sous-ministres adjoints ou associés de même que les vice-présidents responsables des opérations régionales des ministères et des organismes suivants : MAMROT, MELS, MAPAQ, BCN, CSPQ, MCCCCF, MDDEP, MESS, MFA, MF, MICC, MRFN, MSSS, SAJ, SAA, SHQ, MSP, MTO, MTQ, MDEIE.</p>	Aucun	<p>Les membres se sont réunis à sept reprises. Les travaux ont porté essentiellement sur la démarche gouvernementale pour assurer la vitalité des territoires.</p>
Approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique	<p>Le 3 avril 2008, le Comité stratégique de la géomatique a approuvé le développement et la mise en œuvre d'une approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.</p> <p>Cette approche est fondée sur le développement de partenariats interministériels pour la diffusion, la production et la mise à jour en réseau de données géographiques ainsi que la réalisation de produits à valeur intégrée (produits intégrant différentes informations de nature géographique).</p> <p>Ce mode de fonctionnement implique la mise en commun d'information géographique partageable au bénéfice de tous les membres de la coopération (le partage des données géographiques inclut aussi les réseaux des ministères et des organismes qui peuvent contribuer à cette approche) ainsi que la mise en place d'outils et de services communs.</p>	<p>Actuellement, 22 MO sont partenaires de l'ACRI :</p> <p>Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune a choisi de se faire représenter par chacun de ses secteurs (8) ainsi que par la Direction générale de l'administration et de la connaissance géographique (1).</p> <p>Le directeur général adjoint de l'information géographique y est membre également à titre de responsable du Plan géomatique du gouvernement du Québec.</p> <p>Autres ministères ou organismes :</p> <p>CSPQ, CPTAQ, Commission de toponymie, DGE, FADQ, MAMROT, MAPAQ, MCCCCF, MDDEP, MELS, MESS, MFA, MRNF, MSSS, MSP, MSG, Ministère du Tourisme, MTQ, ISQ, Services Québec, SHQ, SQ.</p>	Aucun	<p>Un inventaire des initiatives en géomatique des MO a été réalisé, les modalités de partage de l'information géographique gouvernementale entre les MO et leurs réseaux ainsi que l'inventaire des données géographiques partageables sont en cours.</p> <p>C'est le cas également pour quelques productions en coopération d'information géographique, l'élaboration d'une stratégie de diffusion de l'information géographique gouvernementale aux citoyens et aux entreprises ainsi que la préparation d'un plan de communication pour l'ACRI. De plus, il faut ajouter les travaux de déploiement du Catalogue d'information géographique gouvernementale.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
010-Culture, Communication et Condition féminine		35
030-Relations internationales		14
040-Services gouvernementaux		5
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		17
055-Immigration et Communautés culturelles		42
060-Santé et Services sociaux		49
063-Régie des rentes du Québec		50
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		82
065-Famille et Aînés		31
075-Travail		2
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3	114
095-Sécurité publique		158
140-Conseil exécutif		19
160-Conseil du trésor		24
210-Finances		23

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).
 Les données excluent la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à la paie 24 (février 2011).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE		
Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		92
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		22
256-Bureau des audiences publiques environnementales		1
278-Commission de l'équité salariale		10
280-Développement économique, Innovation et Exportation		63
285-Commission des relations du travail		1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	19	42
323-Institut de la statistique du Québec		26
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec		7
343-Services Québec	1	32
344-Office de la protection du consommateur		2
347-Centre de services partagés du Québec		100
350-Éducation, du Loisir et du Sport		237
360-Office des professions du Québec		1
367-Régie du bâtiment du Québec		24

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).

Les données excluent la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à la paie 24 (février 2011).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
370-Assemblée nationale		32
374-Vérificateur général		2
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	4	132
386-Régie des alcools, des courses et des jeux		13
390-Sûreté du Québec		23
400-Justice		153
408-Commission d'accès à l'information		3
414-Commission des lésions professionnelles		11
430-Commission de la fonction publique		3
440-Revenu	127	877
450-Tribunal administratif du Québec		13
510-Régie du logement		3
520-La Financière agricole du Québec	14	28
538-Office des personnes handicapées		15
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		36

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).
Les données excluent la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à la paie 24 (février 2011).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
560-Curateur public		42
600-Ressources naturelles et de la Faune	22	157
630-Directeur général des élections		22
660-Conseil du statut de la femme		4
690-Conseil supérieur de la langue française		1
700-Emploi et Solidarité sociale		174
702-Commission des normes du travail		25
710-Office québécois de la langue française		5
730-Société d'habitation du Québec		9
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		1
802-Fonds forestier	10	629
807-Fonds des réseaux de transport terrestre	7	90
808-Fonds de perception		123
812-Fonds des services de police		46
814-Fonds de partenariat touristique		21

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).
 Les données excluent la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à la paie 24 (février 2011).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 3 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		4
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		12
824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	2	
825-Fonds des technologies de l'information-MRQ		12
830-Commission des transports du Québec		11
850-Transports	9	259
865-Fonds d'information géographique		6
873-FSG - service aérien gouvernemental		18
874-Fonds de financement regroupé		1
878-Fonds des registres du ministère de la Justice		4
889-Fonds des pensions alimentaires		82
890-Fonds de l'information foncière		24
Total	218	4 451

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).
Les données excluent la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à la paie 24 (février 2011).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
MINISTÈRE/ORGANISME	NOMBRE
055-Immigration et Communautés culturelles	1
060-Santé et Services sociaux	1
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	4
095-Sécurité publique	2
320-Société de l'assurance automobile du Québec	4
323-Institut de la statistique du Québec	8
343-Services Québec	3
347-Centre de services partagés du Québec	1
350-Éducation, du Loisir et du Sport	1
367-Régie du bâtiment du Québec	1
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	2
400-Justice	2
440-Revenu	15
520-La Financière agricole du Québec	1
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1

Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39). En date de la paie 24.

Les données n'incluent pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 4 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
MINISTÈRE/ORGANISME	NOMBRE
600-Ressources naturelles et de la Faune	1
700-Emploi et Solidarité sociale	4
820- Fonds des réseaux de transport terrestre	3
808-Fonds de perception	3
850-Transports	13
TOTAL	73

Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39). En date de la paie 24.
Les données n'ont pas été vérifiées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2010-2011 et comparaison avec les quatre années précédentes

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre	24	26	28	25	16
Pourcentage	6,4 %	7,5 %	7,9 %	7,33 %	4,41 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 6 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2009-2010 et pour 2010-2011

	2009-2010	2010-2011 ³
Nombre d'employés occasionnels devenus réguliers	1 815	2 764
Nombre d'employés occasionnels ²	22 952	22 957
Pourcentage des employés occasionnels devenus réguliers	7,9%	12,0%

1. Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Nombre de personnes différentes qui ont été occasionnels au cours de l'année.

3. 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 7 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère, et pour tous les organismes sous sa juridiction, pour l'année 2011-2012

- Le budget de dépenses a été établi, en 2011-2012, en fonction d'une croissance de 2,4 % des dépenses de programmes, soit une augmentation de 1 465,0 millions de dollars. La croissance a principalement été accordée à la santé, à l'éducation et à la famille.
 - Santé et services sociaux : 3,6 % (+ 1 024,9 M\$)
 - Éducation, Loisir et Sport : 2,2 % (+ 328,0 M\$)
 - Famille et Aînés : 6,1 % (+ 137,1 M\$)
 - Autres portefeuilles : (0,2) % (- 25,0 M\$)
- Le budget de dépenses de l'ensemble des autres portefeuilles demeure globalement au même niveau, en 2011-2012, avec une diminution de 0,2 %.
 - Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire : - 5,3 % (- 98,1 M\$) :

Notamment en raison du retrait des montants requis pour le paiement du service de la dette de la Société québécoise d'assainissement des eaux et de la mise en place des mesures prévues au Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014. La diminution est en partie compensée par l'augmentation du coût des programmes d'infrastructure et par les sommes additionnelles prévues à l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités;
 - Agriculture, Pêcheries et Alimentation : 0,6 % (+ 6,6 M\$) :

En raison principalement d'un report de 2010-2011 à une année ultérieure de montants prévus pour les mesures d'adaptation des entreprises agricoles.
 - Assemblée nationale : - 0,1 % (- 0,1 M\$) :

Principalement en raison d'une réévaluation à la baisse du coût des régimes de retraite.
 - Conseil du trésor et Administration gouvernementale : - 10,0 %¹ (+ 249,6 M\$) :

En excluant le montant de 324,9 M\$ prévu au Fonds de suppléance, le budget du Conseil du trésor et de l'Administration gouvernementale diminue de 75,3 M\$, attribuable principalement à des ajustements reliés à l'équité salariale, à des modifications apportées aux régimes de retraite dans le cadre des négociations avec les centrales syndicales, à la mise en œuvre du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014 et à des mesures d'économies additionnelles. En considérant notamment le montant prévu au Fonds de suppléance en 2011-2012 pour l'équité salariale, la diminution serait ramenée de 75,3 M\$ à 30,7 M\$.
 - Conseil exécutif : 6,5 %² (+ 35,0 M\$) :

En excluant l'effet de la Provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales qui permet des transferts à d'autres programmes du gouvernement, le budget du ministère du Conseil exécutif est majoré de 21,4 M\$. Cette hausse résulte principalement des indexations et des ajustements des ententes autochtones totalisant 15,0 M\$ ainsi que des coûts liés à la Stratégie d'action jeunesse.
 - Culture, Communications et Condition féminine : 2,5 % (+ 16,4 M\$) :

Cette hausse s'explique notamment par les besoins de 32,6 M\$ liés à la salle de concert de l'Adresse symphonique, compensés par diverses mesures d'économies prises dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire du gouvernement pour 2013-2014 ainsi que par le retrait de mesures non récurrentes.

¹ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2011-2012 le programme Fonds de suppléance.

² Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2010-2011 la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 7 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère, et pour tous les organismes sous sa juridiction, pour l'année 2011-2012

- Développement durable, Environnement et Parcs : - 3,1 % (- 6,6 M\$) :

Cette baisse s'explique principalement par le retrait de dépenses non récurrentes et par des mesures d'économies.

- Développement économique, Innovation et Exportation : - 2,8 % (- 26,0 M\$) :

Cette variation s'explique par une diminution de 123,1 M\$ des crédits affectés au Fonds du développement économique, principalement reliée à la fin du programme RENFORT, ainsi qu'à des mesures d'économies liées au Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014. Cette diminution est en partie compensée par des hausses de 76,7 M\$ pour le renouvellement de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013 et de 24,2 M\$ pour les infrastructures de recherche.

- Emploi et solidarité sociale : 0,1 %³ (- 65,8 M\$) :

Cette diminution s'explique essentiellement par une somme de 75,0 M\$ reçue en 2010-2011 de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants, auquel s'ajoute l'effet escompté en 2011-2012 de la baisse de la clientèle aux programmes d'aide financière de derniers recours et les mesures d'économies découlant du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014. Cette diminution est en partie compensée par l'impact de l'indexation des prestations d'aide financière de dernier recours et par les engagements du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015.

- Finances : 10,6 %⁴ (+ 72,1 M\$) :

Cette augmentation s'explique notamment par la contribution gouvernementale de 14,3 M\$ à la Société de financement des infrastructures locales du Québec et par le rétablissement de la provision pour des initiatives concernant les revenus de 61,3 M\$ compensée en partie par des mesures d'économies.

- Immigration et Communautés culturelles : 1,2 %⁵ (+ 127,6 M\$) :

Cette hausse s'explique par le rétablissement de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants compensée en partie par la comptabilisation des dépenses liées à la sélection des immigrants financée par le mécanisme du crédit au net en 2010-2011.

- Justice : - 1,9 %⁶ (- 17,1 M\$) :

En raison notamment de fluctuations à l'indemnisation des victimes d'actes criminels et du retrait de dépenses non récurrentes réalisées en 2010-2011, notamment le versement d'une indemnité dans le cadre d'une entente hors cour conclue par le Procureur général, la tenue de la Commission d'enquête sur le processus de nomination des juges et le transfert d'une somme provenant de la provision du ministère des Finances pour enrayer le travail au noir et l'évasion fiscale.

³ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2010-2011 la provision pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants et en excluant de la dépense probable les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants et de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

⁴ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2010-2011 la provision pour des initiatives concernant les revenus.

⁵ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2010-2011 la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants, et en excluant de la dépense probable, les montants associés au crédit au net.

⁶ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation de projets de création d'emploi pour les étudiants, de la provision pour la Politique internationale du Québec ainsi que de la provision pour les initiatives concernant les revenus.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 7 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère, et pour tous les organismes sous sa juridiction, pour l'année 2011-2012

- Personnes désignées par l'Assemblée nationale 9,9 % (+ 7,0 M\$) :

Essentiellement en raison de l'ajout du budget du Commissaire à l'éthique et à la déontologie créé en janvier 2011, de l'augmentation du taux relatif au financement public des partis politiques et du déploiement du système informatique de gestion des événements provinciaux électoraux;

- Relations internationales : 1,0 % ⁷ (+ 1,1 M\$) :

Cette augmentation s'explique principalement par une somme qui a été transférée à d'autres ministères, en 2010-2011, à partir de la provision pour la réalisation de la Politique internationale du Québec et par l'application de mesures d'économies dans le cadre du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014;

- Ressources naturelles et Faune : - 12,3 % (- 76,6 M\$)

Compte tenu principalement des coûts supplémentaires et exceptionnels pour la suppression des feux de forêts en 2010-2011;

- Sécurité publique 0,8 % ⁸ (- 17,4 M\$) :

Cette baisse s'explique notamment par des sommes transférées en 2010-2011 en provenance de la provision du ministère des Finances pour des initiatives concernant les revenus et par les mesures de rationalisation prévues au Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014;

- Tourisme : 0,2 % (+ 0,2 M\$) :

Tient compte notamment de l'augmentation de 1,5 M\$ du plan de réfection majeure des immobilisations de la Régie des installations olympiques compensée par des mesures d'économies;

- Transports : 0,5 % (+ 3,8 M\$) :

Cette variation s'explique notamment par la hausse de 38,8 M\$ des coûts d'entretien des infrastructures routières, compensée par une baisse de 30,4 M\$ due à la modification du calendrier de versement de l'aide au réseau routier local et à des mesures d'économies;

- Travail : - 2,1 % ⁹ (- 11,7 M\$) :

Essentiellement attribuable à une somme de 11,0 M\$ transférée au cours de 2010-2011 de la provision du ministère des Finances pour des initiatives concernant les revenus et versée au titre des activités de la Commission de la construction du Québec et de la Régie du bâtiment du Québec visant à enrayer le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction ainsi qu'à l'application de mesures d'économies dans le cadre du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014.

⁷ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2011-2012 la provision pour la réalisation de la Politique internationale du Québec.

⁸ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant de la dépense probable les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus, la provision pour la réalisation de la Politique internationale du Québec, la provision pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants et de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

⁹ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant de la dépense probable les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus, de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales et de la provision pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
010-Culture, Communication et Condition féminine	Cadre		1	2				
	Professionnel	18	8	11	29	27	26	53
	Enseignant	47	19	10				
	Technicien	4	4	3	3	4	4	4
	Personnel de bureau	6	5	6	6	10	9	6
	Ouvrier	1						
Total 010-Culture, Communication et Condition féminine		76	37	32	38	41	39	63
030-Relations internationales	Professionnel	10	2	4	17	23	18	22
	Technicien	5	3	1	5	7	2	3
	Personnel de bureau	9	4	7	6	4	5	5
	Ouvrier				1	1		
Total 030-Relations internationales		24	9	12	29	35	25	30
040-Services gouvernementaux	Professionnel		4	5	4	8	16	18
	Technicien		3	1	2	2		
	Personnel de bureau		4	1	3	4	7	6
Total 040-Services gouvernementaux			11	7	9	14	23	24
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Professionnel	30	7	21	21	21	31	48
	Technicien	6	3	5	2	5	9	14
	Personnel de bureau	8	3	3	6	8	13	15
Total 050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		44	13	29	29	34	53	77
055-Immigration et Communautés culturelles	Cadre						1	1
	Professionnel	7	19	25	13	30	35	34
	Technicien	2		4	3	15	21	14
	Personnel de bureau		2	15	16	41	63	42
Total 055-Immigration et Communautés culturelles		9	21	44	32	86	120	91
060-Santé et Services sociaux	Cadre	6	2	2	2	2	2	2
	Professionnel	45	29	31	48	64	57	38
	Technicien	10	7	5	10	14	15	10
	Personnel de bureau	9	4	11	18	34	35	19
Total 060-Santé et Services sociaux		70	42	49	78	114	109	69

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011²
063-Régie des rentes du Québec	Professionnel	29	18	18	16	24	32	25
	Technicien	13	7	13	5	4	8	13
	Personnel de bureau	30	45	62	32	16	46	64
	Ouvrier			1	1			
Total 063-Régie des rentes du Québec		72	70	94	54	44	86	102
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Professionnel	22	21	50	47	67	63	58
	Technicien	42	19	19	28	49	62	67
	Personnel de bureau	21	11	17	29	39	40	32
	Ouvrier				2	2		
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		85	51	86	106	157	165	157
065-Famille et Aînés	Professionnel		7	6	17	29	25	35
	Technicien		2	2	4	3	4	13
	Personnel de bureau		1	2	5	7	4	12
Total 065-Famille et Aînés			10	10	26	39	33	60
075-Travail	Professionnel	7	3	4	6	9	4	5
	Technicien	5			1	1	2	1
	Personnel de bureau	3	1		4	12	10	11
Total 075-Travail		15	4	4	11	22	16	17
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Cadre	2	1	1	1	1		
	Professionnel	47	29	39	77	94	106	93
	Enseignant	2	7	15	26	16	15	4
	Technicien	22	13	45	107	93	90	86
	Personnel de bureau	11	8	16	18	16	22	24
	Ouvrier	1						
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		85	58	116	229	220	233	207

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période con-

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
095-Sécurité publique	Cadre	1	1	1	1	1	3	3
	Professionnel	59	30	55	77	83	61	49
	Technicien	25	22	20	24	20	17	15
	Personnel de bureau	27	19	21	33	47	46	54
	Agent de la paix	453	377	359	408	549	640	475
	Ouvrier	9	10	13	10	7	5	3
Total 095-Sécurité publique		574	459	469	553	707	772	599
140-Conseil exécutif	Cadre	1				2	3	1
	Professionnel	6	2	21	28	37	37	30
	Technicien	4	1	4	6	11	12	11
	Personnel de bureau	8	2	4	3	10	8	9
Total 140-Conseil exécutif		19	5	29	37	60	60	51
160-Conseil du trésor	Professionnel	22	16	15	22	30	36	39
	Technicien	5	5	3	4	6	6	12
	Personnel de bureau	6	6	8	10	12	18	19
Total 160-Conseil du trésor		33	27	26	36	48	60	70
188-Bureau de décision et de révision	Cadre						1	1
	Professionnel							1
	Personnel de bureau			1			1	1
Total 188-Bureau de décision et de révision				1			2	3
210-Finances	Cadre				1	1	1	
	Professionnel	26	14	21	24	46	44	44
	Technicien	7	3	4	4	3	1	12
	Personnel de bureau	8	1	3	4	7	7	10
Total 210-Finances		41	18	28	33	57	53	66
214-Conseil des relations interculturelles	Professionnel							1
Total 214-Conseil des relations interculturelles								1
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assu	Professionnel	15	8	11	12	25	28	42
	Technicien	4	1	1	32	46	52	34
	Personnel de bureau	7	5	6	24	41	59	89
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		26	14	18	68	112	139	165

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel				1	3	4	1
	Technicien			2	1	1	1	3
	Personnel de bureau			6	9	26	31	28
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales				8	11	30	36	32
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Professionnel	1	2	3	1	1	3	3
	Technicien					2	4	2
	Personnel de bureau	2	1				1	1
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		3	3	3	1	3	8	6
256-Bureau des audiences publiques environnementales	Professionnel	2	2	1	1	1	5	5
	Technicien				1		2	1
	Personnel de bureau	2	1	1		2	2	1
Total 256-Bureau des audiences publiques environnementales		4	3	2	2	3	9	7
278-Commission de l'équité salariale	Professionnel	4		1	4	4	7	12
	Technicien	1	1			1		
	Personnel de bureau	1	1			1	2	
Total 278-Commission de l'équité salariale		6	2	1	4	6	9	12
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Cadre				1	1	1	
	Professionnel	22	19	29	37	52	63	86
	Technicien	3		3	5	9	19	18
	Personnel de bureau	6	3	4	3	5	15	25
Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation		31	22	36	46	67	98	129
285-Commission des relations du travail	Professionnel	2	5	4	1	4	5	4
	Technicien					1	1	
	Personnel de bureau	2				6	6	1
Total 285-Commission des relations du travail		4	5	4	1	11	12	5
313-Agence de l'efficacité énergétique	Professionnel	2						
Total 313-Agence de l'efficacité énergétique		2						

1. Employés sur un poste récurrent assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Cadre	3	1	1	1	1	1	
	Professionnel	57	22	29	40	62	64	102
	Technicien	46	27	82	79	130	168	153
	Personnel de bureau	61	14	6	6	88	92	78
	Agent de la paix	15	10	25	33	15	20	19
	Ouvrier	2				1	1	
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		184	74	143	159	297	346	352
321-Fonds d'aide au recours collectifs	Personnel de bureau							1
Total 321-Fonds d'aide au recours collectifs								1
323-Institut de la statistique du Québec	Cadre				1	1		
	Professionnel	11	9	8	13	22	14	26
	Technicien	3			1	7	5	12
	Personnel de bureau	2	3	1	2	4	2	5
Total 323-Institut de la statistique du Québec		16	12	9	17	34	21	43
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec	Professionnel				2	4	5	8
	Technicien	1			1	2	2	2
	Personnel de bureau	2	2	5	2	8	9	7
Total 328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec		3	2	5	5	14	16	17
343-Services Québec	Professionnel			4	7	18	16	26
	Technicien					14	13	18
	Personnel de bureau			3	14	44	42	39
Total 343-Services Québec				7	21	76	71	83
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	1	1	4	3	2	2	1
	Technicien	2	3	3	8	7	10	6
	Personnel de bureau				2	2	1	1
Total 344-Office de la protection du consommateur		3	4	7	13	11	13	8

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
347-Centre de services partagés du Québec	Professionnel			23	42	102	93	111
	Technicien			9	20	56	77	115
	Personnel de bureau			5	16	36	52	51
	Ouvrier			1			1	3
Total 347-Centre de services partagés du Québec				38	78	194	223	280
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Cadre	1			1	1	2	2
	Professionnel	49	43	53	60	44	58	69
	Technicien	7	11	11	14	21	19	29
	Personnel de bureau	18	20	15	13	9	21	29
Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport		75	74	79	88	75	100	129
352-Régie du cinéma	Professionnel	3	1			1	2	1
	Technicien	1	1	1			1	2
	Personnel de bureau	2	2	2	1	1	1	
Total 352-Régie du cinéma		6	4	3	1	2	4	3
360-Office des professions du Québec	Cadre							1
	Professionnel	2	1	2	1	3	5	4
	Technicien	2			1	1		1
	Personnel de bureau					1	1	3
Total 360-Office des professions du Québec		4	1	2	2	5	6	9
366-Régie du bâtiment du Québec	Professionnel	1						
	Technicien	10						
	Personnel de bureau	7						
Total 366-Régie du bâtiment du Québec		18						
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre			2	1			
	Professionnel		6	7	12	12	12	12
	Technicien		24	20	35	43	43	39
	Personnel de bureau				3	17	30	23
Total 367-Régie du bâtiment du Québec			30	29	51	72	85	74
369-Registraire des entreprises	Professionnel	6						
	Personnel de bureau	5	1					
Total 369-Registraire des entreprises		11	1					

1. Employés sur un poste rétrogradés assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
370-Assemblée nationale	Cadre				1	1		
	Professionnel	9	9	10	14	19	22	17
	Technicien	4	9	13	10	16	17	15
	Personnel de bureau	10	9	13	14	9	12	20
	Agent de la paix			3	2	5	4	7
	Ouvrier						6	6
Total 370-Assemblée nationale		28	31	44	45	55	61	65
374-Vérificateur général	Cadre							1
	Professionnel	31	26	56	73	60	47	49
	Technicien		1	1		1		2
	Personnel de bureau	4	3	1		2	4	5
Total 374-Vérificateur général		35	30	58	73	63	51	57
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Professionnel	36	24	43	58	54	68	95
	Technicien	22	24	35	35	37	58	90
	Personnel de bureau	13	9	14	16	13	20	34
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs		71	57	92	109	104	146	219
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel					4	4	6
	Technicien					6	6	6
	Personnel de bureau					5	7	4
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux						15	17	16
390-Sûreté du Québec	Cadre			1				
	Professionnel	20	17	23	38	30	24	25
	Technicien	29	16	25	80	11	12	7
	Personnel de bureau	64	46	68	87	26	35	49
	Ouvrier	1	2	3	3	1		
Total 390-Sûreté du Québec		114	81	120	208	68	71	81
392-Régie des marchés agricoles du Québec	Professionnel				1	2	2	2
	Technicien			1	1			
	Personnel de bureau							1
Total 392-Régie des marchés agricoles du Québec				1	2	2	2	3

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
400-Justice	Cadre	1	1	1				1
	Professionnel	22	18	27	37	56	56	57
	Technicien	25	13	17	35	51	51	59
	Personnel de bureau	97	61	26	42	74	84	99
	Ouvrier						1	1
Total 400-Justice		145	93	71	114	181	192	217
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	3	2	3	2	6	5	7
	Technicien				1	4	3	
	Personnel de bureau	2	1	1	1	2	2	
Total 408-Commission d'accès à l'information		5	3	4	4	12	10	7
414-Commission des lésions professionnelles	Cadre					1		
	Professionnel	5	3	2	4	6	7	5
	Technicien	2			1	2	4	3
	Personnel de bureau	5	1	3	3	6	17	21
	Ouvrier	1						
Total 414-Commission des lésions professionnelles		13	4	5	8	15	28	29
430-Commission de la fonction publique	Professionnel	4		1		6	8	8
	Technicien				1	1	1	2
	Personnel de bureau					2	2	2
Total 430-Commission de la fonction publique		4		1	1	9	11	12
440-Revenu	Cadre	9						
	Professionnel	99	89	118	116	203	255	420
	Technicien	278	177	194	146	401	504	770
	Personnel de bureau	67	41	49	70	206	333	462
	Ouvrier		3	3	1		2	2
Total 440-Revenu		453	310	364	333	810	1 094	1 654

1. Employés sur un poste révisé assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011²
450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	2	1	3	1	1	2	4
	Technicien	2	2	2	5	9	10	5
	Personnel de bureau	5	3	1	2	5	5	8
	Ouvrier					1	1	
Total 450-Tribunal administratif du Québec		9	6	6	8	16	18	17
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel					2		
	Technicien			1	1			1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale				1	1	2		1
510-Régie du logement	Professionnel				3	7	5	2
	Technicien	1		1		1		3
	Personnel de bureau	6	6	7	6	12	19	13
Total 510-Régie du logement		7	6	8	9	20	24	18
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	8	10	13	10	13	7	10
	Technicien	10	4	2	5	16	13	10
	Personnel de bureau	5	3	4	4	4	5	6
Total 520-La Financière agricole du Québec		23	17	19	19	33	25	26
538-Office des personnes handicapées	Professionnel	9	6	5	5	10	7	12
	Technicien	1	1			1	1	
	Personnel de bureau	2	3	2	1	2		3
Total 538-Office des personnes handicapées		12	10	7	6	13	8	15
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre					2	4	5
	Professionnel	2				1	3	6
	Enseignant					21	21	1
	Technicien	1						
	Personnel de bureau	1			1	1		
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		4			1	25	28	12
560-Curateur public	Professionnel	20	14	24	20	38	39	37
	Technicien	8	4	2	3	25	29	25
	Personnel de bureau	4	4	1	3	11	15	13
Total 560-Curateur public		32	22	27	26	74	83	75

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
600-Ressources naturelles et de la Faune	Cadre		1	3	3	3	1	2
	Professionnel	25	21	30	48	104	119	201
	Technicien	18	19	12	23	52	67	151
	Personnel de bureau	8	1	10	12	22	29	32
	Agent de la paix			54	81	39	46	49
	Ouvrier			1	1	3	5	5
Total 600-Ressources naturelles et de la Faune		51	42	110	168	223	267	440
630-Directeur général des élections	Professionnel		6	11	10	8	9	15
	Technicien	3	1	3	3	10	12	7
	Personnel de bureau	3	2	2	4	8	11	2
	Ouvrier							1
Total 630-Directeur général des élections		6	9	16	17	26	32	25
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	1	1	1	3	2	3	4
	Technicien		1	1	1	2	2	1
	Personnel de bureau					1	1	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		1	2	2	4	5	6	6
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel	1		1	1	2	1	4
	Personnel de bureau	1			1	1	1	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		2		1	2	3	2	5
700-Emploi et Solidarité sociale	Cadre			1	1	3	1	1
	Professionnel	42	11	42	66	68	109	108
	Technicien	52	42	123	250	537	540	324
	Personnel de bureau	19	7	30	45	135	129	99
	Ouvrier					1	1	
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		113	60	196	362	744	780	532
702-Commission des normes du travail	Professionnel	9	6	8	7	9	12	7
	Technicien	26	12	10	4	4	8	13
	Personnel de bureau	7	8	11	9	7	11	17
Total 702-Commission des normes du travail		42	26	29	20	20	31	37

1. Employés sur un poste récurrent assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires¹ dans la fonction publique au 1^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011²
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	7	3	4	4	4	5	3
	Professionnel	92	111	141	153	201	206	185
	Technicien	76	84	103	105	135	149	186
	Personnel de bureau	30	28	55	55	88	119	119
	Ouvrier	1		2	2		1	3
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		206	226	305	319	428	480	496
710-Office québécois de la langue française	Cadre	1						
	Professionnel	15	6	2	5	4	23	22
	Technicien	1	1	1	1	5	6	3
	Personnel de bureau	5	3	3	3	2	4	9
Total 710-Office québécois de la langue française		22	10	6	9	11	33	34
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	6	8	7	17	25	34	33
	Technicien	3	3	2	1	1	4	9
	Personnel de bureau	6	2	5	4	3	11	13
	Ouvrier						1	1
Total 730-Société d'habitation du Québec		15	13	14	22	29	50	56
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Professionnel		1	1	1	3	3	3
	Personnel de bureau	1	1	1	1	1	2	2
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		1	2	2	2	4	5	5
802-Fonds forestier	Cadre	4		1		2	4	4
	Professionnel	25	23	25	34	25	29	28
	Technicien	31	31	25	13	8	11	10
	Personnel de bureau	1		2	3	7	6	7
Total 802-Fonds forestier		61	54	53	50	42	50	49
807-Fonds des réseaux de transport terrestre	Cadre							1
	Professionnel	36	26	44	74	89	93	110
	Technicien	22	22	29	45	86	118	139
	Personnel de bureau	8	3	8	13	20	21	37
	Ouvrier	1			3	3		1
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre		67	51	81	135	198	232	288

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
808-Fonds de perception	Professionnel	3	1	1	4	7	25	17
	Technicien	75	71	73	45	49	110	189
	Personnel de bureau	6	1	3	3	6	22	33
Total 808-Fonds de perception		84	73	77	52	62	157	239
810-Fonds information gouvernementale	Professionnel		3					
	Technicien	2						
	Ouvrier		1					
Total 810-Fonds information gouvernementale		2	4					
812-Fonds des services de police	Professionnel					13	13	16
	Technicien					72	30	26
	Personnel de bureau					43	37	31
	Ouvrier					2	2	2
Total 812-Fonds des services de police						130	82	75
814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	2	2	1	5	8	11	9
	Technicien			1	1	2	7	4
	Personnel de bureau	5	1	2	2		4	8
	Ouvrier						1	1
Total 814-Fonds de partenariat touristique		7	3	4	8	10	23	22
815-Fonds de développement du marché du travail	Cadre	1	1					
	Professionnel	16	9					
	Technicien	11	5					
	Personnel de bureau	1	3					
Total 815-Fonds de développement du marché du travail		29	18					
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences	Professionnel	1	1		3	6	5	5
	Technicien				2	2		
	Personnel de bureau					2	2	2
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		1	1		5	10	7	7

1. Employés sur un poste révisé assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre			2	3	5		
	Professionnel	2	1	1	1	1	1	2
	Technicien	3	4	2	1	1		
	Personnel de bureau	1		2	3	1		
	Ouvrier	1		2	2			
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		7	5	9	10	8	1	2
824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	Professionnel	1				1		
	Personnel de bureau	1	1					
	Ouvrier	1		3	3			
Total 824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ		3	1	3	3	1		
825-Fonds des technologies de l'information-MRQ	Professionnel	6	4	3	17	24	19	15
	Technicien	6	3	6	11	22	25	23
	Personnel de bureau	1						4
Total 825-Fonds des technologies de l'information-MRQ		13	7	9	28	46	44	42
828-Fonds des technologies de l'information-CT	Professionnel	1						
	Personnel de bureau	1						
Total 828-Fonds des technologies de l'information-CT		2						
829-Fonds de l'état civil	Professionnel	3	2	3	5			
	Technicien				2			
	Personnel de bureau	1		2	15			
	Ouvrier				1			
Total 829-Fonds de l'état civil		4	2	5	23			
830-Commission des transports du Québec	Professionnel	2			1	6	2	3
	Technicien				2	1	1	4
	Personnel de bureau	3	3	3	3	13	12	17
Total 830-Commission des transports du Québec		5	3	3	6	20	15	24

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE								
Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
850-Transports	Cadre				1	1	4	1
	Professionnel	34	12	17	36	56	51	65
	Technicien	24	14	31	44	68	82	97
	Personnel de bureau	14	9	14	14	20	40	34
	Ouvrier	25	23	27	58	74	109	119
Total 850-Transports		97	58	89	153	219	286	316
852-Faune Québec	Professionnel	3	3					
	Technicien	10	7					
	Personnel de bureau	13	12					
	Agent de la paix	10	14					
Total 852-Faune Québec		36	36					
862-Direction des technologies informationnelles et des communications	Professionnel	9	5					
	Technicien	5	1					
Total 862-Direction des technologies informationnelles et des communications		14	6					
863-FSG - fournitures et ameublement	Professionnel		2					
Total 863-FSG - fournitures et ameublement			2					
865-Fonds d'information géographique	Professionnel				1	1	1	1
	Technicien							
Total 865-Fonds d'information géographique					1	1	1	1
872-Fonds du BAVAC	Professionnel			2	1			
	Personnel de bureau			1	1	1	1	1
Total 872-Fonds du BAVAC				3	2	1	1	1
873-FSG - service aérien gouvernemental	Cadre			1	1			1
	Professionnel					1	1	
	Technicien	2		8	11	13	13	7
	Personnel de bureau	1						1
Total 873-FSG - service aérien gouvernemental		3		9	12	14	14	9
874-Fonds de financement regroupé	Professionnel	2	1	3	2	1	1	1
	Technicien							1
Total 874-Fonds de financement regroupé		2	1	3	2	1	1	2

1. Employés sur un poste rémunéré assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 9 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011 ²
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre							1
	Professionnel	3		2	4	8	4	5
	Technicien	9	15	12	13	3	1	9
	Personnel de bureau	1	1			1	1	2
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		13	16	14	17	12	6	17
880-FSG - service gouvernement courrier	Ouvrier	1						
Total 880-FSG - service gouvernement courrier		1						
888- Immigration	Professionnel	6						
	Technicien	1						
	Personnel de bureau	6						
Total 888- Immigration		13						
889-Fonds des pensions alimentaires	Professionnel				5	5	5	3
	Technicien				38	58	72	101
	Personnel de bureau				2	8	13	13
Total 889-Fonds des pensions alimentaires					45	71	90	117
890-Fonds de l'information foncière	Cadre				1	1	1	1
	Professionnel	13	5	8	7	22	29	24
	Technicien	5	2	2	2	15	23	22
	Personnel de bureau						3	5
Total 890-Fonds de l'information foncière		18	7	10	10	38	56	52
891-SSGIR	Professionnel	3	1					
Total 891-SSGIR		3	1					
893-FSG-services de télécommunications	Professionnel	1						
Total 893-FSG-services de télécommunications		1						
Total		3 443	2 495	3 311	4 322	6 584	7 666	8 465

1. Employés sur un poste régulier assujettis à la Loi sur la fonction publique et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

2. Paie 24 de février 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 10 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE							
Nombre d'effectifs ¹ temporaires qui ont eu le statut de permanence depuis 2004							
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011 ²
Nombre d'employés temporaires devenus permanents	3 932	2 828	362	866	1 446	1 895	2 327

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique

2. Avril 2010 au 31 décembre 2010

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
010-Culture, Communication et Condition féminine	Haute direction	4	6	5	5	6
	Cadre	41	36	37	34	34
	Professionnel	181	175	177	173	166
	Enseignant	106				
	Technicien	87	65	67	65	62
	Personnel de bureau	81	48	39	33	31
	Ouvrier	3	2	1		
Total 010-Culture, Communication et Condition féminine		503	332	326	310	299
030-Relations internationales	Haute direction	12	14	16	14	13
	Cadre	55	57	56	55	49
	Professionnel	153	155	145	152	150
	Technicien	61	56	50	56	54
	Personnel de bureau	68	69	62	53	40
	Ouvrier	1	1	1	2	2
Total 030-Relations internationales		350	352	330	332	308
040-Services gouvernementaux	Haute direction	2	4	3	4	3
	Cadre	13	13	13	17	17
	Professionnel	69	70	54	65	70
	Technicien	29	29	15	18	12
	Personnel de bureau	16	14	5	7	5
Total 040-Services gouvernementaux		129	130	90	111	107
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Haute direction	6	6	6	7	5
	Cadre	50	48	45	46	45
	Professionnel	276	231	215	208	214
	Technicien	93	83	71	74	72
	Personnel de bureau	82	78	62	49	42
	Ouvrier	4	4	3	3	3
Total 050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		511	450	402	387	381

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
055-Immigration et Communautés culturelles	Haute direction	2	4	4	4	4
	Cadre	47	48	53	49	51
	Professionnel	274	280	291	297	292
	Enseignant	110	101	98	89	78
	Technicien	173	166	170	151	157
	Personnel de bureau	193	174	162	148	155
Total 055-Immigration et Communautés culturelles		799	773	778	738	737
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	7	7	5	5	5
	Cadre	57	63	62	58	58
	Professionnel	383	373	367	337	338
	Technicien	80	74	82	82	80
	Personnel de bureau	131	111	83	76	70
	Ouvrier	1	1	1		
Total 060-Santé et Services sociaux		659	629	600	558	551
063-Régie des rentes du Québec	Haute direction	3	3	3	3	3
	Cadre	48	49	50	54	56
	Professionnel	376	369	376	397	429
	Technicien	199	209	209	207	194
	Personnel de bureau	367	360	344	303	277
	Ouvrier	2	2	3	2	2
Total 063-Régie des rentes du Québec		995	992	985	966	961
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Haute direction	1		5	5	5
	Cadre	75	72	64	68	67
	Professionnel	420	421	393	400	431
	Technicien	340	336	330	313	289
	Personnel de bureau	288	224	177	144	125
	Ouvrier	3	2	2	4	1
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 127	1 055	971	934	918

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
065-Famille et Aînés	Haute direction	4	5	5	4	3
	Cadre	19	19	20	25	25
	Professionnel	179	170	169	166	179
	Technicien	87	80	77	77	90
	Personnel de bureau	58	49	40	39	25
Total 065-Famille et Aînés		347	323	311	311	322
075-Travail	Haute direction	3	3	5	4	4
	Cadre	7	10	6	8	8
	Professionnel	58	52	54	57	55
	Technicien	21	24	20	19	21
	Personnel de bureau	27	22	21	24	21
Total 075-Travail		116	111	106	112	109
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	8	5	7	6	7
	Cadre	110	112	106	106	105
	Professionnel	619	580	572	554	585
	Enseignant	98	90	94	90	95
	Technicien	562	504	500	478	462
	Personnel de bureau	219	209	174	154	127
	Ouvrier	44	36	30	27	24
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		1 660	1 536	1 483	1 415	1 405
095-Sécurité publique	Haute direction	18	18	13	8	7
	Cadre	351	360	358	356	372
	Professionnel	766	741	697	704	691
	Technicien	256	262	215	197	198
	Personnel de bureau	424	385	294	285	246
	Ouvrier	91	87	86	81	71
	Agent de la paix	1 533	1 541	1 582	1 816	1 797
Total 095-Sécurité publique		3 439	3 394	3 245	3 447	3 382

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
140-Conseil exécutif	Haute direction	29	27	26	24	27
	Cadre	70	65	61	60	64
	Professionnel	297	276	275	257	249
	Technicien	71	67	62	62	58
	Personnel de bureau	64	56	44	36	29
Total 140-Conseil exécutif		531	491	468	439	427
160-Conseil du trésor	Haute direction	6	7	6	5	6
	Cadre	49	47	47	45	44
	Professionnel	178	179	174	168	180
	Technicien	47	44	49	46	47
	Personnel de bureau	50	40	29	19	17
Total 160-Conseil du trésor		330	317	305	283	294
188-Bureau de décision et de révision	Haute direction	3	2	2	2	2
	Cadre	2	2	1		1
	Professionnel	2	2	2	1	2
	Technicien	1	2	2	1	2
	Personnel de bureau	1	1	1	1	
Total 188-Bureau de décision et de révision		9	9	8	5	7
210-Finances	Haute direction	8	10	9	10	10
	Cadre	72	81	75	77	80
	Professionnel	335	319	299	270	280
	Technicien	93	87	73	61	51
	Personnel de bureau	65	48	38	29	21
	Ouvrier	3	3	3	3	2
Total 210-Finances		576	548	497	450	444
214-Conseil des relations interculturelles	Professionnel	3	2	4	3	2
	Technicien	1	1			
	Personnel de bureau	1	1	1	1	1
Total 214-Conseil des relations interculturelles		5	4	5	4	3

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Haute direction	3	3	3	3	2
	Cadre	29	30	33	33	38
	Professionnel	154	170	161	153	168
	Technicien	79	85	79	75	90
	Personnel de bureau	149	116	96	69	68
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		414	404	372	333	366
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Haute direction	2	2	2	2	2
	Cadre	3	2	3	3	4
	Professionnel	8	8	10	12	19
	Technicien	22	24	24	28	26
	Personnel de bureau	149	130	123	112	113
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		184	166	162	157	164
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Haute direction					1
	Cadre	4	5	5	5	5
	Professionnel	7	7	7	8	7
	Technicien	1	3	2	4	5
	Personnel de bureau	3	2	1	1	2
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		15	17	15	18	20
256-Bureau des audiences publiques environnementales	Haute direction	2	3	2	2	1
	Cadre	2	2	2	1	2
	Professionnel	22	23	22	18	17
	Technicien	10	8	10	8	7
	Personnel de bureau	7	6	3	3	4
Total 256-Bureau des audiences publiques environnementales		43	42	39	32	31
278-Commission de l'équité salariale	Haute direction		1	1	1	1
	Cadre	5	3	4	4	5
	Professionnel	27	29	22	25	18
	Technicien	4	3	4	5	3
	Personnel de bureau	8	7	5	4	3
Total 278-Commission de l'équité salariale		44	43	36	39	30

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Haute direction	8	8	8	7	8
	Cadre	71	69	68	69	67
	Professionnel	472	462	438	416	389
	Technicien	102	91	85	83	71
	Personnel de bureau	161	144	123	97	92
	Ouvrier	2	2	2	2	1
Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation		816	776	724	674	628
285-Commission des relations du travail	Haute direction			2	2	3
	Cadre	5	4	4	3	4
	Professionnel	27	32	33	33	30
	Technicien	13	12	16	14	16
	Personnel de bureau	25	22	18	18	21
Total 285-Commission des relations du travail		70	70	73	70	74
313-Agence de l'efficacité énergétique	Cadre	4				
	Professionnel	19				
	Technicien					
	Personnel de bureau	6				
Total 313-Agence de l'efficacité énergétique		29				
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction	6	7	8	9	8
	Cadre	166	169	172	168	171
	Professionnel	845	828	838	875	903
	Technicien	764	729	721	646	632
	Personnel de bureau	465	446	373	315	304
	Ouvrier	13	11	9	265	257
	Agent de la paix	274	270	270	8	8
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		2 533	2 460	2 391	2 286	2 283
321-Fonds d'aide au recours collectifs	Professionnel					1
	Technicien					1
Total 321-Fonds d'aide au recours collectifs						2

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction		1	1	1	1
	Cadre	10	11	12	17	18
	Professionnel	117	103	102	106	106
	Technicien	34	29	27	29	27
	Personnel de bureau	31	26	24	16	10
	Ouvrier	1				
Total 323-Institut de la statistique du Québec		193	170	166	169	162
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	1	1		1	3
	Cadre	3	3	4	4	3
	Professionnel	25	23	23	22	20
	Technicien	24	25	25	25	26
	Personnel de bureau	24	21	17	13	12
Total 328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec		77	73	69	65	64
343-Services Québec	Haute direction	3	4	3	2	1
	Cadre	38	36	51	54	48
	Professionnel	115	132	156	141	148
	Technicien	49	58	96	96	87
	Personnel de bureau	98	103	185	169	140
	Ouvrier			2	1	1
Total 343-Services Québec		303	333	493	463	425
344-Office de la protection du consommateur	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	10	8	8	9	8
	Professionnel	23	26	28	24	28
	Technicien	42	35	35	33	35
	Personnel de bureau	7	8	8	9	7
Total 344-Office de la protection du consommateur		83	78	80	76	79

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).
2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
347-Centre de services partagés du Québec	Haute direction	3	1	1	2	2
	Cadre	70	81	112	112	115
	Professionnel	475	471	725	781	819
	Technicien	273	292	498	437	378
	Personnel de bureau	176	170		162	146
	Ouvrier	32	31	26	19	12
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 029	1 046	1 362	1 513	1 472
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Haute direction	9	8	9	8	7
	Cadre	95	97	95	87	90
	Professionnel	610	592	586	577	542
	Technicien	214	207	213	184	179
	Personnel de bureau	308	293	239	191	145
	Ouvrier	4	4	3	3	3
Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport		1 240	1 201	1 145	1 050	966
352-Régie du cinéma	Haute direction					1
	Cadre	2	2	2	4	3
	Professionnel	18	15	19	17	16
	Technicien	11	11	8	8	7
	Personnel de bureau	9	10	11	9	7
	Ouvrier	1	1	1	1	1
Total 352-Régie du cinéma		41	39	41	39	35
359-Commission de recon. des assoc. des artistes et des assoc. des producteurs	Haute direction		1			
Total 359-Commission de recon. des			1			
360-Office des professions du Québec	Haute direction	1				
	Cadre	3	3	2	2	3
	Professionnel	14	14	14	16	20
	Technicien	9	9	8	9	7
	Personnel de bureau	6	5	4	4	4
Total 360-Office des professions du Québec		33	31	28	31	34

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars () de la paie 26 et celles de février de la paie 24. ()

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre	27	26	25	29	30
	Professionnel	60	59	67	59	64
	Technicien	140	131	130	129	154
	Personnel de bureau	95	86	74	54	42
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		322	302	296	271	290
369-Registraire des entreprises	Cadre	5				
	Professionnel	22				
	Technicien	14				
	Personnel de bureau	102				
Total 369-Registraire des entreprises		143				
370-Assemblée nationale	Haute direction	4	3	3	3	4
	Cadre	36	32	34	36	37
	Professionnel	150	145	142	145	146
	Technicien	141	144	142	141	137
	Personnel de bureau	92	85	77	66	57
	Ouvrier	40	38	37	30	32
	Agent de la paix	37	34	32	36	38
Total 370-Assemblée nationale		500	481	467	457	451
374-Vérificateur général	Haute direction	1	5	5	5	4
	Cadre	28	27	26	25	28
	Professionnel	131	126	145	152	152
	Technicien	11	9	11	13	12
	Personnel de bureau	12	13	12	7	6
Total 374-Vérificateur général		183	180	199	202	202
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Haute direction	6	7	7	7	7
	Cadre	87	88	89	91	86
	Professionnel	678	664	666	654	639
	Technicien	506	484	469	449	433
	Personnel de bureau	202	191	178	153	127
	Ouvrier	9	7	6	5	4
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs		1 488	1 441	1 415	1 359	1 296

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Haute direction			5	6	3
	Cadre			9	7	7
	Professionnel			31	28	28
	Technicien			54	46	46
	Personnel de bureau			50	46	36
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux				149	133	120
390-Sûreté du Québec	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	54	54	29	28	25
	Professionnel	262	270	179	183	182
	Technicien	404	396	151	158	147
	Personnel de bureau	711	695	272	250	237
	Ouvrier	19	18		1	1
Total 390-Sûreté du Québec		1 451	1 434	632	621	593
392-Régie des marchés agricoles du Québec	Haute direction	2	3	4	4	2
	Cadre	1	1	2	1	2
	Professionnel	14	13	10	10	11
	Technicien	10	12	13	12	13
	Personnel de bureau	8	7	6	7	4
Total 392-Régie des marchés agricoles du Québec		35	36	35	34	32
400-Justice	Haute direction	5	7	5	4	3
	Cadre	123	127	127	124	131
	Professionnel	524	496	506	467	487
	Technicien	385	359	363	342	331
	Personnel de bureau	1 025	931	824	721	643
	Ouvrier	1	1	1		
Total 400-Justice		2 063	1 921	1 826	1 658	1 595

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars () de la paie 26 et celles de février de la paie 24. ()

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
408-Commission d'accès à l'information	Haute direction	3	3	3	4	3
	Cadre	1	2	4	4	5
	Professionnel	12	13	16	18	18
	Technicien	7	6	6	6	7
	Personnel de bureau	10	6	6	7	9
Total 408-Commission d'accès à l'information		33	30	35	39	42
411-Commissaire de l'industrie de la construction	Haute direction	2	2			
	Technicien	1	1			
	Personnel de bureau	3	3			
Total 411-Commissaire de l'industrie de la construction		6	6			
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction	70	67	62	64	61
	Cadre	6	7	6	3	5
	Professionnel	103	102	99	96	99
	Technicien	50	48	48	52	50
	Personnel de bureau	140	132	124	104	102
	Ouvrier	2	2	2	1	1
Total 414-Commission des lésions professionnelles		371	358	341	320	318
430-Commission de la fonction publique	Haute direction	3	4	4	4	4
	Cadre	2	2	2	2	2
	Professionnel	15	20	15	13	13
	Technicien	3	3	2	3	2
	Personnel de bureau	5	7	3	2	4
Total 430-Commission de la fonction publique		28	36	26	24	25
440-Revenu	Haute direction	7	6	6	6	6
	Cadre	372	370	380	395	405
	Professionnel	2 037	2 037	2 079	2 146	2 349
	Technicien	2 286	2 015	1 925	1 781	1 706
	Personnel de bureau	1 175	1 094	957	820	749
	Ouvrier	8	9	10	10	8
Total 440-Revenu		5 885	5 531	5 357	5 158	5 223

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
450-Tribunal administratif du Québec	Cadre	9	9	8	11	9
	Professionnel	26	23	20	17	16
	Technicien	41	37	40	34	37
	Personnel de bureau	69	65	57	48	47
	Total 450-Tribunal administratif du Québec	145	134	125	110	109
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	1	1	1	1	1
	Professionnel	5	7	7	7	8
	Technicien	1	3	3	3	3
	Personnel de bureau	1		1	1	1
	Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	9	12	13	13	14
510-Régie du logement	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	5	6	5	8	8
	Professionnel	17	10	10	15	17
	Technicien	14	5	9	10	10
	Personnel de bureau	119	114	106	94	91
	Total 510-Régie du logement	156	136	131	128	127
520-La Financière agricole du Québec	Haute direction	5	6	5	4	4
	Cadre	35	33	33	36	34
	Professionnel	253	249	250	236	242
	Technicien	132	131	120	119	119
	Personnel de bureau	89	86	82	74	67
	Total 520-La Financière agricole du Québec	514	505	490	469	466
538-Office des personnes handicapées	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	6	7	7	7	6
	Professionnel	66	63	59	54	58
	Technicien	22	20	21	21	21
	Personnel de bureau	19	20	17	15	11
	Total 538-Office des personnes handicapées	114	111	105	98	97

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars s'entendent de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	13	13	12	12	11
	Professionnel	21	20	22	20	19
	Enseignant	30	27	24	21	39
	Technicien	31	32	31	28	27
	Personnel de bureau	22	20	17	15	12
	Ouvrier	9	10	8	7	5
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		127	123	115	104	114
560-Curateur public	Haute direction	3	3	1	1	1
	Cadre	36	34	33	29	34
	Professionnel	219	231	236	232	233
	Technicien	119	124	119	114	116
	Personnel de bureau	70	65	56	51	46
Total 560-Curateur public		447	457	445	427	430
600-Ressources naturelles et de la Faune	Haute direction	5	5	6	7	7
	Cadre	154	163	204	197	191
	Professionnel	575	608	681	677	707
	Technicien	457	486	786	746	668
	Personnel de bureau	284	284	305	261	228
	Ouvrier	19	17	14	265	262
	Agent de la paix	270	256	293	10	9
Total 600-Ressources naturelles et de la Faune		1 764	1 819	2 289	2 163	2 072
630-Directeur général des élections	Haute direction	1	1	1	1	2
	Cadre	16	19	21	20	17
	Professionnel	72	81	88	84	83
	Technicien	43	42	38	42	47
	Personnel de bureau	34	34	30	25	27
	Ouvrier	2	1	1	2	2
Total 630-Directeur général des élections		168	178	179	174	178

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
660-Conseil du statut de la femme	Cadre	2	3	4	4	4
	Professionnel	21	19	17	15	14
	Technicien	10	8	8	8	9
	Personnel de bureau	14	13	11	9	7
	Total 660-Conseil du statut de la femme	47	43	40	36	34
690-Conseil supérieur de la langue française	Cadre	1	1	1	2	1
	Professionnel	4	5	5	3	1
	Technicien	1	1	1		
	Personnel de bureau	5	4	3	2	2
	Total 690-Conseil supérieur de la langue française	11	11	10	7	4
700-Emploi et Solidarité sociale	Haute direction	7	7	8	6	5
	Cadre	322	332	286	299	296
	Professionnel	1 333	1 345	1 104	1 130	1 140
	Technicien	2 722	2 650	2 378	2 233	2 249
	Personnel de bureau	843	757	610	537	504
	Ouvrier	6	4	4	4	3
	Total 700-Emploi et Solidarité sociale	5 233	5 095	4 390	4 209	4 197
702-Commission des normes du travail	Haute direction	3	2	3	3	2
	Cadre	31	28	28	29	26
	Professionnel	211	212	209	197	193
	Technicien	157	152	154	146	130
	Personnel de bureau	92	86	73	60	48
	Ouvrier	1	1	1	1	
	Total 702-Commission des normes du travail	495	481	468	436	399

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars s'entendent de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Haute direction	5	7	5	5	5
	Cadre	194	190	195	191	201
	Professionnel	1 505	1 486	1 455	1 446	1 484
	Technicien	964	956	948	908	875
	Personnel de bureau	508	468	434	392	383
	Ouvrier	14	11	9	6	5
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		3 190	3 118	3 046	2 948	2 953
710-Office québécois de la langue française	Haute direction	1	1	1	1	
	Cadre	17	17	17	15	12
	Professionnel	138	128	125	114	110
	Technicien	38	38	37	36	30
	Personnel de bureau	37	34	29	24	18
Total 710-Office québécois de la langue française		231	218	209	190	170
730-Société d'habitation du Québec	Haute direction	2	2	2	1	1
	Cadre	22	22	22	23	25
	Professionnel	174	172	164	173	186
	Technicien	77	79	80	77	69
	Personnel de bureau	58	49	44	38	33
	Ouvrier	1	1			
Total 730-Société d'habitation du Québec		334	325	312	312	314
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Cadre	2	3	3	3	3
	Professionnel	12	15	12	11	13
	Technicien	1			1	1
	Personnel de bureau	6	6	5	4	3
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		21	24	20	19	20

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
802-Fonds forestier	Haute direction	1				
	Cadre	88	87	37	38	34
	Professionnel	306	248	163	155	156
	Technicien	572	507	141	131	120
	Personnel de bureau	125	87	23	25	24
Total 802-Fonds forestier		1 092	929	364	349	334
807-Fonds des réseaux de transport terrestre	Cadre	103	100	94	94	93
	Professionnel	639	613	602	609	641
	Technicien	782	767	775	733	729
	Personnel de bureau	261	254	239	197	173
	Ouvrier	13	11	11	8	6
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre		1 798	1 745	1 721	1 641	1 642
808-Fonds de perception	Haute direction		1	1	1	1
	Cadre	45	43	54	54	51
	Professionnel	94	114	117	154	181
	Technicien	492	486	462	397	357
	Personnel de bureau	82	83	73	60	52
Total 808-Fonds de perception		713	727	707	666	642
812-Fonds des services de police	Cadre			30	28	30
	Professionnel			86	83	88
	Technicien			253	284	275
	Personnel de bureau			399	396	371
	Ouvrier			17	16	16
Total 812-Fonds des services de police				785	807	780
813-Fonds québécois d'initiatives sociales	Cadre	1				
	Professionnel	2				
	Technicien	1				
Total 813-Fonds québécois d'initiatives sociales		4				

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars () de la paie 26 et celles de février de la paie 24. () ()

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
814-Fonds de partenariat touristique	Haute direction	3	2	2	1	1
	Cadre	19	18	17	17	16
	Professionnel	96	93	96	88	89
	Technicien	69	67	65	62	65
	Personnel de bureau	79	75	68	56	54
	Ouvrier	3	3	3	3	3
Total 814-Fonds de partenariat touristique		269	258	251	227	228
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Cadre	1	1	1	2	2
	Professionnel	8	7	6	9	11
	Technicien	5	5	5	4	2
	Personnel de bureau	5	5	5	5	5
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		19	18	17	20	20
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre	31	28	30	31	27
	Professionnel	17	16	18	17	18
	Technicien	33	35	32	32	31
	Personnel de bureau	22	16	18	18	11
	Ouvrier	106	98	86	68	49
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		209	193	184	166	136
824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	Cadre	4	4	2	1	
	Professionnel	7	4	2	2	
	Technicien	5	4			
	Personnel de bureau	4	4			
	Ouvrier	5	5			
Total 824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ		25	21	4	3	
825-Fonds des technologies de l'information-MRQ	Cadre	1				2
	Professionnel	167	151	139	151	169
	Technicien	87	65	61	62	44
	Personnel de bureau	6	10	9	7	6
Total 825-Fonds des technologies de l'information-MRQ		261	226	209	220	221

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
829-Fonds de l'état civil	Cadre	10	9			
	Professionnel	14	16			
	Technicien	9	18			
	Personnel de bureau	82	66			
	Ouvrier	2	2			
Total 829-Fonds de l'état civil		117	111			
830-Commission des transports du Québec	Haute direction	5	5	5	5	3
	Cadre	8	8	8	8	8
	Professionnel	31	31	27	29	29
	Technicien	38	38	38	35	26
	Personnel de bureau	46	43	37	26	25
Total 830-Commission des transports du Québec		128	125	115	103	91
850-Transports	Haute direction	8	7	7	7	7
	Cadre	211	199	196	199	202
	Professionnel	502	470	461	480	490
	Technicien	482	467	428	409	388
	Personnel de bureau	336	273	219	176	156
	Ouvrier	705	620	568	518	495
Total 850-Transports		2 244	2 036	1 879	1 789	1 738
865-Fonds d'information géographique	Cadre	1	1			
	Professionnel	2	2	2	2	2
	Technicien	6	7	7	5	6
	Personnel de bureau	3	1			
	Ouvrier	1	1	1		
Total 865-Fonds d'information géographique		13	12	10	7	8
872-Fonds du BAVAC	Cadre		1	1	1	1
	Professionnel		1	2	2	2
	Technicien	1		1	1	1
Total 872-Fonds du BAVAC		1	2	4	4	4

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars () de la paie 26 et celles de février de la paie 24. ()

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
873-FSG - service aérien gouvernemental	Cadre	8	8	8	8	7
	Professionnel	9	7	8	7	5
	Technicien	116	111	109	105	111
	Personnel de bureau	15	13	10	7	5
	Ouvrier	2	2	2	2	2
Total 873-FSG - service aérien gouvernemental		150	141	137	129	130
874-Fonds de financement regroupé	Cadre	2	2	2	2	
	Professionnel	8	8	9	9	7
	Technicien	1				
	Personnel de bureau	1				
Total 874-Fonds de financement regroupé		12	10	11	11	7
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre	7	5	5	5	6
	Professionnel	30	27	26	29	28
	Technicien	47	47	55	55	49
	Personnel de bureau	35	28	20	18	16
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		119	107	106	107	99
889-Fonds des pensions alimentaires	Cadre		20	20	20	18
	Professionnel		43	43	50	66
	Technicien		282	287	263	251
	Personnel de bureau		26	26	21	20
Total 889-Fonds des pensions alimentaires			371	376	354	355
890-Fonds de l'information foncière	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	30	30	30	28	30
	Professionnel	106	99	92	87	97
	Technicien	133	123	110	91	77
	Personnel de bureau	88	78	26	19	14
	Ouvrier	1	1	1	1	1
Total 890-Fonds de l'information foncière		359	332	260	227	220

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE 11 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 ^{er} mars 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	FÉVRIER 2011
896-Secrétariat à la politique linguistique	Haute direction	1	1	2	1	
	Cadre	1	1	1	1	
	Professionnel	4	4	3	5	
	Technicien	1	1	2	2	
	Personnel de bureau	2	2	1	1	
Total 896-Secrétariat à la politique linguistique		9	9	9	10	
899-Capitale financière agricole inc.	Haute direction	1	1	1		
	Cadre	1				
	Professionnel		1			
Total 899-Capitale financière agricole inc.		2	2	1		
Total		52 291	50 317	48 421	46 776	46 030

1. Employés réguliers permanents assujettis à la Loi sur la fonction publique (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

2. Les données de mars de la paie 26 et celles de février de la paie 24.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 12 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE
Aide financière aux études (UAS)	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministère de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI)	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministère des Transports
Centre de perception fiscale (CPI) « fonds de perception »	Ministère du Revenu
Centre de recouvrement (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Contrôle routier Québec (CPI)	Ministère des Transports et Société de l'assurance automobile du Québec
Emploi-Québec (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Géologie Québec (UAS)	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministère de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI)	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Régie du logement (CPI)	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

UAS : Unité autonome de services

CPI : Convention de performance et d'imputabilité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 12 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE
Régie des rentes du Québec (CPI)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Revenu Québec	Ministère du Revenu
Service aérien gouvernemental(CPI)	Ministère des Services gouvernementaux
Transformation Alimentaire Québec (CPI)	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

UAS : Unité autonome de services .
CPI : Convention de performance et d'imputabilité

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des unités autonomes de services, le nombre d'employés et la date d'entrée en opération		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TOTAL UTILISÉ 2010-2011¹	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Aide financière aux études (UAS) « MELS »	297	1997-04-08
Bureau des infractions et amendes (CPI) « MJQ »	176	2001-06-12
Centre de conservation du Québec (CPI) « MCCF »	25	2002-11-20
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI) « MDDEP »	118	2002-01-16
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI) « MDDEP »	197	2001-12-04
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS) « Fonds de gestion de l'équipement roulant »	438	1997-06-13
Centre de perception fiscale (CPI) « Fonds de perception »	1 165	2001-10-01
Centre de recouvrement du MESS (CPI) « MESS »	189	2001-04-05
Contrôle routier Québec (CPI) « à l'intérieur de la SAAQ »	413	2001-02-28
Emploi-Québec (CPI) « Budget de dépenses 2010-2011 programme 3 élément 5 au complet »	4 659	2002-04-16
Géologie Québec (UAS) « MRNF »	90	1997-06-01
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS) « MSP »	140	1996-10-01
Régie du cinéma (CPI) « MCCCCF »	48	2001-01-01
Régie du logement (CPI) « MESS »	196	2002-11-01
Régie des rentes du Québec (CPI) « MESS »	1 111	2001-03-01

¹. N'inclut pas les préretraites.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 13 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des unités autonomes de services, le nombre d'employés et la date d'entrée en opération		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TOTAL UTILISÉ 2010-2011¹	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Revenu Québec (CPI) « MRQ + CGTPS + Fonds des pensions alimentaires »	8 352	2004-06-29
Service aérien gouvernemental(CPI) « MSG»	180	2002-09-12
Transformation alimentaire Québec (CPI) « MAPAQ »	47	2005-02-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 14 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE						
Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans						
2010-2011 ²						
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MOINS DE 35 ANS	TOTAL EMBAUCHÉ ³
Nombre de personnes	651	59	34	28	1 735	3 550

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique, excluant la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

2. 1^{er} avril 2009 au 24 février 2011 (paie 24).

3. Nombre total d'employés réguliers embauchés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 15 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE					
Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans					
2010-2011 ²					
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MOINS DE 35 ANS
Nombre de personnes	3	0	0	0	13

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique, excluant la Commission de la santé et de la sécurité du travail.
2. Période se terminant en février 2011 (paie 24).
3. Nombre total d'employés réguliers mis à pied : départ fin d'emploi (code 36), cessation d'emploi (code 37), mise à pied (code 38).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 16 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chacun des grands secteurs de l'État, l'état de la situation et de l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS

Pour les secteurs public et parapublic, la Loi sur l'équité salariale définit deux entreprises; celle de la fonction publique et celle du secteur parapublic. L'entreprise du secteur parapublic regroupe les personnels des secteurs de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Pour les deux entreprises, le Conseil du trésor doit mettre en place 12 programmes d'équité salariale différents; neuf pour l'entreprise de la fonction publique et trois pour l'entreprise du secteur parapublic.

ENTREPRISE DU SECTEUR PARAPUBLIC (RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES)

Pour l'entreprise du secteur parapublic, le programme le plus important est celui visant tout le personnel salarié des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que celui non syndiqué appartenant aux mêmes catégories d'emplois. Les travaux ont été complétés, suivant les exigences de la Loi sur l'équité salariale, en décembre 2006. Plus de 327 000 personnes, appartenant à des titres d'emplois pour lesquels des correctifs ont été identifiés, ont reçu au printemps 2007 un correctif moyen à terme de près de 6 %.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise du secteur parapublic est visé par deux programmes : le programme général du secteur de la santé et des services sociaux et le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Il est à noter qu'outre le personnel d'encadrement, le programme général du secteur de la santé vise également certains groupes de professionnels, tels les pharmaciens d'établissement. Ce programme a été complété à l'automne 2010 et le deuxième affichage requis par la Loi sur l'équité salariale a débuté le 23 novembre et s'est terminé le 22 janvier dernier.

Le programme général du secteur de l'éducation a également été complété à l'automne 2010 et le deuxième affichage a débuté le 13 décembre dernier pour se terminer le 11 février 2011.

ENTREPRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Dans l'entreprise de la fonction publique, le programme le plus important est celui visant les salariés représentés par le Syndicat de la fonction publique du Québec (47 000 salariés). Le programme vise les personnels fonctionnaires et ouvriers. Les travaux de ce comité ont été complétés en novembre 2006. L'ajustement d'équité salariale moyen pour les personnes salariées visées par un correctif est de 5,16 %. Plus de 28 000 personnes ont touché un correctif qui a été versé au printemps 2007.

Le deuxième programme de la fonction publique vise les professionnels. Les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 000 salariés). Les différentes étapes prévues par la Loi sur l'équité salariale ont été finalisées au début de décembre 2006. Près de 2 400 personnes ont touché un correctif moyen à terme de 3,6 % qui a été versé au printemps 2007.

Le troisième programme de l'entreprise de la fonction publique s'adresse à quatre des cinq groupes d'agents de la paix. Les travaux, amorcés en juin 2006, sont suspendus en raison d'un différend sur l'évaluation de certaines catégories d'emplois qui a été déposé en juin 2009 par la partie syndicale auprès de la Commission de l'équité salariale. Dans ces circonstances, le programme ne pourra pas être complété avant la fin de l'année 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 16 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chacun des grands secteurs de l'État, l'état de la situation et de l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS (SUITE)

Le quatrième programme de l'entreprise de la fonction publique, le programme général, vise les personnels d'encadrement et certains groupes professionnels et non syndiqués de ce secteur. Les travaux, amorcés en octobre 2009, sont suspendus en raison d'un différend sur l'évaluation de certaines catégories d'emplois qui a été déposé en octobre 2010 par les représentants des procureurs en poursuite pénale et les juristes de l'État auprès de la Commission de l'équité salariale. Dans ces circonstances, le programme ne pourra pas être complété avant la fin de l'année 2011.

Enfin, cinq autres programmes distincts complètent le portrait de l'équité salariale pour l'entreprise du secteur de la fonction publique; les ingénieurs, les professeurs de l'État, les médecins, les dentistes et les contrôleurs routiers. Ces programmes visent un nombre restreint de personnes salariées. Il importe de préciser qu'aucun de ces programmes ne comporte de catégories d'emplois à prédominance féminine. Les cinq programmes ont été terminés au cours de l'année 2010.

MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Tel que le permettait la Loi sur l'équité salariale, l'employeur (le Conseil du trésor) a décidé de réaliser seul la première évaluation du maintien de l'équité salariale. L'affichage des résultats de cette première évaluation a débuté le 20 décembre 2010, soit avant l'échéance du 31 décembre 2010 prévue à la Loi sur l'équité salariale. La période d'affichage s'est terminée le 18 février 2011. Compte tenu du nombre important de commentaires reçus, le nouvel affichage devrait débuter au début du mois de mai. L'exercice d'évaluation du maintien de l'équité salariale des trois plus importants programmes d'équité salariale du gouvernement touche près de 480 000 salariés, dont plus de 80 % appartiennent à des catégories à prédominance féminine.

COÛT DES AJUSTEMENTS

Les ajustements salariaux émanant des travaux d'équité salariale et du maintien de l'équité salariale généreront en 2011-2012 un coût total annuel récurrent de l'ordre de 1 G\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)

Le budget des ministères est établi pour couvrir les coûts liés à la rémunération, au service de la dette, aux loyers, à l'évolution des clientèles, etc. En fonction de ces paramètres, le pourcentage d'augmentation varie selon l'année et le ministère.

En 2011-2012, le budget de la santé est augmenté de 1 024,9 M\$, ou 3,6 %, ce qui permet de financer les facteurs de croissance suivants :

▪ **873,9 M\$ au titre de la rémunération :**

- La rémunération additionnelle accordée au personnel du réseau et des services sociaux et pour les professionnels de la santé,
- La variation des contributions de l'employeur,
- Les ajustements aux régimes de retraite, incluant la hausse de 0,75 % prévue au 1^{er} avril 2011 pour l'augmentation des paramètres salariaux.

▪ **151 M\$ pour le fonctionnement du réseau :**

- 146 M\$ pour l'indexation des dépenses autres que salariales,
- 100 M\$ pour financer le coût de système spécifique de la santé lié au vieillissement de la population et à l'introduction de nouvelles technologies,
- 85 M\$ pour la variation du service de dette,
- 42 M\$ pour l'impact de l'année bissextile,
- 25 M\$ pour le redressement des bases budgétaires des établissements,
- 15 M\$ pour la poursuite du programme de procréation assistée,
- 14 M\$ pour les services préhospitaliers d'urgence,
- 11 M\$ pour la rémunération des médecins résidents,
- (115 M\$) provenant du financement de la Société de l'assurance automobile du Québec,
- (116 M\$) pour des mesures d'économie dans les dépenses de nature administrative,
- (56 M\$) pour d'autres variations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)

Pour sa part, le budget de l'éducation est en hausse de 328,0 M\$, ou de 2,2 %. Cette croissance permet au gouvernement de couvrir l'augmentation des coûts de système et de respecter ses engagements :

Croissance de base

- Coûts relatifs à la rémunération (incluant l'annualisation de l'année scolaire 2010-2011 et l'impact des conventions collectives)	155,7 M\$	}	291,0 M\$
- Effet de clientèles	69,4 M\$		
- Autres (services de la dette subventionnée, variation des bourses, variation des superficies, etc.)	65,5 M\$		

Engagements gouvernementaux

- Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires et Plan d'action pour les pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	33,5 M\$	}	37,0 M\$
- Autres (Plan de lecture à l'école, Écoles internationales, etc.)	3,5 M\$		

Le budget de dépenses du ministère de la Famille et Aînés augmente de 137,1 M\$. Le budget de dépenses des autres portefeuilles diminue globalement de 0,2%. Ceux-ci ont été établis avec la préoccupation de préserver les services à la population en tenant compte des facteurs de croissance spécifiques à chacun des ministères.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 18 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2011-2012*	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Conseil de gestion de l'assurance parentale	—	2001	10 janvier 2005
Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Inclus dans le programme 3 du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 décembre 2002	8 mars 2006
Bureau de décision et de révision	2,2 M\$	2002	3 décembre 2003
Services Québec	91,4 M\$	17 décembre 2004	2 mai 2005
Société de financement des infrastructures locales	796,9 M\$	17 décembre 2004	17 décembre 2004
Directeur des poursuites criminelles et pénales	77,3 M\$	6 décembre 2005	5 mars 2007
Centre de services partagés du Québec	646,2 M\$	24 mai 2005	27 juin 2005
Commissaire à la santé et au bien-être	3,0 M\$	17 juin 2005	13 août 2006
Centre de la francophonie des Amériques	2,8 M\$	2006	19 mars 2008
Conseil des appellations réservées et des termes valorisants	—	6 novembre 2006	2008
Office Québec-Monde pour la jeunesse	4,5 M\$	26 mai 2009	26 mai 2009
Infrastructure Québec	12,4 M\$	4 décembre 2009	17 mars 2010
Institut national des mines	0,6 M\$	26 mai 2009	28 juin 2010
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	12,5 M\$	11 juin 2010	19 janvier 2011
Agence du revenu du Québec	1 055,3 M\$	8 décembre 2010	1 ^{er} avril 2011

* Tel que publié aux documents budgétaires du Budget de dépenses 2011-2012(Volume II, III et IV).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 19 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État

La Commission des finances publiques a recommandé en juin 2010 la création d'un comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation.

La présidente du Conseil du trésor a procédé à des consultations quant à la création de ce comité. La présidente a sollicité le concours de groupes en vue d'établir le mandat de ce comité. Une annonce publique devrait être faite dès que ces derniers auront convenu d'un texte commun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 20 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec des logiciels libres, notamment au sujet des coûts

Trois guides et des outils qui les accompagnent seront disponibles à l'été 2011.

- Le premier concerne le modèle de maturité et son guide d'utilisation. Ce document comporte un modèle de maturité permettant d'évaluer le niveau de maturité d'un logiciel libre. Plusieurs critères comme la capacité organisationnelle de l'équipe de réalisation, la qualité du code, la documentation, le support commercial, etc. permettent aux ministères et aux organismes d'évaluer la maturité des logiciels libres envisagés.
- Le second est le modèle de calcul du coût total de propriété et le guide d'accompagnement afférent. Ce document présente le modèle de calcul du coût total de propriété permettant aux ministères et aux organismes (MO) de calculer sur une base identique les coûts totaux engendrés par chacune des solutions envisagées, qu'elles soient libres ou propriétaires.
- Le troisième intitulé *Les logiciels libres et ouverts et le gouvernement du Québec* traite des aspects légaux entourant les logiciels libres en particulier les licences. Ce guide sera mis à jour d'ici l'été 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 21 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Initiatives mises en place en 2010-2011 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies). Sommes dépensées pour chacune des initiatives et prévisions pour 2011-2012

MESURES D'ATTRACTION

Recrutement auprès des finissants des établissements d'enseignement ¹ :

Dans le but de disposer de candidats pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans toutes les catégories d'emplois et dans toutes les régions du Québec, les campagnes annuelles de recrutement étudiant se sont poursuivies en 2010-2011 : à l'automne 2010 pour le recrutement universitaire, à l'hiver 2011 pour le recrutement collégial et au printemps pour le recrutement secondaire.

Sous le thème « On veut ton talent », les campagnes de recrutement sont développées avec l'objectif d'inciter des employés potentiels à venir faire carrière dans la fonction publique et en misant sur leurs aspirations à contribuer à la qualité de vie des Québécois. Les campagnes ont été supportées par de l'affichage ciblé dans les institutions d'enseignement, par de la présence sur Internet et par des activités promotionnelles annuelles tenues par le Centre de services partagés du Québec. En effet, à chaque année, le Centre de services partagés du Québec se présente à quelques 190 activités promotionnelles destinées au grand public de même qu'aux finissants des établissements d'enseignement à l'occasion des campagnes de recrutement qui leur sont réservées. À noter également que les campagnes de recrutement s'appuient sur du matériel déjà produit.

[Sommes dépensées par le SCT pour les campagnes publicitaires 2010-2011 : recrutement universitaire : 131 725,68 \$; recrutement collégial : 93 720,32 \$; recrutement secondaire : aucun coût déboursé pour les campagnes publicitaires; Négociations et droits d'utilisation des photos de l'image employeur : 35 488 \$; Prévisions 2011-2012 : 230 000 \$, car on remarque une corrélation positive entre le nombre d'inscriptions au recrutement et les campagnes publicitaires ciblées].

Recrutement général ² :

La majorité des concours de recrutement grand public requiert 5 années d'expérience ou moins, ce qui permet d'embaucher du personnel peu ou pas expérimenté contribuant ainsi à faire une place à la relève.

Portail Carrières :

Le Secrétariat du Conseil du trésor, en collaboration avec le CSPQ, administre le portail Carrières [www.carrieres.gouv.qc.ca]. Ce portail, lancé en janvier 2009, permet de consulter, en un seul lieu et sous une signature commune, une information complète qui, d'une part met en valeur la fonction publique comme employeur, faisant valoir ses avantages distinctifs, la diversité et la qualité de ses emplois et, d'autre part, présente les emplois offerts au sein de la fonction publique québécoise. **[Sommes dépensées : aucune somme dépensée en 2010-2011, sauf pour les ressources humaines dédiées au Portail; prévisions pour 2011-2012 : 150 000 \$].**

MESURES DE RÉTENTION

Programme d'accueil gouvernemental :

Le Programme d'accueil gouvernemental (PAG) subit une refonte majeure. En collaboration avec le CSPQ, nous offrirons à partir de l'automne 2011, des capsules de formation en ligne, et ce, à tous les nouveaux employés de la fonction publique peu importe leur statut d'emploi. Ces capsules abordent des thématiques pour faciliter la compréhension de l'univers de la fonction publique et l'intégration des personnes nouvellement nommées. On y traite notamment de : l'État et son fonctionnement, des grandes réalisations ainsi que la gestion de la carrière. Il y a eu une dernière journée PAG tenue selon l'ancienne formule le 8 avril. **[Sommes dépensées par le SCT en 2010-2011 pour 1 journée PAG à l'ENAP : 23 250 \$; Refonte Pag : rédaction des capsules pour la nouvelle formule : 20 000 \$; Prévisions 2011-2012 : production du contenu par le Centre de leadership et de développement : 126 840 \$], plan de communication : environ 10 000 \$ pour la réalisation d'actions auprès des clientèles internes]**

1. L'information sur les coûts se trouve au Centre de services partagés du Québec ainsi que dans les MO.

2. L'information sur les coûts se trouve au Centre de services partagés du Québec ainsi que dans les MO.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 21 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Initiatives mises en place en 2010-2011 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies). Sommes dépensées pour chacune des initiatives et prévisions pour 2011-2012

Transfert des connaissances et de l'expertise :

Afin d'assurer le transfert des connaissances et de l'expertise et préparer la relève tout en facilitant son intégration, le gouvernement privilégie certains axes d'intervention dont la formation, le mentorat et le coaching. Ainsi, depuis 2005, des outils et des services ont été offerts pour former et mettre en réseau le personnel le plus susceptible (CGRH, gestionnaires) d'être impliqué dans le transfert des connaissances et de l'expertise.

Au cours de l'année 2010-2011, le SCT a soutenu la réalisation du projet de la Chaire en leadership dans le secteur public de l'ENAP « Cercle des jeunes leaders de l'administration publique ». Ce projet vis à préparer une relève de gestion aux postes d'encadrement 3, 2 et 1. [Budget 2010-2011 : 25 000 \$, budget 2011-2012 : en évaluation]

1. L'information sur les coûts se trouve au Centre de services partagés du Québec ainsi que dans les MO.
2. L'information sur les coûts se trouve au Centre de services partagés du Québec ainsi que dans les MO.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor					
SECTEUR : Unités centrales					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information	Risques associés aux réseaux sociaux, 1 jour	X		1	70,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	L'affaire L'Immobilière c. Évaluation BTF inc. et Ville de Saguenay: réflexions sur les appels d'offres comportant des critères d'évaluation de la qualité des soumissions, 1.5 heures	X		1	50,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	Le top 5 des décisions rendues en droit du travail et de l'emploi en 2009-2010, 1.5 heures	X		1	50,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	La circulation des documents juridiques sur Internet : sécuritaire, l'information électronique?, 1.5 heures	X		1	50,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	Blogs et réseaux sociaux en ligne: litiges et relation employeur-employé, 1.5 heures	X		1	50,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	La circulation des documents juridiques sur Internet : sécuritaire, l'information électronique?, 1.5 heures	X		1	50,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	Survol annuel de la jurisprudence en droit administratif, 1.5 heures	X		1	50,00
Association sur l'accès et la protection de l'information	18e Congrès AAPI « Le respons@ble 2.0 : acteur clé en AIPRP », 3 jours	X		1	620,00
Association sur l'accès et la protection de l'information	Les renseignements personnels, confidentiels et accessibles : Comment s'y retrouver?, 1 jour	X		1	99,00
Barreau de Québec	L'interrogatoire, le contre-interrogatoire et la plaidoirie, une façon de faire, 1 jour	X		1	40,00
Barreau de Québec	L'interrogatoire, le contre-interrogatoire et la plaidoirie, une façon de faire, 1 jour	X		1	40,00
Barreau du Québec	Passeport « Les grands rendez-vous de la formation, 2 jours	X		1	280,00
Barreau du Québec	Les enjeux juridiques liés aux événements sportifs et à leurs principaux acteurs, 1 jour	X		1	210,95
Barreau du Québec	Droit pénal de la SST, 1 jour	X		1	94,79
Barreau du Québec	Secret professionnel et confidentiel, 1.5 heures	X		1	62,90

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau du Québec	Secret professionnel et confidentiel, 1.5 heures	X		1	62,90
Bureau du Commissaire au Lobbyisme Direction Ressources humaines	La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme: exercer dans la transparence pour gagner la confiance, 3.5 heures	X		1	150,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 15 jours	X		1	3 785,00
Centre d'expertise des grands organismes	Le projet Optimisation des Processus des Ententes, 1 jour	X		1	20,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	220,00
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	Programme Mentorat 2010	X		1	325,00
L'Institut des services axés sur les citoyens	Inscription aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours		X	1	560,00
L'Institut des services axés sur les citoyens	Inscription aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours		X	1	523,95
Ordre des comptables généraux accrédités du Québec	Obligations déontologiques et éthiques des CGA, 1 jour	X		1	115,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque SQÉP 2010, 1 jour	X		1	150,00
Technologies Sys-Tech inc.	Formation « webmestre / administrateur - TYP03 », 2 jours Formation « édimestre - TYP03 », 1 jour	X		5	3 000,00
TÉLUQ	Mathématique appliquée à la gestion et Analyse microéconomique, 1 session	X		1	286,68

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
TÉLUQ	Comportement organisationnel et Administration marketing, 1 session	X		1	278,68
TÉLUQ	Comportement organisationnel, 1 session	X		1	268,69
Université du Québec à Chicoutimi	Développement durable : outils d'analyse, 1 session	X		1	310,97
Université Laval	Gestion des équipes de travail, 2 jours	X		1	740,00
Université Laval	Droit pénal et Droit des services financiers, 1 session	X		1	573,62
Université Laval	Légistique I, 1 session	X		1	299,06

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Camiq inc.	Séminaire en gestion des ressources humaines, 2 jours	X		1	900,00
Centre de recherche informatique de Montréal	Gestion du changement, 2 jours	X		1	650,00
Centre de services partagés du Québec	Programme de formation sur la méthodologie de gestion de projets, 1 jour	X		1	1 300,00
Centre de services partagés du Québec	Techniques d'estimation en TI, 1 jour	X		1	275,00
Centre de services partagés du Québec	Communiquer un projet T1 aux différentes parties prenantes, 1 jour	X		1	225,00
Centre de services partagés du Québec	Communication efficace du Web, 1 jour	X		1	205,00
Centre de services partagés du Québec	Gérer efficacement vos rencontres de projet TI, 1 jour	X		1	175,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	270,00
Comtois et Carignan, consultants en télécommunication inc.	Télécom 2010: Journée de l'industrie, 1 jour	X		1	125,00
Contech	Étapes et processus d'une bonne gestion de projet, 1 jour	X		1	525,00
Dolmen psychologie industrielle	Préparer et offrir une formation aux gestionnaires et employés du SCT en matière de harcèlement et de civilité en milieu de travail, 1 jour	X		50	3 250,00
École nationale d'administration publique	Séminaires sur le rôle stratégique des Directons des ressources humaines, 3 jours	X		1	675,00
Excelsa Technologies Consulting Inc.	Séminaire de sensibilisation normes ISO/CEI 20000 et ISO/CEI 27000, 1 jour	X		12	3 500,00
Formation AFI	Formation AD Server 2008, 3 jours	X		2	2 480,00
Formation AFI	Formation Design Server 2008, 3 jours	X		2	2 480,00
Formation Prévention Secours inc.	Formation secourisme en milieu de travail, 2 jours	X		1	96,00
Global Knowledge Network	Interconnecting cisco network devices - 2, 1 jour	X		1	3 380,61

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor					
SECTEUR : Direction générale de l'Administration					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque annuel GP Québec « La gestion des parties prenantes dans les projets publics », 1 jour	X		1	250,00
Groupe informatique Technologia inc.	Programmation avancée SQL, 2 jours	X		1	695,00
Groupe informatique Technologia inc.	Programmation SQL, 2 jours	X		1	695,00
Ordre des Comptables en Management Accrédités du Québec	Repenser le budget : Mal nécessaire ou exercice futile?, 1 jour	X		1	250,00
Réseau action TI Québec	La journée de l'informatique du Québec 2010, 1 jour	X		1	280,00
Réseau D.O.F. inc.	Conférence « Un juste équilibre entre la gestion des dossiers et la gestion des personnes : un pas de plus vers la fidélisation », 1 jour	X		50	2 700,00
Sia-Solutions inc.	Offrir un atelier de formation sur les nouveaux outils de développement et d'exploitation informationnels d'Oracle ainsi qu'une assistance technique d'appoint durant la mise en œuvre	X			5 400,00
Société québécoise de psychologie du travail et des organisations	Conférence « Vers un leadership conscient », 1 jour	X		1	90,00
Speedware	Préparer et présenter le cours « Média », 2 jours	X		10	4 500,00
Université Laval	Examen PA2 - Gestion financière stratégique, 1 session	X		1	479,72
Université Laval	Formation en gestion des ressources humaines, 1 session	X		1	365,00
Université Laval	Gestion des employés difficiles, 1 session	X		1	365,00
Université Laval	Droit des administrations publiques, 1 session	X		1	303,56
Université Laval	Gestion financière stratégique, 1 session	X		1	285,31
Université Laval	Outils et méthodes de l'audit interne, 1 session	X		1	272,71

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Création de valeur et gouvernance d'entreprise, 1 session	X		1	259,72
Université Laval	Aspects juridiques de la gestion des ressources humaines, 1 session	X		1	253,71

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Sous-secretariat aux politiques budgétaires et aux programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des économistes québécois	5 forfait conférences de L'ASDEQ 2010-2011	X		5	1 575,00
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations	Le Québec économique: Vers un plan de croissance pour le Québec, 1 jour	X		1	100,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
École nationale d'administration publique	Gestion de projets, 9 jours	X		1	287,46
Formation AFI	PowerPoint 2003 animations/multimédias, 2 jours	X		1	230,00
Formation AFI	Power Point 2003 animation/multimédias, 1 jour	X		1	115,00
Institut de la gestion financière de Québec	Abonnement à 4 midis-conférences et à 1 demi-journée thématique de formation de l'Institut de la gestion financière de Québec	X		30	1 800,00
Ministre des Finances du Québec (Affaires Municipales)	29e conférence intergouvernementale annuelle sur le budget, 3 jours		X	1	175,00
Momentum technologies inc.	Formation sur le logiciel « Apex », 3 jours	X		2	2 100,00
Ordre des comptables agréés du Québec	Inscription annuelle aux formations pour le maintien du titre comptable, 7 jours	X		1	999,00
Société québécoise de psychologie du travail et des organisations	Développement du leadership et des hauts potentiels : conditions de succès et gestion du risque, 1 jour	X		1	70,00
Université Laval	L'entreprise et sa gestion, 1 session	X		1	299,31
Université Laval	La comptabilité, 1 session	X		1	293,87
Versalys	Ms-PowerPoint 2003 débutant régulier, 2 jours	X		2	440,00
Versalys	Ms-Excel 2003 intermédiaire, 2 jours	X		2	440,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Sous-secretariat au personnel de la fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent 2000 inc.	Perfectionnement en français écrit, 2 jours	X		1	395,00
Association des économistes québécois	Congrès 2010 « Le capital humain : défis pour un Québec prospère, 2 jours	X		1	429,68
Barreau du Québec	Lors d'un litige, pourquoi et comment parler aux syndicats, aux politiciens, aux fournisseurs, aux clients et aux médias ?, 1 jour	X		1	93,02
Centre de formation patronale-syndicale inc.	Le droit de l'accommodement 2010, 2 jours	X		1	795,00
Centre de formation patronale-syndicale inc.	Droit du travail 2010, 1 jour	X		1	475,00
Centre de services partagés du Québec	Chargés de projets nouveaux et potentiels, 4 jours	X		1	1 300,00
Centre de services partagés du Québec	Performance et développement des ressources humaines en TI, 1 jour	X		1	265,00
Centre de services partagés du Québec	Télétravail efficace en TI, 1 jour	X		1	145,00
Chaire en gestion de la santé et de la sécurité du travail	Évaluer et agir sur la charge de travail, 1 jour	X		1	250,00
Comité interétablissement de développement des ressources humaines	Influencer à partir d'un business case en formation et en développement organisationnel, 1 jour	X		1	50,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	270,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	270,00
Événements Opus 3 inc., Les	Colloque « Grand Rendez-vous santé sécurité du travail », 2 jours	X		1	335,00
Formation Qualitemps inc.	Formation 5S, 1 jour	X		1	425,00
Groupe Conseil C.F.C.	Formation en gestion des ressources humaines, 2 jours	X		1	760,75
Groupe Hay Itée, Le	Évaluation des emplois d'encadrement - Méthode Hay, 2 jours	X		1	1 799,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor					
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Groupe informatique Technologia inc.	Formation en communication, 2 jours	X		1	750,00
Groupe informatique Technologia inc.	Rédiger avec structure et clarté, 2 jours	X		1	695,00
Groupe-conseil CFC	Formation en communication, 1 jour	X		1	505,75
Groupe-conseil CFC	Gérer la diversité, 1 jour	X		1	505,75
Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et sécurité du travail	Des solutions pour mieux intervenir dans les milieux de travail, 1 jour	X		1	200,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	13e Congrès mondial des ressources humaines, 3 jours	X		1	1 046,00
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	Psychologie de la négociation, 1 jour	X		1	195,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Sensibilisation au cadre juridique et stratégie des plaintes de harcèlement psychologique, 2 jours	X		1	315,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Introduction à la gestion de la santé et de la sécurité au travail, 1 jour	X		1	195,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	L'obligation d'accommodement, 1 jour	X		1	90,00
Réseau action TI Québec	La journée de l'informatique du Québec 2010, 1 jour	X		1	280,00
Services-conseils Hardy inc., Les	Débuter en SAS par Entreprise Guide, 2 jours et Introduction à Enterprise Guide pour utilisateurs SAS expérimenté, 1/2 jour	X		12	4 060,94
Société québécoise de psychologie du travail et des organisations	Développement du leadership et des hauts potentiels : conditions de succès et gestion du risque, 1 jour	X		1	70,00
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor					
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	65e Congrès des relations industrielles « Les relations industrielles, face aux enjeux du monde du travail », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	Démarche d'accompagnement à l'intervention préventive en santé mentale au travail: Une réponse adaptée à la capacité d'agir de chaque milieu de travail, 1 jour	X		1	245,00
Université Laval	Démarche d'accompagnement à l'intervention préventive en santé mentale au travail: Une réponse adaptée à la capacité d'agir de chaque milieu de travail, 1 jour	X		1	230,00
Versalys	Secrétariat et soutien administratif, 1 jour	X		1	600,00
Versalys	Ms-Word 2003 intermédiaire, 2 jours	X		1	220,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des économistes québécois	Conférence « L'Économie du Québec après la crise: D'où viendra la croissance », 1 jour	X		2	390,00
Association des économistes québécois	Colloque annuel sur la conjoncture économique régionale: Conjoncture 2011, 1 jour	X		1	140,00
Association des économistes québécois	Conférence « Le développement des économistes dans la fonction publique québécoise: un levier stratégique », 1 jour	X		1	75,00
Institut canadien des actuaires	Colloque sur les régimes de retraite, 1 jour	X		1	525,00
Publications CCH ltée	Colloque « Jugements importants rendus en 2009 en droit de l'emploi : quels sont les impacts sur l'employeur?, 1 jour	X		1	595,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Barreau de Québec	Journée de formation concentrée, 1 jour	X		1	60,00
Barreau du Québec	ABC des règlements pour mieux les interpréter, les rédiger, les contester, 6 hrs	X		1	185,16
CCMP-CPPC	Atelier sur les cautionnements de garantie dans le cadre des projets de construction et des services publics, 1 jour	X		1	75,00
CCMP-CPPC	Atelier sur les cautionnements de garantie dans le cadre des projets de construction et des services publics, 1 jour	X		1	75,00
CCMP-CPPC	Atelier sur les cautionnements de garantie dans le cadre des projets de construction et des services publics, 1 jour	X		1	75,00
CCMP-CPPC	Atelier sur les cautionnements de garantie dans le cadre des projets de construction et des services publics, 1 jour	X		1	75,00
CCMP-CPPC	Atelier sur les cautionnements de garantie dans le cadre des projets de construction et des services publics, 1 jour	X		1	75,00
Centre de services partagés du Québec	Programme « Leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires », 3 jours	X		2	4 500,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 16 jours	X		1	3 785,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique »	X		1	1 937,00
Centre de services partagés du Québec	Formation en gestion des acquisitions, 2 jours	X		2	1 250,00
Centre de services partagés du Québec	Formation en rédaction, 1 jour	X		1	670,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions, 1 jour	X		1	90,00
Collège Multihexa	Access 2003 M1 Base, 2 jours	X		1	205,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Corporation des entrepreneurs généraux du Québec	14e congrès de la corporation des entrepreneurs généraux de Québec, 2 jours	X		3	900,00
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	Programme Mentorat 2010	X		1	325,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque annuel GP Québec « La gestion des parties prenantes dans les projets publics », 1 jour	X		1	250,00
Les ateliers de Conversation Anglaise	Conversation anglaise, 56 heures	X		1	580,00
PMI-Montréal	Symposium du PMI-Montréal 2010 « Aspects stratégiques et politique de la gestion de projet, 1 jour	X		2	846,56

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Liste des formations suivies par les employés du Secrétariat du Conseil du trésor

SECTEUR : **Sous-secrétariat aux marchés publics**

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Publications CCH ltée	Adjudication de contrats municipaux et obligations relatives à l'éthique et aux conflits d'intérêt, 1 jour	X		1	495,00
Réseau Action TI Montréal	9e Conférence internationale sur les intranets et les TI : meilleures pratiques Web, 2 jours	X		2	1 190,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Liste des formations suivies par les employés du Ministère des services gouvernementaux

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise inc.	Visio 2002/2003/2007 M-1, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise inc.	Visio 2002/2003/2007 M-1, 1 jour	X		1	115,00
Association des économistes québécois	Congrès 2010 - Le capital humain et Défis pour un Québec prospère, 3 jours	X		1	478,41
Association des économistes québécois	Conférence «Le développement des économistes dans la fonction publique québécoise: un levier stratégique », 1 jour	X		1	75,00
Association sur l'accès et la protection de l'information	Congrès de « L'Association sur l'accès et la protection de l'information », 3 jours	X		1	620,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 16 jours	X		1	3 785,00
Centre de services partagés du Québec	Propriété intellectuelle et gestion contractuelle en Ti, 1 jour	X		1	325,00
Centre de services partagés du Québec	Séminaire sur la gestion budgétaire dans le secteur public, 1 jour	X		1	275,00
Centre de services partagés du Québec	Communiquer un projet TI aux différentes parties prenantes, 1 jour	X		1	225,00
Centre de services partagés du Québec	Actualité technologique touchant le respect de la vie privée, 1/2 jour	X		1	175,00
Centre de services partagés du Québec	Participation à la journée des acquisitions, 1 jour	X		1	134,00
Collège Multihexa	Excel 2003 M-1 Base, 2 jours	X		1	230,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	330,00
Daniel Lafrenière inc.	Le design Web, 1 jour	X		2	1 050,00
École nationale d'administration publique	Planification stratégique: démarche et enjeux, 2 jours	X		1	765,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
Liste des formations suivies par les employés du Ministère des services gouvernementaux

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
HEC Montréal	Habiletés politiques dans le changement organisationnel, 2 jours	X		1	1 100,75
Institut de sécurité de l'information du Québec [ISIQ]	Séminaire « Gouvernance et TI », 1 jour	X		1	75,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC	X		1	175,00
Ordre des CGA du Québec	Présentation des états financiers selon les IFRS, 1 jour	X		1	503,47
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Prévenir et gérer les situations reliées au harcèlement psychologique, 1 jour	X		1	220,00
Réseau action TI Québec	Congrès « Journée de l'informatique du Québec », 1 jour	X		1	160,00
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque SQÉP 2010, 1 jour	X		1	190,00
Université Laval	La simulation d'un conseil d'administration et de ses comités, 3 jours	X		1	3 250,00
Université Laval	Le leadership, les communications et les ressources humaines, 3 jours	X		1	2 950,00
Université Laval	Rôles et responsabilités des administrateurs, 3 jours	X		1	2 950,00
Université Laval	La stratégie et la gestion, 3 jours	X		1	2 950,00
Université Laval	Les aspects financiers, le contrôle et la vérification, 3 jours	X		1	2 950,00
Versalys	Ms-Word 2002-2003 (XP) Débutant régulier, 2 jours	X		1	220,00
Zengo inc.	Formation en rédaction Web et Communication visuelle, 1 jour	X		1	500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Ministère des services gouvernementaux					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise inc.	PowerPoint 2002/2003 M-1 Base, 2 jours	X		1	230,00
Build The Vision Incorporated	Architecture d'entreprise utilisant TOGAF, 5 jours	X		5	14 400,00
Centre de services partagés du Québec	Programme de formation sur la méthodologie de gestion de projets, 16 jours	X		1	4 900,00
Centre de services partagés du Québec	Programme de formation sur la méthodologie de gestion de projets, 16 jours	X		1	4 900,00
Centre de services partagés du Québec	Programme de formation sur la méthodologie de gestion de projets, 16 jours	X		1	4 900,00
Centre de services partagés du Québec	Programme «Leadership en action pour gestionnaire de gestionnaire », 3 jours	X		1	2 250,00
Centre de services partagés du Québec	Processus d'affaire et système d'information, 1 jour	X		1	335,00
Centre de services partagés du Québec	Développement agile en TI, 1 jour	X		1	320,00
Centre de services partagés du Québec	Performance et développement des ressources humaines en TI, 1 jour	X		1	265,00
Centre de services partagés du Québec	Performance et développement des ressources humaines en TI, 1 jour	X		1	265,00
Centre de services partagés du Québec	Communication Web efficace: écriture et utilisabilité, 1 jour	X		1	205,00
Centre de services partagés du Québec	Gouvernance TI et architecture d'entreprise, 1 jour	X		1	150,00
Centre de services partagés du Québec	Échange sur les principe de gestion	X		1	55,00
Centre de services partagés du Québec	Échange sur les principe de gestion	X		1	55,00
Centre de services partagés du Québec	Échange sur les principe de gestion	X		1	55,00
Centre de services partagés du Québec	Échange sur les principe de gestion	X		1	55,00
Centre Microbur enr. (Tousignant, Édith)	Formation en linguistique, 2 jour	X		1	532,00
Collège Multihexa	Visio 2007, 1 jour	X		1	205,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des formations suivies par les employés du Ministère des services gouvernementaux

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	450,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Programme de préparation à la retraite, 2 jours	X		1	450,00
Conseillers Acti-Communications inc., Les	Des communications influentes, 0,5 jour	X		1	1 600,00
Éditions Info Presse inc.	Conférence « Journée RDVWeb », 1 jour	X		1	410,00
Fédération de l'informatique du Québec	Événement: Intracom 2010 (Montréal), 2 jours	X		2	1 190,00
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec [FSPQ] inc.	Congrès 2010, 2 jours	X		1	280,00
GPBL	Session d'information sur la gestion par et de projet, 1 jour	X		1	1 500,00
GP-Québec	Colloque « Les parties prenantes et «surprenantes» en gestion de projet public », 1 jour	X		1	250,00
GP-Québec	Colloque « Les parties prenantes et «surprenantes» en gestion de projet public », 1 jour	X		1	250,00
GP-Québec	Colloque « Les parties prenantes et «surprenantes» en gestion de projet public », 1 jour	X		1	250,00
Groupe informatique Technologia inc.	S'initier à la Programmation neurolinguistique, 2 jours	X		1	750,00
Institut d'administration publique de Québec	Abonnement institutionnel à 4 conférences, programmation 2010-2011	X		20	750,00
Institut de sécurité de l'information du Québec [ISIQ]	Séminaire « Gouvernance et TI », 1 jour	X		2	150,00
ISACA	Certification CISA, 1 session	X		1	961,94
ISACA	Formation préparatoire (39 hrs) et examen de certification CISM 2010	X		1	679,75
ISACA	Formation préparatoire (39 hrs) et examen de certification CISM 2010	X		1	675,00
Ministère des ressources naturelles et de la faune	Journée de la coopération en IG, 1 jour	X		2	160,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE Liste des formations suivies par les employés du Ministère des services gouvernementaux					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ministre des Finances du Québec (MDEIE)	Salon des TIC 2010	X		1	125,00
Ordre des comptables agréés du Québec	Remise à niveau des connaissances en comptabilité et présentation des états financiers pour OBSL, 1 jour	X		1	549,00
Pilon, Pierre	Atelier public sur la carte heuristique, 1 jour	X		5	2 225,00
Pilon, Pierre	Atelier public sur la carte heuristique, 1 jour	X		1	445,00
PMI Lévis-Québec	Forum 2010, 1 jour	X		2	529,80
Productions Mot à Mot, Les	Les Conférences grandes tendances, 1 jour	X		1	119,00
Réseau Action TI Montréal	Intracom Québec 2010, 2 jours	X		1	595,00
Réseau Action TI Montréal	Intracom Québec 2010, 2 jours	X		1	595,00
Réseau action TI Québec	Conférences, série 2010-2011	X		12	525,00
Réseau action TI Québec	Conférence	X		8	400,00
Réseau action TI Québec	Séminaire, 1 jour	X		4	240,00
Réseau action TI Québec	Congrès « Journée de l'informatique du Québec », 1 jour	X		1	160,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des formations suivies par les employés du Ministère des services gouvernementaux

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Réseau action TI Québec	Séminaire, 1 jour	X		1	60,00
TÉLUQ	Rédaction administrative et Communication dans les organisations, 1 session	X		1	566,38
Versalys	Lotus Notes 7 Débutant régulier, 1 jour	X		6	660,00
Versalys	Ms-PowerPoint 2003 Intermédiaire, 1 jour	X		3	395,00
Versalys	Access 2000-2002-2003-2007 Débutant, 2 jours	X		1	220,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 23 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

2004 à 2010 : l'information n'a pas été documentée.

2010-2011 : deux demandes d'accommodements en lien avec un handicap.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 25 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques

- Par services électroniques, nous entendons l'ensemble des services offerts par Internet et accessibles directement aux citoyens et aux entreprises ou à leurs mandataires. L'appellation « gouvernement en ligne » désigne la volonté d'accélérer le déploiement de l'information et des services offerts par voie électronique. Le gouvernement du Québec souligne ainsi que les efforts déployés ont pour principal objectif l'amélioration et la simplification de la relation entre l'État et les citoyens.
- Les données concernant les dépenses allouées pour le gouvernement en ligne proviennent d'une collecte d'information effectuée annuellement auprès des ministères et des organismes.
- Les sommes réelles allouées au développement et à la mise en place du gouvernement en ligne au cours des cinq années précédentes et la prévision des coûts 2010-2011 sont présentées en annexe.
- L'analyse des résultats est effectuée globalement en comparant les montants budgétés pour l'ensemble des ministères et des organismes avec les sommes réelles allouées au développement et à la mise en place du gouvernement en ligne. L'analyse par projet relève de chaque ministère et organisme et la reddition de comptes fait partie de leur rapport annuel de gestion.
- Puisqu'un projet peut s'étaler sur plus d'un an, le nombre de projets présentés annuellement est constitué de projets amorcés lors des années précédentes ou de nouveaux projets.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

ANNEXE

Montants consacrés par les ministères et organismes pour le gouvernement en ligne

Étude des crédits 2011-2012

2010-2011			
Planification budgétaire des projets pour le déploiement du gouvernement en ligne			Prévu
Projets contribuant au gouvernement en ligne	245 projets	176 870 K\$	Les résultats réels 2010-2011 seront connus au second trimestre de l'exercice 2011-2012
Infrastructure		n/a	
Sécurité et à la PRP		n/a	
Encadrement		n/a	
Budget total du gouvernement en ligne		176 870 K\$	

2009-2010			
Planification budgétaire des projets pour le déploiement du gouvernement en ligne			Réel
Projets contribuant au gouvernement en ligne	138 projets	123 107 K\$	57 764 K\$
Infrastructure		1 584 K\$	992 K\$
Sécurité et à la PRP		155 K\$	
Encadrement		n/a	n/a
Budget total du gouvernement en ligne		124 846 K\$	58 756 K\$

2008-2009			
Planification budgétaire des projets pour le déploiement du gouvernement en ligne			Réel
Projets contribuant au gouvernement en ligne	164 projets	92 204 K\$	70 927 K\$
Infrastructure		6 115 K\$	652 K\$
Sécurité et à la PRP		1 225 K\$	8 K\$
Encadrement		4 894 K\$	n/a
Budget total du gouvernement en ligne		104 438 K\$	71 587 K\$

2007-2008			
Planification budgétaire des projets pour le déploiement du gouvernement en ligne			Réel
Projets contribuant au gouvernement en ligne	181 projets	139 509 K\$	160 317 K\$
Infrastructure		23 127 K\$	2 898 K\$
Sécurité et à la PRP		3 831 K\$	2 058 K\$
Encadrement		1 238 K\$	3 466 K\$
Budget total du gouvernement en ligne		167 705 K\$	168 739 K\$

2006-2007			
Planification budgétaire des projets pour le déploiement du gouvernement en ligne			Réel
Projets contribuant au gouvernement en ligne	190 projets	188 424 K\$	121 608 K\$
Infrastructure		50 557 K\$	183 453 K\$
Sécurité et à la protection des renseignements personnels		4 411 K\$	4 160 K\$
Encadrement		1 251 K\$	915 K\$
Budget total du gouvernement en ligne		244 643 K\$	310 136 K\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer : <ul style="list-style-type: none">- la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;- la liste des membres du conseil d'administration;- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;- leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2010-2011. Indiquer : <ul style="list-style-type: none">- le lieu;- le coût;- la ou les dates de-participation;- le nombre de participants;- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;- le nom de la formation ou de l'activité.
3	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le ministère en 2010-2011, en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none">- son mandat;- la liste des membres;- le budget dépensé en 2009-2010;- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;- les résultats atteints.
4	Liste de tous les CT réceptions du cabinet du ministre de la Justice en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none">- le lieu de la réception;- la date de la réception;- le coût de la réception;- la liste des participants.
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes, Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9	Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant : <ul style="list-style-type: none">- les frais de déplacement;- les frais de représentation;- les frais de repas;- les frais de voyage;- les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.
11	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets : <ul style="list-style-type: none">- la date des rénovations;- la liste des rénovations;- le coût des rénovations;- le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

#	Demandes de renseignements particuliers
12	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - les noms de tous les sous-traitants; - le mandat et le résultat; - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
13	<p>Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste de tous les concours et tirages effectués; - les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; - l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
14	<p>Pour le ministère et tous les organismes (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de toutes les campagnes; - les coûts de ces campagnes; - le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser; - les dates de diffusion de la campagne; - les objectifs visés par chaque campagne.
15	Total des économies non récurrentes observées en 2010-2011 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
16	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2010-2011 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
17	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2010-2011 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
18	Détails des crédits périmés et reportés en 2010-2011 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
19	<p>Concernant l'effectif de la fonction publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2010-2011 et chacune des quatre années précédentes; - l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2010-2011 et chacune des quatre années précédentes; - l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2010-2011 et chacune des 4 années précédentes.
20	Nombre total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2010-2011 et pour chacune des cinq années précédentes.
21	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
22	Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
23	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2010-2011 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.
24	Évolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2003. Ventiler par statut d'emploi.
25	Effectif total de la fonction publique : nombre d'ETC dans la fonction publique, les agences et les entreprises d'État. Évolution depuis 2003.

#	Demandes de renseignements particuliers
26	<p>Ventilation détaillée, pour chacun des 28 organismes touchés par le projet de loi 130, (<i>Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en oeuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des économies réalisées en 2010-2011; - des économies à réaliser; - des frais de restructuration; - des primes de départ (dans le cas des cessations d'emploi).
27	<p>Liste des organismes touchés par la Loi 100 (<i>Loi mettant en oeuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette</i>) qui ont demandé une dérogation à cette loi tel qu'en permet l'article 24, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature de la demande (flexibilité, exemption complète, autres); - l'état de la demande; - la date et le montant en cause de la demande.
28	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (% d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre).
29	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant leur budget annuel.
30	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
31	<p>Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du domaine de la santé : infirmiers, médecins omnipraticiens, médecins spécialistes, cadres. - du domaine de la sécurité publique : policiers, juristes, procureurs, cadres. - du domaine de l'éducation : professeurs, chargés de cours, chargés de cours, recteurs, doyens, cadres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 7 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser

Il n'y a eu aucun sondage en 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 7 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser

Il n'y a eu aucun sondage en 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 13 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 : la liste de tous les concours et tirages effectués, les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix, l'objectif visé par la tenue de chacun des concours

Aucun concours ou tirage n'a été effectué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 13 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 : la liste de tous les concours et tirages effectués, les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix, l'objectif visé par la tenue de chacun des concours

Aucun concours ou tirage n'a été effectué.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 14 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et tous les organismes (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : le nom de toutes les campagnes, les coûts de ces campagnes, le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser, les dates de diffusion de la campagne, les objectifs visés par chaque campagne

Campagne de recrutement universitaire 2009 « On veut ton talent » : du 14 septembre au 8 octobre 2009.

Campagne de recrutement collégial 2010 « On veut ton talent » : du 25 janvier au 19 février 2010.

Objectifs : dynamiser l'image de la fonction publique et accroître l'attractivité de la fonction publique comme employeur.

Nom de la firme : Amalgame

Coût des deux campagnes : 274 583,36 \$

Campagne de recrutement universitaire 2010 « On veut ton talent » : du 13 septembre au 8 octobre 2010.

Campagne de recrutement collégial 2011 « On veut ton talent » : du 31 janvier au 25 février 2011.

Objectifs : dynamiser l'image de la fonction publique et accroître l'attractivité de la fonction publique comme employeur.

Nom de la firme : Amalgame

Coût des deux campagnes : 264 114,68 \$

3^e édition de la campagne de sensibilisation à la sécurité de l'information et à la protection des renseignements personnels « Je protège mon identité sur Internet ».

Objectif : sensibiliser les adultes québécois à la sécurité de l'information et à la protection des renseignements personnels.

Date de diffusion : du 9 au 27 novembre 2009

Nom de la firme : Institut de sécurité de l'information du Québec (ISIQ)

Coût : 340 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 15

Total des économies non récurrentes observées en 2010-2011 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé

Pour réduire la croissance des dépenses, plusieurs mesures ont été annoncées au Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014 ainsi qu'à la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette (2010, c. 20). Des mesures additionnelles ont été identifiées au cours de l'exercice afin d'atteindre l'objectif de 5,2 G\$ en 2013-2014.

Les efforts réalisés par les ministères et les organismes atteignent 1 377,0 M\$ en 2010-2011, soit 405,0 M\$ de plus que la cible prévue. Ces résultats ont été atteints pour l'essentiel par :

- Les paramètres permettant de limiter la croissance de la masse salariale, y compris le gel de la masse salariale des ministères et des organismes budgétaires,
- La réduction de 10 % d'ici 2013-2014 des dépenses de fonctionnement de nature administrative,
- La discipline budgétaire dont ont fait preuve les ministères pour limiter la croissance des dépenses à 2,4 % en 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 17

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2010-2011 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé)

Chaque année, des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, les objectifs quant à leur impact étant circonscrits dans le temps.

Les mesures suivantes étaient prévues au Discours sur le budget 2010-2011 comme non récurrentes en 2011-2012 :

▪ Relations internationales	
– Frais de démarrage de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse	1,5 M\$
▪ Ressources naturelles et Faune	
– Programme d'investissements sylvicoles	14,9 M\$
– Financement de la production de plants forestiers	25,6 M\$
– Protection des forêts	<u>10,0 M\$</u>
Total	52,0 M\$

Toutefois, en ce qui concerne les mesures afférentes au ministère des Ressources naturelles et de la Faune, le gouvernement a annoncé leur prolongation suivant les modalités suivantes :

▪ Programme d'investissements sylvicoles	19,0 M\$
▪ Financement de la production de plants forestiers	25,6 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 18 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
Détails des crédits périmés et reportés en 2010-2011 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé)

Les données 2010-2011 seront disponibles à partir des Comptes publics de cet exercice.

CRÉDITS PÉRIMÉS

- Chaque année, des crédits votés ne sont pas utilisés, certaines des dépenses prévues au Budget de dépenses étant moindres qu'anticipé ou ne se réalisant pas en cours d'exercice. Par exemple : des postes d'effectif deviennent vacants, des projets se réalisent moins vite que prévu, etc.
- Les crédits périmés se sont élevés en moyenne à 228 M\$ au cours des trois dernières années.

REPORT DE CRÉDITS

- Cette mesure d'assouplissement budgétaire prévue dans la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) permet d'utiliser, l'année suivante, certains crédits non utilisés au cours d'une année selon les conditions prévues au Budget de dépenses.
- Les crédits de 2009-2010 reportés en 2010-2011 s'établissent à 19,5 M\$. Ces crédits ont fait l'objet d'un gel de crédits et seront ainsi inclus dans les crédits périmés de 2010-2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE PARTICULIÈRE NUMÉRO 18 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION Détails des crédits périmés et reportés en 2010-2011 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé)		
	Crédits périmés en 2009-2010 (en milliers de dollars)	Crédits de 2009-2010 reportés en 2010-2011² (en milliers de dollars)
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	13 534,8	433,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3,9	-
Assemblée nationale	-	-
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	200,2	-
Conseil exécutif	17 602,6	2 345,5
Culture, Communications et Condition féminine	178,2	-
Développement durable, Environnement et Parcs	607,4	55,4
Développement économique, Innovation et Exportation	16 997,4	5,4
Éducation, Loisir et Sport	0,4	-
Emploi et Solidarité sociale	3,4	-
Famille et Aînés	7 107,3	-
Finances	10 232,3	-
Immigration et Communautés culturelles	0,5	-
Justice	124,1	-
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2 094,6	-
Relations internationales	246,8	-
Ressources naturelles et Faune	-	-
Revenu	5 753,7	-
Santé et Services sociaux	0,0	-
Sécurité publique	2,5	-
Services gouvernementaux	10 354,5	-
Tourisme	220,1	-
Transports	308 320,4	16 675,2
Travail	477,6	-
Total	394 062,7	19 514,8

1. Ces données seront disponibles à partir des Comptes publics 2010-2011.

2. Les crédits 2009-2010 pouvant être reportés à 2010-2011 ont fait l'objet d'une suspension du droit d'engager des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 19A DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION					
Effectifs de la fonction publique¹ : le nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2010-2011 et pour chacune des quatre années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011³
Bas-Saint-Laurent	1 725	1 698	1 684	1 714	1 324
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 522	1 517	1 489	1 524	1 186
Mauricie	1 725	1 724	1 737	1 750	1 362
Estrie	1 382	1 360	1 378	1 429	1 077
Outaouais	1 380	1 343	1 351	1 369	1 017
Abitibi-Témiscamingue	1 503	1 540	1 555	1 598	1 218
Côte-Nord	925	908	898	932	708
Nord-du-Québec	216	218	225	227	171
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 009	1 050	1 086	1 111	883
Centre-du-Québec	705	708	720	731	542
Hors-Québec	80	89	98	98	49
Indéterminée ²	0	0	0	0	106

1. Employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Pour 2010-2011, le traitement permettant d'identifier la région administrative de ces ETC n'a pas été réalisé.

3. Couvre les 9 premiers mois de l'exercice, du 1^{er} avril au 31 décembre 2010.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Effectifs de la fonction publique¹ : le nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2010-2011 et pour chacune des quatre années précédentes

1. Employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la Loi sur la fonction publique.
2. Couvre les 9 premiers mois de l'exercice, du 1^{er} avril au 31 décembre 2010.

2. Couvrir les 9 premiers mois de l'exercice, du 1^{er} avril au 31 décembre 2010.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 19C DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION					
Effectifs de la fonction publique ¹ : le nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2010-2011 et pour chacune des quatre années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011 ²
Montréal	14 318	14 230	14 605	15 072	11 454
Laval	1 580	1 553	1 579	1 607	1 244
Lanaudière	960	943	958	996	754
Laurentides	1 463	1 460	1 497	1 516	1 151
Montréal	4 037	4 024	4 047	4 145	3 147

1. Employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Couvre les 9 premiers mois de l'exercice, du 1^{er} avril au 31 décembre 2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 20 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION	
Nombre total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2010-2011 et pour chacune des 5 années précédentes	
ORGANISMES DÉNOMBRES EN 2004 SELON LE PLAN DE MODERNISATION	188
Ajouts et abolitions d'organismes (lois en vigueur)	
Créations du gouvernement	+ 12
<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure Québec (en remplacement de l'Agence des partenariats public-privé du Québec) - Centre de services partagés du Québec - Commissaire à la santé et au bien-être - Directeur des poursuites criminelles et pénales - Services Québec - Société de financement des infrastructures locales - Bureau de décision et de révision (créé sous l'ancien gouvernement, en activité 2004-02) - Conseil de gestion de l'assurance parentale (créé sous l'ancien gouvernement) - Centre de la francophonie des Amériques - Conseil des appellations réservées et des termes valorisant - Office Québec-Monde pour la jeunesse - Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - ABOLITIONS DU GOUVERNEMENT 	
<ul style="list-style-type: none"> - Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec - (Rapport Boudreau) - Centre de référence des directeurs généraux et des cadres (Rapport Geoffrion) - Comité d'évaluation des ressources didactiques (Rapport Boudreau) - Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant (Rapport Boudreau) - Comité permanent de lutte à la toxicomanie inc. (initiative ministérielle) - Commission des programmes d'études (Rapport Boudreau) - Comité consultatif de la Régie du bâtiment du Québec (Rapport Boudreau) - Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec (Rapport Boudreau) - Comité aviseur du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (initiative ministérielle) - Comité consultatif du Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion) - Comité de la santé mentale du Québec (initiative ministérielle) - Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion) - Conseil québécois de lutte contre le cancer (initiative ministérielle) - Conseil de la santé et du bien-être (initiative ministérielle) - Conseil médical du Québec (initiative ministérielle) - Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées (Rapport Boudreau) - Observatoire québécois de la mondialisation (Rapport Boudreau) - Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (initiative ministérielle) - Registraire des entreprises (Rapport Boudreau) - Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel (Rapport Boudreau) - Sidbec (Rapport Boudreau) - Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (Rapport Boudreau) - Société de la faune et des parcs du Québec (initiative ministérielle) - Société Innovatech du Grand Montréal (privatisée) (initiative ministérielle) - Commissaire de l'industrie de la construction - Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs (CRAAAP) 	- 26
Entités incluses dans les 188 organismes mais n'ayant pas le statut d'organisme	- 3
<ul style="list-style-type: none"> - Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées - Fonds de cautionnement des agents de voyage (aujourd'hui fonds d'indemnisation des voyageurs) - Forum des intervenants de l'industrie de taxi 	
Fusions	- 1
<ul style="list-style-type: none"> - Archives nationales du Québec - Bibliothèque nationale du Québec (initiative ministérielle) 	} Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Nombre d'organismes gouvernementaux au 22 mars 2010 :	170

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 20 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION	
Nombre total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2010-2011 et pour chacune des 5 années précédentes	
TOTAL	170⁽¹⁾
Abolition, fusion depuis le 22 mars 2010	-3
<ul style="list-style-type: none"> - Conseil du médicament (Fusion INESS) - Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (Fusion INESS) - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT (<i>FUSION INVESTISSEMENT QUÉBEC</i>) 	
Création annoncées depuis le 22 mars 2010	+3
<ul style="list-style-type: none"> - Institut national des mines - Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESS) - Agence du revenu du Québec du québec (en vigueur le 1er avril 2011) 	
Total au 31 mars 2011	170
<p>⁽¹⁾ Sur la base des organismes recensés au Plan de modernisation de l'État (rapports Boudreau, Geoffrion et Rolland)</p>	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 21 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
103- Agent de la gestion financière	6
105- Agent de recherche et de planification socio-économique	10
106- Agronome	1
108- Analyste de l'informatique et des procédés administratifs.	5
109- Architecte	1
111- Attaché d'administration	6
186- Ingénieur	1
200- Agent de bureau	27
206- Technicien en vérification fiscale	3
208- Agent rentes, retraite et assurances	2
211- Auxiliaire de bureau	3
213- Auxiliaire en informatique	4
214- Agent d'aide socio-économique	8
216- Inspecteur-enquêteur à la Commission des normes du travail	1
221- Agent de secrétariat	19

1- Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique (réguliers, occasionnels et étudiants) n'incluant pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

2- Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39), avec les mouvements enregistrés à la paie 24.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 21 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION	
Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
223- Préposé aux permis et à l'immatriculation	1
225- Greffier-audiencier	1
234- Inspecteur en santé et sécurité	1
238- Préposé à la photocopie	1
249- Préposé aux renseignements	11
252- Préposé aux relevés d'arpentage	1
253- Préposé aux télécommunications	4
264- Technicien en administration	11
265- Technicien arts appliqués et graph.	1
271- Technicien en information	1
272- Technicien en informatique	1
276- Téléphoniste-réceptionniste	2
282- Secrétaire judiciaire	1
283- Technicien en droit	3
285- Agent de recouvrement fiscal	5

1- Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique (réguliers, occasionnels et étudiants) n'incluant pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

2- Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39), avec les mouvements enregistrés à la paie 24.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 21 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION	
Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
298- Enquêteur en matières frauduleuses	3
300- Agent de la conservation de la faune	1
307- Agent des services correctionnels	7
310- Contrôleur routier	1
430- Patrouille	2
433- Entreposage de matériel	1
446- Cuisine	2
451- Surveillance de la propriété	1
459- Construction et entretien des routes et structures	15
675- Personnel enseignant	2
833- Huissier-audiencier	1
990- Étudiant	4
991- Stagiaire	1
Total	183

1- Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique (réguliers, occasionnels et étudiants) n'incluant pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

2- Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39), avec les mouvements enregistrés à la paie 24.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 22 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation

Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 23 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2010-2011 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec

Les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Toutefois, les rapports Boudreau, Geoffrion et Rolland (examen des organismes) ont été rendus publics et ils sont disponibles à l'adresse suivante : www.tresor.gouv.qc.ca/publications/secretariat/archives-2004-2007.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
010-Culture, Communication et Condition féminine	Régulier	508	488	474	362	368	367	351	257
	Occasionnel	54	55	53	45	49	70	75	44
	Étudiant et stagiaire	36	26	23	35	30	31	28	27
	Total	598	569	550	442	447	470	453	327
030-Relations internationales	Régulier	405	387	369	351	357	359	349	265
	Occasionnel	12	11	16	24	30	37	36	21
	Étudiant et stagiaire	5	5	7	7	9	9	12	9
	Total	421	403	392	382	396	406	396	295
040-Services gouvernementaux	Régulier	77	90	171	139	132	107	129	100
	Occasionnel	27	3	9	9	7	4	6	4
	Étudiant et stagiaire	1	2	2	4	5	3	6	3
	Total	105	95	182	152	144	114	141	107
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Régulier	499	503	538	525	465	422	416	327
	Occasionnel	52	49	55	67	59	52	66	52
	Étudiant et stagiaire	19	13	16	16	15	15	18	18
	Total	570	566	609	609	539	489	500	397
055-Immigration et Communautés culturelles	Régulier	899	860	803	788	763	784	805	599
	Occasionnel	262	210	230	254	278	293	326	223
	Étudiant et stagiaire	18	15	13	19	24	46	50	52
	Total	1 180	1 085	1 046	1 061	1 064	1 123	1 181	873
060-Santé et Services sociaux	Régulier	739	723	685	636	608	588	591	428
	Occasionnel	108	125	114	106	112	123	117	85
	Étudiant et stagiaire	15	16	13	19	14	17	18	18
	Total	862	864	812	761	734	728	726	530
063-Régie des rentes du Québec	Régulier	979	989	1 015	1 017	996	965	984	751
	Occasionnel	110	127	112	95	132	141	136	102
	Étudiant et stagiaire	23	20	16	12	17	18	18	15
	Total	1 111	1 136	1 143	1 124	1 145	1 124	1 139	868

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
Personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 249	1 250	1 206	1 158	1 117	1 086	1 046	761
	Occasionnel	320	322	347	366	370	361	372	313
	Étudiant et stagiaire	17	33	42	36	37	46	63	68
	Total	1 587	1 605	1 594	1 560	1 524	1 493	1 482	1 142
065-Famille et Aînés	Régulier	278	295	335	338	324	331	334	243
	Occasionnel	43	47	49	52	53	68	64	44
	Étudiant et stagiaire	4	4	3	3	2	6	5	1
	Total	324	346	388	393	379	404	403	288
075-Travail	Régulier	126	129	128	115	116	115	121	91
	Occasionnel	8	8	8	11	11	10	4	1
	Étudiant et stagiaire	2	2	2	2	2	1	2	0
	Total	137	139	139	128	129	127	127	92
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Régulier	1 894	1 815	1 740	1 681	1 657	1 642	1 575	1 153
	Occasionnel	280	239	245	284	291	265	220	176
	Étudiant et stagiaire	42	24	25	23	25	28	48	41
	Total	2 216	2 078	2 011	1 988	1 973	1 935	1 842	1 369
095-Sécurité publique	Régulier	3 892	3 829	3 871	3 719	3 658	3 688	3 901	2 930
	Occasionnel	207	211	211	253	362	431	502	407
	Étudiant et stagiaire	22	16	12	18	20	29	34	33
	Total	4 121	4 055	4 094	3 989	4 040	4 148	4 437	3 371
140-Conseil exécutif	Régulier	415	420	400	552	530	518	509	359
	Occasionnel	35	37	27	48	59	69	72	61
	Étudiant et stagiaire	10	9	12	11	13	17	14	13
	Total	460	465	439	611	602	605	595	432
160-Conseil du trésor	Régulier	481	493	415	370	337	339	325	253
	Occasionnel	54	33	27	26	23	31	26	14
	Étudiant et stagiaire	4	5	5	2	5	3	4	6
	Total	539	532	448	399	365	373	356	273

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
188-Bureau de décision et de révision en valeur mobilière	Régulier				9	9	8	6	6
	Occasionnel				1	1	1	2	0
	Étudiant et stagiaire				--				0
	Total				11	10	9	8	7
206-Commission biens culturels du Québec	Régulier	4	4	4	4	4	4	4	3
	Occasionnel	--					--	--	0
	Étudiant et stagiaire						--	--	0
	Total	4	4	4	4	4	5	5	3
210-Finances	Régulier	871	635	605	574	558	535	496	371
	Occasionnel	47	34	57	70	89	89	101	80
	Étudiant et stagiaire	65	6	8	8	9	9	16	11
	Total	983	675	670	652	657	633	614	462
214-Conseil des relations interculturelles	Régulier	7	6	5	5	5	5	5	4
	Occasionnel	1	1	1	2	2	4	3	1
	Étudiant et stagiaire			--				--	0
	Total	7	7	7	7	7	8	9	5
224-Conseil en science et technologie	Régulier	10	14	15	16	17	17	16	8
	Occasionnel	3	4	2	2	4	5	3	3
	Étudiant et stagiaire				--	1	--	--	0
	Total	13	17	17	18	22	22	19	11
228-Organismes conseils	Régulier	35	40	42	44	52	57	62	46
	Occasionnel	2	2	1	2	5	5	7	6
	Étudiant et stagiaire					1	--	1	1
	Total	37	43	43	46	58	63	70	53
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	30	29	27	28	27	25	28	20
	Occasionnel	1	--			--	4	3	2
	Étudiant et stagiaire								0
	Total	31	29	27	28	27	29	31	22

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
Personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Régulier	430	423	415	412	425	464	484	376
	Occasionnel	114	120	134	145	162	160	137	94
	Étudiant et stagiaire	5	4	5	6	6	5	8	16
	Total	549	548	554	563	592	630	629	486
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	186	182	180	179	175	173	188	142
	Occasionnel	27	29	40	45	53	59	53	48
	Étudiant et stagiaire	10	6	9	8	8	14	12	16
	Total	223	217	228	233	236	246	253	206
247-Commissaire au lobbying du Québec	Régulier	17	21	20	19	18	16	20	17
	Occasionnel		--	2	3	6	7	3	2
	Étudiant et stagiaire		--	1	--		--	--	1
	Total	17	21	22	23	24	23	23	20
256-Bureau des audiences publiques environnementales	Régulier	48	45	45	44	42	42	29	29
	Occasionnel	10	12	13	10	8	3	2	2
	Étudiant et stagiaire	3	3	1	0	1	1	2	2
	Total	61	59	59	54	51	46	33	33
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	33	31	32	32	32	30	32	26
	Occasionnel	2	2	2	2	3	4	2	2
	Étudiant et stagiaire	--	--	1	1	--	--	--	0
	Total	36	34	34	35	35	35	35	28
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	27	28	26	24	24	22	21	14
	Occasionnel	--	--			1	4	6	4
	Étudiant et stagiaire	--	--						0
	Total	28	28	26	24	25	26	26	18
278-Commission de l'équité salariale	Régulier	54	53	51	50	46	44	46	31
	Occasionnel	5	8	8	8	7	7	10	12
	Étudiant et stagiaire	--	1	--	--	1	1	1	1
	Total	60	62	59	57	54	51	57	43

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Régulier	895	1 026	874	806	765	750	720	531
	Occasionnel	71	80	65	59	65	91	108	77
	Étudiant et stagiaire	29	53	14	14	23	38	44	23
	Total	995	1 159	952	880	853	879	872	631
285-Commission des relations du travail	Régulier	116	117	114	115	113	117	113	85
	Occasionnel	10	12	16	13	12	4	3	3
	Étudiant et stagiaire	1	1	1	1	3	3	2	2
	Total	127	131	131	129	127	125	118	90
289-Conseil de la magistrature	Régulier	4	4	4	4	4	4	4	3
	Occasionnel			1	1	1	1	1	1
	Étudiant et stagiaire	--	--						0
	Total	5	5	5	5	5	5	5	4
293-Coroner	Régulier	50	49	47	44	41	39	34	27
	Occasionnel	7	6	6	8	7	8	8	6
	Étudiant et stagiaire	--	--	--		--	--	--	0
	Total	58	55	53	51	48	48	43	34
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 690	2 659	2 533	2 500	2 486	2 525	2 543	1 913
	Occasionnel	594	648	644	667	663	699	816	611
	Étudiant et stagiaire	36	41	53	63	59	68	74	55
	Total	3 320	3 348	3 230	3 230	3 208	3 293	3 434	2 579
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	183	184	180	185	180	177	183	147
	Occasionnel	90	90	96	107	114	139	135	117
	Étudiant et stagiaire	3	2	3	2	4	5	9	4
	Total	276	277	279	294	299	321	327	268
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec	Régulier	97	97	94	91	90	91	90	65
	Occasionnel	8	5	3	6	6	7	9	7
	Étudiant et stagiaire	4	4	5	7	7	6	7	5
	Total	109	106	102	105	103	104	105	77

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
 Personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
343-Services Québec	Régulier	493	401	399	457	504	531	515	375
	Occasionnel	207	202	210	260	293	341	342	247
	Étudiant et stagiaire	4	4	9	8	13	23	27	32
	Total	704	607	618	725	810	895	885	654
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	105	100	96	91	91	87	85	64
	Occasionnel	8	8	9	7	10	7	7	6
	Étudiant et stagiaire	3	1	2	3	3	4	5	7
	Total	116	109	106	101	104	98	97	78
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 513	1 417	1 343	1 440	1 575	1 640	1 673	1 258
	Occasionnel	204	243	253	298	317	297	291	216
	Étudiant et stagiaire	15	15	20	21	26	27	39	41
	Total	1 732	1 675	1 616	1 759	1 919	1 964	2 004	1 514
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Régulier	1 357	1 329	1 287	1 231	1 191	1 156	1 106	784
	Occasionnel	241	240	256	272	271	324	361	293
	Étudiant et stagiaire	22	28	28	31	29	31	42	36
	Total	1 620	1 597	1 572	1 534	1 492	1 511	1 509	1 113
352-Régie du cinéma	Régulier	46	42	44	44	40	40	42	31
	Occasionnel	7	5	5	9	11	12	10	8
	Étudiant et stagiaire	1		--	1	2	1	1	1
	Total	54	48	50	54	53	54	54	39
360-Office des professions du Québec	Régulier	37	37	36	34	35	35	37	31
	Occasionnel	3	4	4	5	4	4	4	3
	Étudiant et stagiaire	1	1	1	1	1	1	1	1
	Total	41	42	40	40	40	40	41	35
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	376	368	347	340	333	353	355	264
	Occasionnel	74	68	76	76	75	65	70	59
	Étudiant et stagiaire	7	6	5	6	5	7	7	9
	Total	457	441	428	422	413	425	433	332

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
368-Commission municipale du Québec	Régulier	30	28	19	14	11	13	14	12
	Occasionnel	5	3	2	2	2	2	2	1
	Étudiant et stagiaire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	35	31	21	16	13	15	16	13
370-Assemblée nationale	Régulier	466	462	455	516	519	507	501	370
	Occasionnel	107	107	123	97	94	89	118	92
	Étudiant et stagiaire	8	11	8	12	10	12	17	15
	Total	581	581	586	624	623	608	636	477
374-Vérificateur général	Régulier	208	207	203	208	226	232	228	176
	Occasionnel	5	5	2	3	3	3	2	2
	Étudiant et stagiaire	5	5	7	6	4	6	6	4
	Total	218	217	212	217	234	242	237	182
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Régulier	1 724	1 662	1 581	1 523	1 504	1 465	1 446	1 066
	Occasionnel	249	213	227	236	245	305	356	264
	Étudiant et stagiaire	52	39	38	38	42	57	70	63
	Total	2 025	1 914	1 847	1 796	1 791	1 828	1 872	1 393
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	190	183	176	175	166	168	163	113
	Occasionnel	61	59	60	57	58	53	57	47
	Étudiant et stagiaire	4	3	2	4	3	5	7	7
	Total	255	245	237	236	227	225	226	166
390-Sûreté du Québec	Régulier	672	662	675	681	666	673	666	487
	Occasionnel	173	152	144	160	207	237	246	184
	Étudiant et stagiaire	1	9	6	7	7	6	6	6
	Total	847	824	825	847	880	917	918	678
392-Régie des marchés agricoles du Québec	Régulier	41	40	41	41	42	42	42	32
	Occasionnel	1	1	1	--	--	1	--	0
	Étudiant et stagiaire			--					0
	Total	42	41	42	41	42	43	42	32

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
Personnel régulier et occasionnel assujéti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
400-Justice	Régulier	2 215	2 189	2 079	2 027	1 962	1 891	1 833	1 323
	Occasionnel	579	580	715	765	769	840	936	734
	Étudiant et stagiaire	39	28	30	42	35	35	34	29
	Total	2 833	2 797	2 824	2 834	2 766	2 766	2 802	2 087
402-Comité de déontologie policière	Régulier	17	18	17	16	16	17	16	10
	Occasionnel	--		1	1	1	1		0
	Étudiant et stagiaire								0
	Total	18	18	18	17	17	18	16	10
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	47	46	45	42	37	38	46	35
	Occasionnel	2	1	3	3	7	9	9	6
	Étudiant et stagiaire	1	2	1	1	1	2	1	2
	Total	51	49	49	46	45	49	56	43
414-Commission des lésions professionnelles	Régulier	421	417	401	403	400	387	391	300
	Occasionnel	17	18	20	15	11	17	14	7
	Étudiant et stagiaire	4	4	4	5	5	6	9	7
	Total	442	439	426	423	416	411	413	314
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	29	29	26	26	34	36	36	27
	Occasionnel	--			1	6	7	7	5
	Étudiant et stagiaire	--			--	1	1	1	1
	Total	30	29	26	27	41	44	43	32
430-Commission de la fonction publique	Régulier	30	31	31	29	34	29	31	25
	Occasionnel	--	--	1	3	1	1	1	1
	Étudiant et stagiaire	1	--	1	1	1	1	1	1
	Total	31	32	32	33	36	31	32	27
440-Revenu	Régulier	5 072	4 903	4 943	4 884	4 714	4 871	5 192	4 098
	Occasionnel	1 437	1 356	1 466	1 627	1 512	1 430	1 331	998
	Étudiant et stagiaire	34	18	22	33	46	74	107	119
	Total	6 543	6 277	6 431	6 544	6 272	6 375	6 630	5 214

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	241	234	225	231	225	213	211	151
	Occasionnel	13	20	16	15	18	22	25	17
	Étudiant et stagiaire	3	3	4	4	4	9	9	8
	Total	258	257	245	251	247	244	245	175
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier		1	9	11	13	13	13	10
	Occasionnel			1	--	1	1	--	0
	Étudiant et stagiaire								0
	Total		1	10	11	14	15	13	10
510-Régie du logement	Régulier	175	172	166	165	171	175	173	132
	Occasionnel	20	23	24	25	26	24	28	20
	Étudiant et stagiaire	1	2	1	1	1	3	4	9
	Total	196	197	191	191	198	203	205	162
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	526	519	515	507	499	497	476	351
	Occasionnel	173	195	188	184	186	200	201	148
	Étudiant et stagiaire	8	8	9	8	9	9	8	9
	Total	707	721	712	700	693	706	685	508
538-Office des personnes handicapées	Régulier	125	119	119	115	113	107	103	73
	Occasionnel	14	9	16	18	19	25	27	25
	Étudiant et stagiaire	2	1	1	1	2	3	3	2
	Total	141	128	137	134	134	134	133	100
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	141	136	130	122	119	122	126	95
	Occasionnel	100	75	108	129	121	123	122	93
	Étudiant et stagiaire	1	--	1	1	--	1	2	2
	Total	241	211	238	252	241	245	250	190
560-Curateur public	Régulier	422	419	422	437	445	472	481	354
	Occasionnel	115	124	133	141	153	148	137	107
	Étudiant et stagiaire	7	6	6	6	13	18	26	20
	Total	544	549	561	584	610	638	644	481

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
Personnel régulier et occasionnel assujéti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
600-Ressources naturelles et de la Faune	Régulier	2 694	2 615	2 562	2 492	2 482	2 428	2 363	1 789
	Occasionnel	602	562	563	579	560	512	547	431
	Étudiant et stagiaire	92	63	29	59	45	47	61	51
	Total	3 388	3 240	3 153	3 130	3 087	2 987	2 970	2 271
630-Directeur général des élections	Régulier	175	174	178	181	184	202	200	150
	Occasionnel	53	61	57	74	61	56	38	24
	Étudiant et stagiaire	4	4	4	3	3	2	3	2
	Total	233	239	238	258	248	261	240	176
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	52	52	48	46	45	43	39	30
	Occasionnel	3	2	2	4	4	3	3	2
	Étudiant et stagiaire	1	2	1	2	2	1	2	2
	Total	56	56	51	52	50	47	44	33
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	15	15	13	12	12	11	10	8
	Occasionnel	--			--	1	1	1	0
	Étudiant et stagiaire								0
	Total	15	15	13	12	13	13	11	8
700-Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5 441	5 154	4 898	4 680	4 562	4 678	4 743	3 408
	Occasionnel	1 234	947	900	918	1 046	1 181	1 217	1 009
	Étudiant et stagiaire	46	28	56	55	61	72	82	89
	Total	6 721	6 128	5 855	5 653	5 669	5 931	6 041	4 505
702-Commission des normes du travail	Régulier	473	491	494	491	475	454	439	322
	Occasionnel	49	58	51	49	55	62	45	34
	Étudiant et stagiaire	8	9	8	13	13	12	11	10
	Total	531	557	553	553	543	528	495	366
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 431	3 413	3 321	3 304	3 245	3 219	3 222	2 406
	Occasionnel	640	690	696	591	688	693	688	547
	Étudiant et stagiaire	54	53	39	47	48	45	47	46
	Total	4 124	4 155	4 055	3 942	3 981	3 957	3 958	3 000

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
710-Office québécois de la langue française	Régulier	234	227	228	222	217	210	212	155
	Occasionnel	6	7	6	6	3	8	8	4
	Étudiant et stagiaire	2	1	2	1	1	2	4	5
	Total	241	236	236	229	221	220	223	164
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	355	352	339	336	330	325	332	263
	Occasionnel	18	20	20	16	18	29	18	12
	Étudiant et stagiaire	8	3	5	6	6	6	9	8
	Total	381	376	364	358	355	360	359	282
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Régulier	32	29	25	25	25	24	23	18
	Occasionnel	--	2	2	2	2	2	2	0
	Étudiant et stagiaire		--						0
	Total	33	31	27	27	27	26	25	18
802-Fonds forestier	Régulier	462	439	428	441	413	391	393	287
	Occasionnel	406	392	417	448	438	405	424	387
	Étudiant et stagiaire	11	9	15	16	21	21	24	18
	Total	879	841	860	905	872	817	841	693
807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	Régulier	1 888	1 844	1 817	1 852	1 799	1 829	1 847	1 406
	Occasionnel	345	317	300	288	276	283	288	249
	Étudiant et stagiaire	69	63	55	67	73	86	91	90
	Total	2 301	2 224	2 172	2 207	2 148	2 199	2 226	1 745
808-Fonds de perception	Régulier	760	757	759	739	716	732	771	600
	Occasionnel	333	331	317	348	396	340	313	274
	Étudiant et stagiaire	11	8	6	10	16	21	21	26
	Total	1 104	1 097	1 082	1 097	1 127	1 093	1 106	899
812-Fonds des services de police	Régulier	863	854	844	835	858	872	854	634
	Occasionnel	144	174	215	221	223	246	278	227
	Étudiant et stagiaire	9	5	5	6	6	7	8	8
	Total	1 016	1 032	1 065	1 063	1 087	1 125	1 141	870

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
Personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	188	196	259	262	248	242	244	180
	Occasionnel	34	37	36	39	44	49	40	27
	Étudiant et stagiaire	36	37	40	32	31	36	36	31
	Total	259	270	335	333	323	326	320	237
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Régulier	36	35	30	18	19	24	25	20
	Occasionnel	14	13	14	14	12	8	6	3
	Étudiant et stagiaire			--					0
	Total	50	47	44	32	31	32	31	23
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	244	238	222	216	205	194	171	112
	Occasionnel	192	197	185	201	221	255	288	228
	Étudiant et stagiaire	7	5	4	4	7	6	11	14
	Total	443	439	411	421	434	455	471	354
824-Fonds pour la vente de biens et services - MTQ	Régulier	30	26	20	26	25	17	4	2
	Occasionnel	10	12	13	12	13	10	1	1
	Étudiant et stagiaire	1	1	--	1	2	4		0
	Total	41	39	33	39	40	30	5	3
830-Commission des transports du Québec	Régulier	142	142	138	134	129	128	122	88
	Occasionnel	17	16	11	9	10	10	15	11
	Étudiant et stagiaire	2	2	1	1	1	2	3	3
	Total	161	160	151	143	140	140	139	102
850-Transports	Régulier	2 708	2 575	2 416	2 241	2 141	2 057	2 042	1 529
	Occasionnel	1 063	1 065	1 050	1 069	1 121	1 208	1 279	1 046
	Étudiant et stagiaire	63	73	60	70	74	70	87	100
	Total	3 834	3 713	3 527	3 380	3 336	3 336	3 409	2 675
865-Fonds d'information géographique	Régulier	22	21	17	13	12	12	9	6
	Occasionnel	8	11	16	16	13	11	11	7
	Étudiant et stagiaire	--	1	1		--	--		0
	Total	30	33	33	28	25	24	20	13

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 24 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ETC PAR MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS 2003 VENTILÉ PAR STATUT D'EMPLOI									
MINISTÈRE	Statut d'emploi	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	AU 31 DÉC. 2010
871-Compte de gestion de la TPS	Régulier	1 070	1 111	1 019	978	1 011	1 007	1 007	767
	Occasionnel	139	208	221	225	212	211	229	103
	Étudiant et stagiaire	--	3	3	3	4	4	5	0
	Total	1 209	1 322	1 242	1 206	1 226	1 222	1 241	871
872-Fonds du BAVAC	Régulier	4	3	2	3	4	4	5	4
	Occasionnel	--	2	3	1	1	1	1	1
	Étudiant et stagiaire								0
	Total	4	5	5	4	5	6	6	4
873-FSG - service aérien gouvernemental	Régulier	166	161	156	159	152	146	145	108
	Occasionnel	30	27	28	22	25	28	35	35
	Étudiant et stagiaire	1	1	2	6	6	5	7	5
	Total	198	188	186	187	182	179	186	148
874-Fonds de financement regroupé	Régulier	15	14	11	13	13	12	11	6
	Occasionnel	1	2	3	5	5	5	5	4
	Étudiant et stagiaire								0
	Total	16	15	14	17	18	17	17	11
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	117	117	125	121	115	108	103	81
	Occasionnel	25	32	19	15	10	13	17	12
	Étudiant et stagiaire			--			1	1	0
	Total	142	150	144	136	126	121	121	94
889-Fonds des pensions alimentaires	Régulier	447	422	390	404	388	412	415	325
	Occasionnel	180	147	155	138	154	129	115	66
	Étudiant et stagiaire	8		8	16	19	18	21	17
	Total	635	569	552	559	561	559	551	409
890-Fonds de l'information foncière	Régulier	358	356	339	310	288	273	269	197
	Occasionnel	157	160	145	161	176	140	129	95
	Étudiant et stagiaire	9	8	15	9	14	16	24	21
	Total	525	524	499	480	478	429	422	314
Ensemble de l'effectif	Total	70 438	68 480	67 292	66 903	66 598	67 276	68 218	51 797

Les données du tableau tiennent compte d'un arrondissement automatisé qui a un impact sur les totaux présentés.
Personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique en ETC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 26 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation détaillée, pour chacun des 28 organismes touchés par le projet de loi 130, (Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds) : des économies réalisées en 2010-2011, des économies à réaliser, des frais de restructuration, des primes de départ (dans le cas des cessations d'emploi)

Le projet de loi n° 130 n'a pas été adopté en date du 31 mars 2011. Aucune économie ne sera réalisée en 2010-2011 et aucune prime de départ n'a été accordée en 2010-2011.

Des économies annuelles de près de 9 M\$ sont anticipées à terme (2013-2014) à la suite des restructurations visées par le projet de loi n° 130.

Les frais de restructuration liés à cette mesure sont déjà intégrés dans le calcul des économies. Des économies annuelles nettes sont tout de même attendues dès la première année.

Tous les effectifs qui n'occupent pas des postes d'emplois supérieurs, qu'ils soient assujettis ou non à la Loi sur la fonction publique, seront intégrés dans leur structure d'accueil.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 27 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des organismes touchés par la Loi 100 (Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette) qui ont demandé une dérogation à cette loi tel qu'en permet l'article 24, en précisant : la nature de la demande (flexibilité, exemption complète, autres), l'état de la demande, la date et le montant en cause de la demande

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS, OCCUPATION DU TERRITOIRE

La Société québécoise d'assainissement des eaux :

- Le projet de loi 130 prévoit l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et l'intégration de ses activités au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Dans ce contexte, une exemption complète de l'application de la Loi 100 a été demandée.
- L'exemption de la Société québécoise d'assainissement des eaux de l'application de Loi 100 a été autorisée en novembre 2010 (Décret 1006-2010).
- Le budget de fonctionnement de la Société québécoise d'assainissement des eaux s'établissait à 20,0 k \$ en 2009-2010.

L'Immobilière-SHQ :

- Le projet de loi 130 prévoit l'abolition de l'Immobilière-SHQ et l'intégration de ses activités à la Société d'habitation du Québec. Dans ce contexte, une exemption complète de l'application de la Loi 100 a été demandée.
- L'exemption de l'Immobilière-SHQ de l'application de Loi 100 a été autorisée en novembre 2010 (Décret 1006-2010).
- Le budget de fonctionnement de l'Immobilière-SHQ s'établissait à 740,0 k \$ en 2009-2010. Toutefois, ce budget servant à rembourser des dépenses effectuées à la SHQ a été directement pris en compte dans le cadre des mesures de réduction et de contrôle des dépenses de la SHQ.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers a été soustrait de l'application de la Loi 100, tel que le permet l'article 24, en vertu du décret 12-2011 du 19 janvier 2011 :

- Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers bénéficie d'une exemption complète puisque les seules dépenses du Fonds ont trait à une provision pour pertes. Notons que la Financière agricole du Québec est légalement désignée comme l'administrateur du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et que la politique de réduction et de contrôle des dépenses de la Financière agricole du Québec couvre les dépenses de nature administrative qu'elle assume pour le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers.
- La politique de la Financière agricole du Québec (incluant les dépenses pour la gestion du Fonds d'assurance-prêts agricoles) a été approuvée par le décret 12-2011 du 19 janvier 2011 et prévoit une réduction totale de 1 178,5 k\$ au terme de l'exercice financier 2013-2014.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 27 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des organismes touchés par la Loi 100 (Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette) qui ont demandé une dérogation à cette loi tel qu'en permet l'article 24, en précisant : la nature de la demande (flexibilité, exemption complète, autres), l'état de la demande, la date et le montant en cause de la demande

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

- La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour est un organisme autre que budgétaire qui exploite un parc industriel. Ses activités sont de nature commerciale et sont financées par les revenus tirés des services rendus aux entreprises établies dans le parc industriel. Le niveau de dépenses de la Société est influencé par la conjoncture économique et le niveau d'activités dans le parc.

Avec la crise économique, l'organisme fut contraint de réduire fortement ses dépenses de fonctionnement, qui sont passées de 462,7 k\$ en 2007-2008 à 250,6 k\$ en 2009-2010, soit une baisse de 45,8 %.

Compte tenu des efforts importants déjà réalisés et du fait qu'en vertu du projet de loi 130 l'organisme serait dissout à court terme et remplacé par un nouvel organisme constitué hors du périmètre comptable du gouvernement, il fut demandé d'exclure la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour de l'application de la Loi.

- Demande acceptée le 16 février 2011 (décret 101-2011).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

- Seule la partie non fiduciaire du Conseil de gestion de l'assurance parentale était visée par la Loi. Or, le Conseil de gestion de l'assurance parentale n'exerce que des fonctions de nature fiduciaire. Il a donc été soustrait de l'application de la Loi.

- Demande acceptée le 19 janvier 2011 (décret 20-2011).

- Ne s'applique pas.

RELATIONS INTERNATIONALES

- L'Office Québec-Monde pour la jeunesse fait partie des organismes visés par la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du Discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette (2010, chapitre 20).

L'Office Québec-Monde pour la jeunesse a été créé en mai 2009 suite à l'adoption de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse et modifiant diverses dispositions législatives (2009, chapitre 7). Au Discours sur le budget 2010-2011, le gouvernement a annoncé l'octroi de crédits de 1,5 M\$ au ministère des Relations internationales en 2010-2011 pour pourvoir aux frais de démarrage de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse.

Étant donné qu'il s'agit d'un organisme nouvellement constitué et pour lequel il n'existe pas d'historique budgétaire à titre de base de référence, le ministère des Relations internationales a demandé à ce qu'il soit soustrait de l'application la section III du chapitre I de la Loi.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 27 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Liste des organismes touchés par la Loi 100 (Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette) qui ont demandé une dérogation à cette loi tel qu'en permet l'article 24, en précisant : la nature de la demande (flexibilité, exemption complète, autres), l'état de la demande, la date et le montant en cause de la demande

- L'exemption a été accordée par le Conseil des ministres le 16 février 2011 (décret 108-2011).
- Aucune économie n'avait été estimée pour cet organisme au Budget 2010-2011.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Corporation d'hébergement du Québec

- La Corporation d'hébergement du Québec a été soustraite de l'application de la Loi compte tenu qu'à compter du 1^{er} avril 2011, ses activités devaient être intégrées au ministère des Finances et à la Société immobilière du Québec. Par ailleurs, le ministre de la Santé et des Services sociaux a signifié à la Corporation d'hébergement du Québec un objectif de réduction de dépenses dans l'esprit de la Loi.
- Demande acceptée le 9 février 2011 (décret 81-2011).
- Ne s'applique pas.

Institut national d'excellence en santé et services sociaux

- En ce qui concerne l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux, il a été considéré que celui-ci n'avait pas à présenter de politique de réduction de dépenses parce que, d'une part, plusieurs articles de la loi instituant l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux, notamment ceux permettant à l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux de débiter ses opérations et d'exercer sa mission, ne sont entrés en vigueur que le 19 janvier 2011, soit après l'entrée en vigueur de la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette. D'autre part, les deux organismes fusionnés pour créer l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux, soit le Conseil du médicament et l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, ont été assujettis à une réduction de leurs dépenses de nature administrative à titre d'organismes budgétaires.
- Demande acceptée le 9 février 2011 (décret 81-2011).
- Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 30 DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 31A DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du domaine de la santé;

• infirmiers; • médecins omnipraticiens; • médecins spécialistes; • cadres.

L'information concernant les salaires des médecins se trouvent sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : <http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/FR/Home/home/cihi000001>
Seuls les médecins dont les revenus annuels excèdent 60 000\$ sont pris en considération. Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

Concernant les infirmières, nous vous informons que ces informations ne vous sont pas communiquées et ce, en vertu de l'article 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), car cela aurait vraisemblablement pour effet de divulguer un mandat ou une stratégie de négociation de convention collective.

Comme le gouvernement est ou sera en discussion avec les cadres du réseau de la santé, les informations pour ces corps d'emplois ne vous sont pas communiquées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 31B DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003 : du domaine de la sécurité publique :
policiers; juristes; procureurs; cadres

Comme le gouvernement est présentement en négociation avec les policiers, les juristes, les procureurs et en discussion avec les cadres, le Secrétariat du Conseil du trésor ne peut divulguer d'information pour ces corps d'emplois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 31C DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003: du domaine de l'éducation;

• professeurs; • chargés de cours; • recteurs; • doyens; • cadres.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne dispose pas de données pour les chargés de cours, recteurs, doyens et cadres des universités. Les conditions de travail et les barèmes de rémunération n'ont pas à être approuvés par le Conseil du Trésor.

Concernant les enseignants, nous vous informons que ces informations ne vous sont pas communiquées et ce, en vertu de l'article 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), car cela aurait vraisemblablement pour effet de divulguer un mandat ou une stratégie de négociation de convention collective.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

*** DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# demande 2011-2012 Opposition officielle	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
5	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme, les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final), le coût, l'échéancier, dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la demande générale 4
9D	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.	Demande non pertinente
9G	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.	Demande non pertinente
9H	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Demande non pertinente
16	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2010-2011.	Demande non pertinente
21	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : liste, mandats, contrats, résultat du travail effectué, échéances prévues, sommes impliquées.	Demande répondue par la demande générale 4
24	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011: nombre de refus (et mention en vertu de raison ou article), nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt (20) jours, nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente (30) jours.	Demande non pertinente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

*** DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# demande 2011-2012 Opposition officielle	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
25	Mandats membres Conseil des ministres	Liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : coûts (déplacements, etc.), nombre de ressources affectées, nombre de rencontres, nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	Demande répondue par les demandes générales 1 et 2
26	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Demande répondue par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes
32b	Budget de fonctionnement détaillé	Pour chaque ministère et organisme, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : le budget de fonctionnement détaillé.	Information dans le volume II du Budget de dépenses 2011-2012
32c	Taux d'absentéisme par catégorie	Pour chaque ministère et organisme, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi.	Demande répondue par les demandes générales 9C et 9F
32g	Prévision de croissance des dépenses et d'effectifs	Pour chaque ministère et organisme, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012.	Information dans le volume II du Budget de dépenses 2011-2012
33	Frais de déplacement entre l'Assemblée nationale et le bureau de circonscription	Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.	Demande non pertinente
34	Départs ventilés par raison	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite, la démission, la révocation pour incompétence, la révocation pour incapacité, la fin d'emploi, le décès, la mise à pied, la destitution, toute autre raison.	Demande non pertinente
35	Évolution taille du Cabinet	Évolution de la taille (nombre total d'employés) pour chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011,	Demande répondue par la demande générale 13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

* DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# Demande 2011-2012	Sujet de la demande	Nom de la demande	Explication
P02	Organismes et agences, membres du conseil d'administration	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer : - la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration, - la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération, - la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV, - leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
P08	Membres bureau de présidence	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : - le nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents, - la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre, - les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation, - la liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
P24	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	Demande répondue par la demande particulière 1
P26	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2010-2011 avec, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite, la répartition par région administrative, date de la publication des résultats.	Demande répondue par le Centre de services partagés du Québec
P27	Concours de recrutement par catégorie	Pour chacun des concours précédemment mentionné, le nombre de postulants issus des communautés culturelles, le nombre de personnes handicapées, le nombre d'anglophones, le nombre d'autochtones et le nombre de jeunes de moins de 35 ans.	Demande répondue par le Centre de services partagés du Québec
P28	Logiciel libre	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.	Demande répondue par la demande particulière 20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

*** DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

# Demande 2011-2012	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	Explication
P01	Organismes et agences, membres du conseil d'administration	Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer : - la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leurs rémunération, - la liste des membres du conseil d'administration, - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV, - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	Demande répondue par la demande particulière 2 de l'opposition officielle
P02	Formation	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2010-2011. Indiquer : - le lieu, - le coût, - la ou les dates de participation, - le nombre de participants, - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, - le nom de la formation ou de l'activité.	Demande répondue par la demande particulière 22 de l'opposition officielle
P03	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le ministère en 2010-2011, en indiquant pour chacun : - son mandat, - la liste des membres, - le budget dépensé en 2009-2010, - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres, - les résultats atteints.	Demande répondue par la demande particulière 1 de l'opposition officielle
P04	CT réceptions	Liste de tous les CT réceptions du cabinet du ministre de la Justice en indiquant pour chacun : - le lieu de la réception, - la date de la réception, - le coût de la réception, - la liste des participants.	Demande non pertinente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

*** DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

# Demande 2011-2012	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	Explication
P05	Employés occasionnels	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	Demande répondue par la demande particulière 5 de l'opposition officielle
P06	Compressions financières selon le Plan de retour à l'équilibre budgétaire	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.	Demande répondue par la demande particulière 18 de l'opposition officielle et par les demandes générales 29 et 37
P08	Contrats en traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Demande répondue par la demande générale 4
P09	Membres de Bureau de la Présidence	Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant : - les frais de déplacement, - les frais de représentation, - les frais de repas, - les frais de voyage, - les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.	Demande répondue par la demande particulière 8 de l'opposition officielle
P10	Baux SIQ	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.	Demande répondue par la demande générale 11
P11	Aménagement du cabinet	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets : - la date des rénovations, - la liste des rénovations, - le coût des rénovations, - le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	Demande répondue par la demande générale 12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
· SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

* DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# Demande 2011-2012	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	Explication
P12	Contrat de covérification	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant : - le nom du professionnel ou de la firme, - les noms de tous les sous-traitants, - le mandat et le résultat, - le coût, - l'échéancier, - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la demande générale 4
P16	Économie > 1M	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2010-2011 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).	Demande répondue par la demande particulière 15 du 2 ^e groupe d'opposition
P25	ETC fonction publique, agences, entreprises d'État	Effectif total de la fonction publique : nombre d'ETC dans la fonction publique, les agences et les entreprises d'État. Évolution depuis 2003.	Demande répondue par la demande particulière 24 du 2 ^e groupe d'opposition
P28	Coûts de système MO	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (% d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre).	Demande répondue par la demande particulière 17 de l'opposition officielle
P29	Nouvelles structures administratives	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant leur budget annuel.	Demande répondue par la demande particulière 18 de l'opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Demandes de renseignements particuliers
transférées des ministères, organismes ou autres**

#	Demandes de renseignements particuliers
P23	Bilan des six comités lancés par le premier ministre, le 9 octobre 2004, dans le cadre de la réingénierie. La liste des personnes membres de chaque comité, le calendrier des rencontres, les procès-verbaux des rencontres et le montant déboursé pour chaque comité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEMANDE NUMÉRO 23 DU CONSEIL EXÉCUTIF

Bilan des six comités lancés par le premier ministre, le 9 octobre 2004, dans le cadre de la réingénierie. La liste des personnes membres de chaque comité, le calendrier des rencontres, les procès-verbaux des rencontres et le montant déboursé pour chaque comité

Les comités n'existent plus.